

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2°, 3°, 4.1°, 8°, 11° et 34° et a. 331.2)

#### Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes et ses concordants

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes;*
- *Règlement modifiant le Règlement 11-102 sur le régime de passeport;*
- *Règlement modifiant le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;*
- *Règlement modifiant le Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers;*
- *Règlement modifiant le Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;*
- *Règlement modifiant Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable;*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-102 sur la revente de titres;*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;*
- *Règlement modifiant le Règlement 45-108 sur le financement participatif;*
- *Règlement modifiant l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne;*
- *Règlement modifiant le Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;*
- *Règlement modifiant le Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;*
- *Règlement modifiant le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains;*
- *Règlement modifiant le Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti;*

- *Règlement modifiant le Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance;*
- *Règlement modifiant le Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;*
- *Règlement modifiant le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;*
- *Règlement modifiant le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.*

Vous trouverez également ci-dessous les projets d'instructions générales et d'avis suivants :

- *Instruction générale relative au Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti;*
- *Modification de l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires;*
- *Modification de l'Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations;*
- *Modification de l'Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;*
- *Modification de l'Instruction générale 41-201 relative aux fiducies de revenu et autres placements indirects;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers;*
- *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;*

- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-108 sur le financement participatif*;
- Modification de l'*Avis 47-201 relatif aux opérations sur titres à l'aide d'Internet et d'autres moyens électroniques*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
- Modification de l'*Instruction générale 51-201 : Lignes directrices en matière de communication de l'information*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti*;
- Modification de l'*Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières*;
- Modification de l'*Instruction générale 62-203 relative aux offres publiques d'achat et de rachat*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*;

- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement*;
- Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement*.

### Consultation

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **31 juillet 2019**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire générale  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 4<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Place Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvia Pateras  
Avocate, Direction générale des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 2536  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[sylvia.pateras@lautorite.qc.ca](mailto:sylvia.pateras@lautorite.qc.ca)

Carolyne Lassonde  
Avocate, Direction générale des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 2545  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca](mailto:carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca)

**Le 2 mai 2019**

## Avis de consultation des ACVM

### *Projet de règlement relatif au Programme de renouvellement des systèmes pancanadiens et modifications réglementaires connexes*

**Le 2 mai 2019**

#### **Introduction**

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publions les textes suivants pour une période de consultation de 90 jours :

- le projet de *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (le **Règlement 13-103**), lequel prévoit l'abrogation du *Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* (le **Règlement 13-101**), y compris le Manuel du déposant SEDAR;
- le projet d'*Instruction générale relative au Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (l'**Instruction générale 13-103**);
- des projets de modification des règlements existants suivants :
  - le *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*;
  - le *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*;
  - le *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers*;
  - le *Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié*;
  - le *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*;
  - le *Règlement 45-102 sur la revente de titres*;
  - le *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus*;
  - le *Règlement 45-108 sur le financement participatif*;
  - l'*Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne*;
  - le *Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières*;
  - le *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*;
  - le *Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains*;
  - le *Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti*;
  - le *Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance*;
  - le *Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat*;
  - le *Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif*;

- le Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;
- le Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement;
- des projets de modification des instructions générales existantes suivantes :
  - l'Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport;
  - l'Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents;
  - l'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires;
  - l'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires;
  - l'Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti;
  - l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires;
  - l'Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations;
  - l'Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus;
  - l'Instruction générale 41-201 relative aux fiducies de revenu et autres placements indirects;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 45-108 sur le financement participatif;
  - l'Avis 47-201 relatif aux opérations sur titres à l'aide d'Internet et d'autres moyens électroniques;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières;
  - l'Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

- *l'Instruction générale relative au Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains;*
- *l'Instruction générale 51-201 : Lignes directrices en matière de communication de l'information;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti;*
- *l'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières;*
- *l'Instruction générale 62-203 relative aux offres publiques d'achat et de rachat;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement;*
- *l'Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement.*

Dans le présent avis, le Règlement 13-103, l'Instruction générale 13-103, les projets de modification des règlements existants et les projets de modification des instructions générales existantes sont appelés collectivement les **modifications de la phase 1**. Par ailleurs, les ACVM publient aujourd'hui un avis de consultation distinct portant sur un projet de modification du *Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI*.

Les textes des modifications de la phase 1 sont publiés avec le présent avis et peuvent être consultés sur les sites Web des membres des ACVM suivants :



www.bsc.bc.ca  
www.albertasecurities.com  
www.fcaa.gov.sk.ca  
www.mbsecurities.ca  
www.osc.gov.on.ca  
www.lautorite.qc.ca  
www.fcnb.ca  
nssc.novascotia.ca

## Objet

Le Programme de renouvellement des systèmes pancanadiens (**PRSP**) est un projet des ACVM qui vise le remplacement de leurs systèmes pancanadiens (soit le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (**SEDAR**), la Base de données nationale des interdictions d'opérations sur valeurs, la Liste des personnes sanctionnées, le Système électronique de déclaration des initiés, la Base de données nationale d'inscription et le Moteur de recherche national de renseignements sur l'inscription) par un système informatique plus centralisé (le **système renouvelé**). Tous les membres des ACVM participent au PRSP.

Nous prévoyons que le système renouvelé sera implémenté en quatre phases à compter du début de 2021. C'est au cours de la première phase (la **phase 1**) qu'aura lieu le remplacement de SEDAR, de la Base de données nationale des interdictions d'opérations sur valeurs, de la Liste des personnes sanctionnées et de certains dépôts effectués au moyen du système eServices de la British Columbia Securities Commission et de l'Electronic Filing Portal de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. Les dépôts effectués par les émetteurs, y compris les émetteurs étrangers, seront donc intégrés dans le système renouvelé au cours de la phase 1. Il est prévu que les prochaines phases viseront l'introduction des documents déposés par les initiés, les personnes inscrites, les participants au marché des dérivés et les entités réglementées (comme les marchés, les organismes d'autoréglementation et les chambres de compensation). Pour le moment, les projets de modification ne se rapportent qu'à la phase 1.

Les objectifs des modifications de la phase 1 sont les suivants :

- introduire le Règlement 13-103, nouveau règlement central qui vient établir les obligations et la procédure de transmission électronique des documents au moyen du système renouvelé; il prévoit que tous les documents, sauf ceux expressément exclus de son application, qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer doivent être transmis électroniquement;
- aider les participants au marché à comprendre la façon dont nous appliquerons et interpréterons le Règlement 13-103 en fournissant des indications dans l'Instruction générale 13-103;
- actualiser les obligations de dépôt existantes relativement à SEDAR, au système eServices de la British Columbia Securities Commission et à l'Electronic Filing Portal de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario de façon à ce qu'elles s'harmonisent avec le système renouvelé;

- modifier les instructions générales et les règlements existants qui traitent de la façon dont les participants au marché doivent ou peuvent transmettre des documents à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières;
- abroger le Règlement 13-101, qui comprend le Manuel du déposant SEDAR.

### **Résumé du Règlement 13-103 et de l'Instruction générale 13-103**

Le Règlement 13-103 prévoit ce qui suit :

- les déposants doivent transmettre électroniquement au moyen du système renouvelé tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer;
- il ne s'applique pas à certains documents qu'il est obligatoire ou permis de déposer ou d'envoyer en vertu d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée dans la colonne A de l'Annexe; dans le cadre de l'implémentation par phases du système renouvelé, certains déposants visés dans la colonne B de l'Annexe sont néanmoins tenus d'effectuer leurs dépôts au moyen du système renouvelé durant la phase 1;
- les paragraphes *a* à *e* de l'article 3 indiquent les documents qui ne seront jamais déposés ni envoyés au moyen du système renouvelé; au nombre de ceux-ci, on compte les documents déposés ou envoyés dans le cadre d'une audience, d'un examen de conformité, d'une procédure ou d'une enquête;
- les déposants doivent créer un profil renfermant l'information précisée dans le système renouvelé, et le tenir à jour;
- les droits réglementaires et les droits relatifs au système doivent être acquittés au moyen du système renouvelé.

Le système renouvelé offrira également de l'aide en ligne qui facilitera l'utilisation et la navigation pour les déposants. Cette aide en ligne viendra remplacer le Manuel du déposant SEDAR.

L'Instruction générale 13-103 donne des indications sur divers aspects du Règlement 13-103, notamment :

- les documents qu'il est obligatoire de déposer au moyen du système renouvelé et ceux qui, en raison de son implémentation par phases, en sont exclus;
- la façon dont est déterminé le territoire aux fins du paiement des droits relatifs au système;
- le mode, le format ainsi que les modèles, le cas échéant, que doivent utiliser les déposants pour transmettre l'information;
- l'accès public aux documents.

### **Modifications aux instructions générales et aux règlements existants**

Les modifications de la phase 1 visent par ailleurs à actualiser les instructions générales et les règlements existants afin d'y inclure les renvois nécessaires au système renouvelé et d'en retirer ceux aux systèmes existants des ACVM. Par exemple, les mentions de SEDAR renvoient désormais, s'il y a lieu, au système renouvelé. Dans bon nombre de cas, les modifications comportent la révision ou la suppression de mentions quant au format (électronique ou autre). Certains règlements sont visés par des modifications administratives, comme l'abrogation ou la suppression de dispositions transitoires qui ne sont plus pertinentes et la correction d'erreurs grammaticales ou typographiques. Dans ces cas uniquement, les changements n'ont aucun lien avec le système renouvelé.

### **Coûts et avantages prévus**

Une fois entièrement implémenté, le système renouvelé offrira aux participants au marché un guichet unique et plus sécuritaire par lequel déposer leurs documents et acquitter les droits à payer. Le processus de dépôt sera davantage harmonisé, et le système comportera des caractéristiques modernes de contrôles des accès et élargira les fonctions de recherche pour le public. Certains déposants pourraient cependant devoir adapter leurs processus et systèmes internes.

À notre avis, les avantages rattachés à un système centralisé, plus sécuritaire, modernisé et doté de fonctions de recherche rehaussées l'emporteront sur les coûts associés aux modifications de la phase 1.

### **Points d'intérêt local**

Une annexe est publiée dans tout territoire intéressé où des modifications sont apportées à la législation en valeurs mobilières locale, y compris des avis ou d'autres documents de politique locaux. Elle contient également toute autre information qui ne se rapporte qu'au territoire intéressé.

### **Consultation**

Nous publions le présent avis afin de recueillir des commentaires sur les modifications de la phase 1. Nous tenons à préciser qu'entre la date du présent avis et celle de la publication définitive de ces modifications, nous pourrions ajouter des textes législatifs en valeurs mobilières à ceux déjà mentionnés dans l'Annexe du Règlement 13-103 afin de tenir compte de l'implémentation par phases du système renouvelé.

La consultation prendra fin le 31 juillet 2019. Les intéressés sont invités à présenter des commentaires écrits au plus tard à cette date. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les présenter également sur CD (format Microsoft Word).

Veillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission  
Alberta Securities Commission  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
Autorité des marchés financiers  
Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau-Brunswick)  
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard  
Nova Scotia Securities Commission  
Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador  
Registraire des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
Registraire des valeurs mobilières, Yukon  
Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez n'envoyer vos commentaires qu'aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire de l'Autorité  
Autorité des marchés financiers  
800, rue du Square-Victoria, 4<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Place Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : 514 864-6381  
[consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
20 Queen Street West  
22nd Floor  
Toronto (Ontario) M5H 3S8  
Télécopieur : 416 593-2318  
[comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

Nous ne pouvons préserver la confidentialité des commentaires parce que la législation en valeurs mobilières de certaines provinces exige la publication d'un résumé des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Tous les commentaires seront affichés sur le site Web de l'Alberta Securities Commission, au [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com), sur celui de l'Autorité des marchés financiers, au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca), et sur celui de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, au [www.osc.gov.ca](http://www.osc.gov.ca). Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe qu'ils précisent en quel nom ils présentent leur mémoire.

## Annexe

L'annexe suivante est publiée avec le présent avis :

- Annexe A – Points d'intérêt local (Québec)

## Questions

Pour toute question, prière de s'adresser aux personnes suivantes :

Autorité des marchés financiers  
Sylvia Pateras  
Avocate  
Direction générale des affaires juridiques  
514 395-0337, poste 2536  
[sylvia.pateras@lautorite.qc.ca](mailto:sylvia.pateras@lautorite.qc.ca)

Autorité des marchés financiers  
Carolyne Lassonde  
Avocate  
Direction générale des affaires juridiques  
514 395-0337, poste 2545  
[carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca](mailto:carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca)

British Columbia Securities Commission  
Victoria Steeves  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
604 899-6791  
[vsteeves@bcsc.bc.ca](mailto:vsteeves@bcsc.bc.ca)

British Columbia Securities Commission  
Laura Lam  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
604 899-6792  
[llam@bcsc.bc.ca](mailto:llam@bcsc.bc.ca)

Alberta Securities Commission  
Elizabeth Coape-Arnold  
Legal Counsel  
403 297-2050  
[elizabeth.coape-arnold@asc.ca](mailto:elizabeth.coape-arnold@asc.ca)

Commission des valeurs mobilières du  
Manitoba  
Wayne Bridgeman  
Deputy Director, Corporate Finance  
204 945-4905  
[wayne.bridgeman@gov.mb.ca](mailto:wayne.bridgeman@gov.mb.ca)

Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
Melissa Taylor  
Legal Counsel, Corporate Finance  
416 596-4295  
[mtaylor@osc.gov.on.ca](mailto:mtaylor@osc.gov.on.ca)

Nova Scotia Securities Commission  
H. Jane Anderson  
Director, Policy & Market Regulation  
902 424-0179  
[jane.anderson@novascotia.ca](mailto:jane.anderson@novascotia.ca)

## Annexe A

### Points d'intérêt local (Québec)

Au Québec, nous proposons d'apporter des modifications corrélatives au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* (chapitre V-1.1, r. 46) afin de l'actualiser en remplaçant les renvois à SEDAR par des renvois au [système renouvelé].

## RÈGLEMENT 13-103 SUR LE REMPLACEMENT DES SYSTÈMES

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup>, 4.1<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup>, 11<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup>)

### Définitions

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« document » : tout document, notamment tout renseignement qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer;

« profil » : l'information précisant l'identité d'une personne dans le [système renouvelé];

« [système renouvelé] » : le [nom du système renouvelé] utilisé pour la transmission, la réception, l'acceptation et la diffusion de documents;

« envoyer » : notamment le fait de fournir, de délivrer, de faire parvenir ou de présenter un document.

2) Pour l'application du présent règlement, toute mention d'un document qu'il est permis de déposer s'entend également d'une demande de décision adressée à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières en vertu de la législation en valeurs mobilières.

### Transmission électronique de documents

2. Sous réserve de l'article 3, la personne qui, en vertu de la législation en valeurs mobilières ou d'une décision rendue par l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières, a l'obligation ou la permission de déposer un document auprès de celui-ci ou de celle-ci ou de le lui envoyer le fait en le transmettant au moyen du [système renouvelé].

### Transmission de documents autrement qu'au moyen du [système renouvelé]

3. Nul ne peut déposer ou envoyer les documents suivants au moyen du [système renouvelé] :

a) tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer dans le cadre d'une audience, d'un examen de conformité, d'une procédure ou d'une enquête;

b) l'avis prévu au paragraphe 8 ou 9 de l'article 4.11 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24);

c) l'avis prévu au paragraphe 2 de l'article 13.2 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue;

d) l'avis prévu à l'article 18.6 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42);

e) l'avis prévu au paragraphe 1 de l'article 5 ou 6 du Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs (chapitre V-1.1, r. 26.1);

f) tout document qu'une personne a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer en vertu d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée à l'Annexe ou d'une décision rendue par l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières conformément à cette législation.

### Obligations relatives au profil

4. 1) Toute personne qui utilise le [système renouvelé] pour la première fois dépose un profil en le transmettant au moyen de ce système.

2) Si l'information contenue dans le profil devient inexacte, la personne dépose à la première des dates suivantes un profil mis à jour renfermant l'information exacte en le transmettant au moyen du [système renouvelé] :

- a) la fois suivante où elle transmet un document au moyen du [système renouvelé];
  - b) 10 jours après la date à laquelle l'information figurant dans le profil devient inexacte.
- 3) La personne ne peut avoir plus d'un profil dans le [système renouvelé].

#### **Paiement des droits**

5. 1) La personne qui transmet un document au moyen du [système renouvelé] paie simultanément les droits suivants à l'aide de celui-ci :

- a) tous les droits prévus, à l'exception de ceux qui le sont par le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système (chapitre V-1.1, r. 2.1) ou un règlement équivalent, à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières;
- b) tous les droits prévus par le Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système ou un règlement équivalent, à son autorité principale, si celle-ci est l'autorité en valeurs mobilières dans le territoire intéressé.

2) Pour l'application du paragraphe 1, si la personne transmet au moyen du [système renouvelé] un document visé par le Règlement 11-102 sur le régime de passeport (chapitre V-1.1, r. 1), l'autorité principale s'entend au sens de la partie 3, 4, 4A, 4B ou 4C de ce règlement, selon le cas.

3) Pour l'application du paragraphe 1, si la personne transmet au moyen du [système renouvelé] un document qui n'est pas visé par le Règlement 11-102 sur le régime de passeport, l'autorité principale est l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières qui serait l'autorité principale en vertu de la partie 3 de ce règlement.

4) Malgré le paragraphe 3, si la personne transmet au moyen du [système renouvelé] la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1 et n'a pas de siège au Canada, ou est un fonds d'investissement dont le gestionnaire n'a pas de siège au Canada, l'autorité principale est l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières du territoire avec lequel elle a le rattachement le plus significatif.

#### **Dispense pour difficultés temporaires**

6. 1) Toute personne qui ne peut transmettre un document au moyen du [système renouvelé] dans les délais requis ou permis en vertu de la législation en valeurs mobilières en raison de difficultés techniques imprévues peut le déposer auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou le lui envoyer autrement au plus tard 2 jours ouvrables après la date à laquelle elle avait l'obligation ou la permission de le déposer ou de l'envoyer.

2) La personne inscrit la mention suivante en majuscules dans le haut de la première page de tout document déposé ou envoyé autrement qu'au moyen du [système renouvelé] conformément au présent article :

« CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 6 DU RÈGLEMENT 13-103 SUR LE REMPLACEMENT DES SYSTÈMES, [LE PRÉSENT/LA PRÉSENTE] (PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT) EST DÉPOSÉ[E] OU ENVOYÉ[E] AUTREMENT QU'AU MOYEN DU [SYSTÈME RENOUVELÉ] SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES. ».

3) La personne qui dépose un document auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou le lui envoie suivant la méthode et dans les délais prévus au présent article est dispensée de l'obligation de le déposer ou de l'envoyer à la date prévue par la législation en valeurs mobilières.



4) La personne qui dépose un document auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou le lui envoie autrement qu'au moyen du [système renouvelé] conformément au présent article le transmet au moyen de ce système dès que possible, mais au plus tard 3 jours ouvrables après que les difficultés techniques imprévues ont été réglées, et inscrit la mention suivante en majuscules dans le haut de la première page du document :

« LE PRÉSENT DOCUMENT EST UNE COPIE [DE/DU/DE L'/DE LA] (PRÉCISER LE TYPE DE DOCUMENT) QUI A ÉTÉ DÉPOSÉ[E] LE (INDIQUER LA DATE) AUPRÈS DE (ÉNUMÉRER TOUTES LES AUTORITÉS EN VALEURS MOBILIÈRES OU AGENTS RESPONSABLES AYANT REÇU LE DOCUMENT) OU QUI [LUI/LEUR] A ÉTÉ ENVOYÉ[E] SOUS LE RÉGIME DE LA DISPENSE POUR DIFFICULTÉS TEMPORAIRES PRÉVUE À L'ARTICLE 6 DU RÈGLEMENT 13-103 SUR LE REMPLACEMENT DES SYSTÈMES. ».

#### **Décisions**

7. 1) Toute décision prise en vertu de la législation en valeurs mobilières qui oblige ou autorise une personne à déposer un document au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche est réputée, après la date d'entrée en vigueur du présent règlement, l'obliger ou l'autoriser à le transmettre à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au moyen du [système renouvelé].

2) Le paragraphe 1 ne s'applique pas si l'article 3 s'applique.

3) Le paragraphe 1 ne s'applique pas en Colombie-Britannique.

#### **Dispense**

8. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles elle peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta et en Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

#### **Abrogation du règlement antérieur**

9. Le Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) est abrogé.

#### **Date d'entrée en vigueur**

10. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

## ANNEXE

Législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé] (paragraphe f de l'article 3)

Colonne A	Colonne B
<b>Règlements d'application pancanadienne ou multilatérale en vertu desquels les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Règlement 11-102 sur le régime de passeport (chapitre V-1.1, r. 1), uniquement la partie 4A, Inscription, et la partie 4B, Demande pour devenir agence de notation désignée	S.O.
Règlement 21-101 sur le fonctionnement du marché (chapitre V-1.1, r. 5)	S.O.
Règlement 23-101 sur les règles de négociation (chapitre V-1.1, r. 6)	S.O.
Règlement 23-102 sur l'emploi des courtages (chapitre V-1.1, r. 7)	S.O.
Règlement 23-103 sur la négociation électronique et l'accès électronique direct aux marchés (chapitre V-1.1, r. 7.1)	S.O.
Règlement 24-101 sur l'appariement et le règlement des opérations institutionnelles (chapitre V-1.1, r. 8)	S.O.
Règlement 24-102 sur les obligations relatives aux chambres de compensation (chapitre V-1.1, r. 8.01)	S.O.
Règlement 25-101 sur les agences de notation désignées (chapitre V-1.1, r. 8.1)	S.O.
Règlement 31-102 sur la base de données nationale d'inscription (chapitre V-1.1, r. 9)	S.O.
Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites (chapitre V-1.1, r. 10)	S.O.
Règlement 33-105 sur les conflits d'intérêts chez les placeurs (chapitre V-1.1, r. 11)	S.O.
Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription (chapitre V-1.1, r. 12)	S.O.
Norme canadienne 35-101, Dispense conditionnelle d'inscription accordée aux courtiers et aux représentants des États-Unis (chapitre V-1.1, r. 13)	S.O.
Règlement 45-108 sur le financement participatif (chapitre V-1.1, r. 21.02)	L'émetteur qui dépose ou envoie un document en vertu de l'article 15, 16 ou 17  L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu de l'article 44
Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables (chapitre V-1.1, r. 25)	L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 5.1

Colonne A	Colonne B
<b>Règlements d'application pancanadienne ou multilatérale en vertu desquels les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Norme canadienne 55-102, Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) (chapitre V-1.1, r. 30)	L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 6.1
Règlement 55-104 sur les exigences et dispenses de déclaration d'initié (chapitre V-1.1, r. 31)	L'émetteur qui dépose une demande de dispense en vertu du paragraphe 1 de l'article 10.1
Norme multilatérale 91-101 sur la détermination des dérivés	S.O.
Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires (chapitre I-14.01, r. 1.01)	S.O.
Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés (chapitre I-14.01, r. 0.1)	S.O.
Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r. 1.1)	S.O.
Règlement 94-101 sur la compensation obligatoire des dérivés par contrepartie centrale (chapitre I-14.01, r. 0.01)	S.O.
Règlement 94-102 sur la compensation des dérivés et la protection des sûretés et des positions des clients (chapitre I-14.01, r. 0.001)	S.O.
Norme multilatérale 96-101 sur les répertoires des opérations et la déclaration de données sur les dérivés	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de la Colombie-Britannique en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Designation orders</i> – article 3.2 du <i>Securities Act</i> (R.S.B.C. 1996, c. 418)	La personne qui dépose une demande pour qu'une personne ou une personne faisant partie d'une catégorie de personnes soit désignée à titre d'organisme de placement collectif, de fonds d'investissement à capital fixe ou d'émetteur assujetti
<i>Self Regulatory Bodies, Exchanges, Quotation and Trade Reporting Systems and Clearing Agencies (Part 4)</i> – articles 23 à 33 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Further information (Part 5)</i> – article 38 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Surrender of registration (Part 5)</i> – article 41 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Exemption order by commission or executive director (Part 6)</i> – article 48 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Trading in Exchange Contracts (Part 8)</i> – articles 58 à 60 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Exemption order by commission or executive director (Part 12)</i> – article 91 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande de dispense des exigences de déclaration d'initié et tous les documents relatifs à la dispense
<i>Exemptions (Part 15)</i> – article 130 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Filing and inspection of records (Part 20)</i> – article 169 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 169
<i>Discretion to revoke or vary decision (Part 20)</i> – article 171 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 171
<i>Administrative powers respecting commission rules (Part 20)</i> – article 187 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 187

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de l'Alberta en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Form 4 Report by a Registered Owner of Securities Beneficially Owned by an Insider Under Section 183 of the Securities Act – article 17 des Alberta Securities Commission Rules (General)</i>	S.O.
<i>Designation orders – article 10 du Securities Act (RSA 2000, c. S-4)</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 10
<i>Regulation, Recognition and Designation of Entities and Benchmarks – Part 4 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Surrender of registration – article 78 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Further Information – article 82 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Trading in Securities and Derivatives Generally – Part 7 du Securities Act</i>	S.O.
<i>Discretionary exemptions – article 144 du Securities Act</i>	La personne qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus
<i>Applications to the Commission – article 179 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 179
<i>General Exemption – article 213 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 213
<i>Revoke or vary decisions – article 214 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 214
<i>Filing and confidentiality – article 221 du Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 221
<i>Rule 13-501 Fees de l'Alberta Securities Commission</i>	L'émetteur qui dépose les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Form 13-501F1 Class 1 Reporting Issuers and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee</i></li> <li>• <i>Form 13-501F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee</i></li> <li>• <i>Form 13-501F3 Adjustment of Fee Payment for Class 2 Reporting Issuer</i></li> <li>• <i>Form 13-501F4 Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee</i></li> <li>• <i>Form 13-501F6 Subsidiary Exemption Notice</i></li> </ul>

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de l'Alberta en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Rule 91-504 Strip Bonds</i> de l'Alberta Securities Commission	La personne, autre qu'une personne inscrite, qui dépose une demande en vertu de la <i>Rule 91-504</i> de l'Alberta Securities Commission
<i>Compensation fund or contingency trust fund – article 6 des Alberta Securities Commission Rules (General)</i>	S.O.
<i>Trading in Securities and Derivatives Generally – Part 4 des Alberta Securities Commission Rules (General)</i>	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de la Saskatchewan en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Designation</i> – article 11.1 du <i>The Securities Act, 1988</i> (SS 1988-89, c S-42.2)	S.O.
<i>Recognition of Entities (Part V)</i> – articles 21 à 25 du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Designation of Entities (Part V.1)</i> du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Voluntary surrender of registration</i> – article 29 du <i>The Securities Act, 1988</i>	S.O.
<i>Trading in Securities and Derivatives (Part IX)</i> du <i>The Securities Act</i>	S.O.
<i>Saskatchewan General Ruling/Order 91-906 Strip Bonds</i>	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières du Manitoba en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Exemption par la Commission – article 20 de la Loi sur les valeurs mobilières (C.P.L.M. c. S50)	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 20
Organismes d'autoréglementation (Partie IV.1) – articles 31.1, 31.3 et 31.4 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Répertoires des opérations et agences de compensation (Partie IV.2) – articles 31.6, 31.11 et 31.12 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Opérations sur produits dérivés (Partie VIII.1) – article 79.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation d'une personne ou d'une compagnie – article 108.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne ou la compagnie qui dépose une demande visant une décision désignant un émetteur ou une catégorie d'émetteurs à titre de fonds mutuel ou de fonds de placement non rachetable
Exemption et prolongation – article 116 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 116
Organismes de surveillance des vérificateurs (Partie XX) – articles 204 et 206 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.



Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de l'Ontario en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Ordonnance de dispense – paragraphe 10 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.O., 1990, c. S.5)	L'émetteur qui dépose une demande d'ordonnance en vertu du paragraphe 10 de l'article 1
Désignation – paragraphe 11 de l'article 1 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande d'ordonnance en vertu du paragraphe 11 de l'article 1
Bourses, systèmes de négociation parallèles, organismes d'autoréglementation, agences de compensation, systèmes de cotation et de déclaration des opérations, agences de traitement de l'information – Partie VIII de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Organismes de notation désignés – article 22 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Renonciation à l'inscription – article 30 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Renseignements supplémentaires – article 33.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Divulgaration de renseignements à la Commission – paragraphe 2 de l'article 36 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Dispense accordée par la Commission – paragraphe 1 de l'article 74 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne ou la compagnie qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus
Déclaration d'initié – article 107 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Rapport de transfert par l'initié – article 109 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Dépôt des rapports dans une autre autorité législative – article 121 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 121
Dépôt et examen des pièces – article 140 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 140
Révocation et modification des décisions – article 144 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 144
Dispense – article 147 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 147
<i>Rule 11-501 Electronic Delivery of Documents to the Ontario Securities Commission</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de l'Ontario en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Rule 13-502 Fees</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	L'émetteur qui dépose les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>• <i>Form 13-502F1 Class 1 and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee</i></li> <li>• <i>Form 13-502F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee</i></li> <li>• <i>Form 13-502F2A Adjustment of Fee for Class 2 Reporting Issuers</i></li> <li>• <i>Form 13-502F3A Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee</i></li> <li>• <i>Form 13-502F6 Subsidiary Exemption Notice</i></li> <li>• une demande présentée en vertu de l'article 8.1</li> </ul>
<i>Rule 31-505 Conditions of Registration</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Multilateral Instrument 32-102 Registration Exemptions for Non-Resident Investment Fund Managers</i>	S.O.
<i>Rule 32-501 Direct Purchase Plans</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Rule 32-505 Conditional Exemption from Registration for United States Broker-Dealers and Advisers Servicing U.S. Clients from Ontario</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Rule 35-502 Non-Resident Advisers</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de la <i>Rule 35-502</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
<i>Rule 91-501 Strip Bonds</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	Une personne ou une compagnie, à l'exception d'une compagnie inscrite, qui dépose une demande en vertu de la <i>Rule 91-501</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
<i>Rule 91-502 Trades in Recognized Options</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.
<i>Rule 91-507 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières du Québec en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Radiation – articles 153 de la Loi sur les valeurs mobilières (RLRQ, chapitre V-1.1)	S.O.
Organismes d'autoréglementation, activités de bourse et de compensation de valeurs, agences de notation, indices de référence et administrateurs d'indice de référence – articles 169 à 186.6 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Dispense d'obligations de l'Autorité des marchés financiers – articles 263 de la Loi sur les valeurs mobilières	L'émetteur qui dépose une demande de dispense La personne qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus
Désignation – article 272.2 de la Loi sur les valeurs mobilières	La personne qui dépose une demande de désignation à titre de fonds d'investissement à capital fixe, d'organisme de placement collectif ou d'émetteur assujetti
Loi sur les instruments dérivés (RLRQ, chapitre I-14.01)	S.O.
Loi sur l'encadrement du secteur financier (RLRQ, chapitre A-33.2)	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières du Nouveau-Brunswick en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<p>Loi sur les valeurs mobilières (LN-B 2004, c. S-5.5)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Partie 1, Ordonnances de désignation, article 1.1</li> <li>• Partie 3, Organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées, article 35 – Reconnaissance</li> <li>• Partie 3, Organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées, article 40 – Renonciation volontaire</li> <li>• Partie 3.1, Organismes de notation, paragraphe 1 de l'article 44.1 – Désignation</li> <li>• Partie 4, Inscription, article 50 – Renseignements supplémentaires</li> <li>• Partie 4, Inscription, paragraphe 1 de l'article 51 – Renonciation à l'inscription</li> <li>• Partie 5, Opérations sur valeurs mobilières ou dérivés – Dispositions générales, paragraphe 1 de l'article 68 – Présentation des annonces publicitaires et de la documentation commerciale</li> <li>• Partie 10, Opérations d'initié et transactions internes, article 135 – Déclarations d'initiés</li> <li>• Partie 14, Exécution, paragraphe 1 de l'article 181.1 – Indemnisation en cas de perte financière</li> <li>• Toutes les demandes de dispense des obligations prévues par la Loi sur les valeurs mobilières</li> </ul>	<p>L'émetteur doit effectuer le dépôt ou l'envoi au moyen du [système renouvelé]</p>

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de la Nouvelle-Écosse en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Recognition of self-regulatory organizations</i> – article 30 du <i>Securities Act</i> (R.S.N.S. 1989, c. 418), dans sa version modifiée	S.O.
<i>Designation</i> – article 30 A du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	La personne qui dépose une demande en vertu de l'article 30 A pour être désignée à titre d'organisme de placement collectif, de fonds d'investissement à capital fixe ou d'émetteur assujetti
<i>Designation of credit rating agencies</i> – articles 30 EA et 30 F du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Recognition of exchanges, quotation and trade reporting systems, clearing agencies, derivatives trading facilities, and derivative trade repositories</i> – article 30 I du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Designation of benchmarks and benchmark administrators</i> – articles 30 N et 30 O du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Voluntary surrender or suspension of registration</i> – article 33 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	S.O.
<i>Discretionary exemptions</i> – article 79 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	La personne qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus
<i>Commission orders</i> – article 98 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 98
<i>Relieving orders</i> – article 121 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 121
<i>Filing and confidentiality</i> – paragraphe 2 de l'article 148 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu du paragraphe 2 de l'article 148
<i>Discretionary exemptions</i> – article 151A du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 151A
<i>Exemption Order</i> – article 128 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 128
<i>Revocation or variation of a decision</i> – article 151 du <i>Securities Act</i> , dans sa version modifiée	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 151

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de l'Île-du-Prince-Édouard en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Recognition orders</i> – articles 72 et 73 du <i>Securities Act</i> , (R.S.P.E.I., 1988, c. S-3.1)	S.O.
<i>Designation orders</i> – articles 6 et 71 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Authorization orders</i> – article 76 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Exemption orders</i> – article 16 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Superintendent orders</i> – paragraphe 1 de l'article 15 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Insider filings</i> – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Exchanges and quotation and trade reporting systems</i> – article 70 du <i>Securities Act</i>	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières de Terre-Neuve-et-Labrador en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
<i>Trading in Securities Generally</i> – Partie XII du <i>Securities Act</i> (R.S.N.L., 1990, S-13)	S.O.
<i>Exemptions from Registration Requirements</i> – Partie XI du <i>Securities Act</i>	La personne qui dépose une demande de dispense de l'obligation de prospectus
<i>Exemption</i> – article 142.1 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 142.1
<i>Surrender of registration</i> – article 28 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Self-regulation</i> – Partie VIII du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Investigations and Examinations</i> – Partie VI du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Applications to superintendent</i> – article 93 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 93
<i>Further information</i> – article 32 du <i>Securities Act</i>	S.O.
<i>Filing and inspection of material</i> – article 140 du <i>Securities Act</i>	L'émetteur qui dépose une demande en vertu de l'article 140

<b>Colonne A</b>	<b>Colonne B</b>
<b>Législation en valeurs mobilières du Yukon en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Ordonnances accordant la reconnaissance – articles 72 et 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.Y. 2007, c. 16)	S.O.
Ordonnances de désignation – articles 6 et 71 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnances d'autorisation – article 76 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnances d'exemption – article 16 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Décisions du surintendant – paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation d'agences de notation – article 83.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Déclarations d'initiés – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Bourses et systèmes de cotation et de déclaration des opérations – article 70 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.



<b>Colonne A</b>	<b>Colonne B</b>
<b>Législation en valeurs mobilières du Nunavut en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Ordonnances accordant la reconnaissance – articles 72 et 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (L. Nun. 2008, c. 12)	S.O.
Désignations par ordonnance – articles 6 et 71 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Autorisations – article 76 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Exemptions de l'application du droit des valeurs mobilières – article 16 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Décisions du surintendant – paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation des agences de notation – article 83.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Rapports de l'initié – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.

Colonne A	Colonne B
<b>Législation en valeurs mobilières des Territoires du Nord-Ouest en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé]</b>	<b>Exceptions : déposants qui doivent déposer ou envoyer le document au moyen du [système renouvelé]</b>
Ordonnance de reconnaissance – articles 72 et 73 de la Loi sur les valeurs mobilières (LTN-O 2008, c. 10)	S.O.
Ordonnance de désignation – articles 6 et 71 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'autorisation – article 76 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Ordonnance d'exemption – article 16 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Décisions du surintendant – paragraphe 1 de l'article 15 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Désignation des agences de notation – article 83.1 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Rapports d'initié – paragraphe 2 de l'article 104 et article 105 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.
Bourses et systèmes de cotation et de déclaration des opérations – article 70 de la Loi sur les valeurs mobilières	S.O.

## **INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 13-103 SUR LE REMPLACEMENT DES SYSTÈMES**

### **Introduction**

La présente instruction générale a pour objet de donner des indications sur la façon dont les agents responsables, sauf au Québec, et les autorités en valeurs mobilières (« nous ») interprètent et appliquent certaines dispositions du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) (le « règlement »). Elle fournit des explications sur diverses parties du règlement, des analyses à leur égard ainsi que des exemples de leur application.

### **Implémentation par phases du [système renouvelé]**

Le Programme de renouvellement des systèmes pancanadiens (le « PRSP ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») a pour objet l'implémentation du [système renouvelé] en plusieurs phases et vise, au final, le remplacement de tous les systèmes pancanadiens actuels des ACVM. La première phase (la « phase 1 ») consiste à remplacer le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR), la Base de données nationale des interdictions d'opérations sur valeurs et la Liste des personnes sanctionnées. Elle porte principalement sur les documents déposés par les émetteurs auprès des agents responsables, sauf au Québec, ou des autorités en valeurs mobilières, notamment :

- tous les documents qui étaient déposés ou envoyés au moyen de SEDAR;
- les déclarations établies conformément à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, qui étaient déposées au moyen du système eServices de la British Columbia Securities Commission (la « BCSC »), de l'Electronic Filing Portal de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la « CVMO »), et de SEDAR dans tous les autres territoires.

Dans les prochaines phases du PRSP, nous prévoyons que le [système renouvelé] permettra la transmission de documents déposés auprès des agents responsables, sauf au Québec, ou des autorités en valeurs mobilières, ou qui leur ont été envoyés, par les initiés, les personnes inscrites, les participants au marché des dérivés et les entités réglementées (comme les marchés, les organismes d'autoréglementation et les chambres de compensation).

### **Introduction par phases des demandes et des dépôts préalables**

Sont aussi introduits par phases dans le [système renouvelé] les demandes et les dépôts préalables. La phase 1 du PRSP englobe toutes les demandes et tous les dépôts préalables qui étaient auparavant déposés par les émetteurs, au moyen du système eServices de la BCSC, de l'Electronic Filing Portal de la CVMO, par courriel, par messagerie ou par courrier ordinaire, notamment les demandes visant :

- une dispense de l'application d'une disposition de la législation en valeurs mobilières;
- la désignation comme émetteur assujéti, organisme de placement collectif ou fonds d'investissement à capital fixe;
- la révocation de l'état d'émetteur assujéti;
- la levée totale ou partielle d'une interdiction d'opérations;
- une interdiction d'opérations limitée aux dirigeants.

En règle générale, toute personne qui est un émetteur devra déposer une demande ou faire un dépôt préalable au moyen du [système renouvelé], alors que celle qui est un initié, une personne inscrite, un participant au marché des dérivés ou une entité réglementée devra le faire de la même façon qu'elle le fait actuellement, jusqu'à une prochaine version du [système renouvelé]. Dans les prochaines phases du PRSP, nous prévoyons que le [système renouvelé] pourra accepter la transmission de demandes envoyées aux agents responsables, sauf au Québec, ou aux autorités en

valeurs mobilières par les initiés, les personnes inscrites, les participants au marché des dérivés et les entités réglementées.

Dans le cas d'un texte réglementaire visé dans la colonne A de l'Annexe du règlement, aucun dépôt préalable se rapportant à ce texte ni aucune demande de dispense de l'application d'une de ses dispositions ne seront, pour le moment, déposés au moyen du [système renouvelé], sauf dans les cas visés dans la colonne B.

Généralement, lorsqu'une demande est déposée au moyen du [système renouvelé] conformément à la colonne B de l'Annexe et qu'une décision est rendue, le déposant devrait également transmettre au moyen de celui-ci tous les documents qu'il est tenu de déposer ou d'envoyer en vertu de la décision.

#### Article 1 – Définitions

À moins qu'elles ne soient définies dans le règlement, les expressions qui y sont employées ont le sens qui leur est donné dans la législation en valeurs mobilières du territoire intéressé ou dans le *Règlement 14-101 sur les définitions* (chapitre V-1.1, r. 3).

L'expression « document » comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout dépôt préalable, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique aux documents qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir ou de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

#### Article 3 – Transmission de documents autrement qu'au moyen du [système renouvelé]

Conformément au paragraphe f de l'article 3, le règlement ne s'applique pas au document qu'il est obligatoire ou permis de déposer ou d'envoyer en vertu d'une disposition de la législation en valeurs mobilières indiquée dans la colonne A de l'Annexe du règlement, sauf exception visée à la colonne B. Il en va de même pour tout document qu'une personne a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer en vertu d'une décision rendue relativement à l'une des dispositions de la législation en valeurs mobilières indiquée dans la colonne A de l'Annexe, sauf exception visée à la colonne B. Nous prévoyons que tous ces documents seront intégrés dans le [système renouvelé] au cours des prochaines phases du PRSP.

Toute personne devra déposer ces documents auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou les lui envoyer de la même façon qu'elle le fait actuellement, notamment par courriel, par messagerie ou par courrier ordinaire, au moyen du Système électronique de déclaration des initiés (SEDI) ou encore de la Base de données nationale d'inscription. Ainsi, l'émetteur qui dépose une déclaration d'opérations sur titres en vertu de la Norme canadienne 55-102, *Système électronique de déclaration des initiés (SEDI)* (chapitre V-1.1, r. 30), devra transmettre cette information au moyen de SEDI.

La colonne B de l'Annexe mentionne également certaines exceptions relatives aux documents déposés en vertu des dispositions de la législation en valeurs mobilières indiquées dans la colonne A qui seront transmis au moyen du [système renouvelé] durant la phase 1. Par exemple, le *Règlement 45-108 sur le financement participatif* (chapitre V-1.1, r. 21.02) prévoit des obligations d'inscription pour les portails de financement et les personnes inscrites de ceux-ci, dont les documents connexes seront déposés autrement qu'au moyen du [système renouvelé], au moins jusqu'à une prochaine phase du PRSP. Les exceptions indiquées dans la colonne B qui se rapportent au *Règlement 45-108 sur le financement participatif* portent sur les documents suivants qu'un émetteur transmettra au moyen du [système renouvelé] dans le cadre de la phase 1 :

- la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*;
- un document d'offre pour financement participatif;
- tout document supplémentaire relatif au placement, comme une vidéo;
- les états financiers déposés par l'émetteur s'il n'est pas émetteur assujetti;

- un avis sur l'emploi du produit du placement.

#### **Paragraphe 1 de l'article 5 – Paiement des droits**

Tout déposant devrait consulter le *Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système (insérer la référence)* afin de déterminer s'il doit payer des droits relatifs au système lors de la transmission d'un document au moyen du [système renouvelé] et, le cas échéant, d'en connaître le montant. Il devrait également consulter les règlements de chaque territoire en matière de droits à payer afin de déterminer s'il doit payer des droits de dépôt réglementaire lors de la transmission d'un document à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières et, le cas échéant, d'en connaître le montant.

#### **Paragraphe 4 de l'article 5 – Rattachement significatif**

Pour déterminer le territoire avec lequel une personne a le rattachement le plus significatif, le déposant devrait prendre en considération les facteurs énoncés au paragraphe 7 de l'article 3.4 de l'*Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires*.

#### **Paragraphe 3 de l'article 7 – Décisions et ordonnances rendues en Colombie-Britannique**

En raison d'obligations législatives différentes, le paragraphe 1 de l'article 7 du règlement ne s'applique pas en Colombie-Britannique. La British Columbia Securities Commission a donc publié le *BC Instrument 13-XXX [XXX]*, dont les effets sont identiques à ceux de ce paragraphe.

#### **Utilisation des formats et des modèles précisés dans le [système renouvelé]**

Toute personne se conforme à une obligation prévue par la législation en valeurs mobilières de déposer un document auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou de le lui envoyer dans le format prévu par règlement en transmettant l'information suivant le format et le modèle précisés, le cas échéant, dans le [système renouvelé]. Par exemple, le [système renouvelé] exige qu'un déposant transmette la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, suivant le format et le modèle précisés dans le [système renouvelé]. Ce faisant, le déposant se conforme à toutes les obligations prévues par cette annexe qui ont trait au format de la déclaration.

#### **Moment effectif du dépôt ou de l'envoi**

Le [système renouvelé] est généralement accessible 24 heures par jour, 7 jours par semaine. Nous considérons qu'un document est déposé auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou lui est envoyé lorsque sa transmission au moyen du [système renouvelé] a été exécutée. Le [système renouvelé] permet au déposant de confirmer la date et l'heure auxquelles la transmission a été exécutée.

Bien que le [système renouvelé] soit généralement accessible tous les jours pour la réception de documents, il importe de préciser que, lorsque la législation en valeurs mobilières prévoit l'examen d'un document par l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières (notamment l'obligation de délivrer au déposant une lettre d'observations relative à l'examen du prospectus provisoire), elle continuera de prévoir que cet examen est généralement mené dans un délai d'un certain nombre de jours ouvrables.

#### **Consentement**

Dans certains territoires, l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières doivent consentir au dépôt ou à l'envoi d'un document par sa transmission au moyen du [système renouvelé]. Nous sommes d'avis que l'acceptation de documents ainsi transmis conformément au règlement satisfait à toute obligation de consentement qui leur incombe en vertu de la législation sur le commerce électronique.

### **Obligation de déposer plus d'une copie ou d'un exemplaire d'un document**

Lorsqu'une disposition de la législation en valeurs mobilières prévoit qu'une personne doit déposer auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières ou lui envoyer plus d'une copie ou d'un exemplaire d'un document, la transmission de celle-ci ou de celui-ci au moyen du [système renouvelé] conformément au règlement satisfait à cette obligation.

### **Exemplaire officiel des documents**

Pour l'application de la législation en valeurs mobilières, des directives en valeurs mobilières ou à toute autre fin connexe, nous considérons que l'exemplaire officiel d'un document transmis au moyen du [système renouvelé] est le document enregistré dans celui-ci.

### **Copie conforme de documents**

Dans certains territoires, la législation en valeurs mobilières prévoit qu'il faut produire ou rendre autrement accessible l'original ou une copie conforme de l'information déposée en vertu de celle-ci. Nous sommes d'avis que l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières satisfait à cette obligation en fournissant une copie imprimée de l'information qui comporte une attestation de sa part confirmant qu'il s'agit d'une copie de l'information déposée dans le [système renouvelé], ou qui est accompagnée d'une telle attestation.

### **Utilisation du [système renouvelé] par l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières**

L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières transmettra certains documents au moyen du [système renouvelé], notamment les accusés de réception ou toute autre confirmation d'acceptation d'un document transmis au moyen de celui-ci, comme un visa de prospectus.

### **Accès public aux documents dans le [système renouvelé]**

La législation en valeurs mobilières exige que certains documents déposés auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières soit mis à la disposition du public pendant les heures ouvrables normales. Nous sommes d'avis que cette obligation est satisfaite en les mettant à la disposition du public par le [système renouvelé].

Conformément à la législation en valeurs mobilières, les documents qu'il est obligatoire ou permis d'envoyer n'ont pas à être rendus publics mais peuvent être visés par une demande faite en vertu de la législation sur l'accès à l'information. Les déposants qui transmettent de l'information au moyen du [système renouvelé] doivent se conformer à la législation sur la protection des renseignements personnels.

### **Modification de l'accès public aux documents transmis**

Pour faire passer de « public » à « non public » le niveau d'accès à un document qui a été déposé auprès de nous au moyen du [système renouvelé], une personne devrait présenter une demande de confidentialité, généralement au moyen d'une demande de dispense, en vertu des dispositions pertinentes de la législation en valeurs mobilières. L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières ne restreindra généralement l'accès à un document que lorsqu'il ou elle aura reçu et examiné la demande, et rendu une décision en faveur de la personne.

Dans les cas suivants, nous pourrions faire passer de « public » à « non public » le niveau d'accès à un document dans le [système renouvelé] sans requête de confidentialité officielle :

- une personne transmet un document sous un profil inexact;
- une personne transmet un formulaire de paiement de droits selon un calcul inexact;
- une personne transmet un document contenant un virus;

- une personne autorisée à déposer une version caviardée d'une convention ou d'un contrat importants transmet une version non caviardée en raison d'erreurs techniques du logiciel de correction électronique;
- le destinataire qui a, par inadvertance, rendu un document public relativement au dépôt de prospectus qui n'aurait pas dû l'être.

Dans ces circonstances, pour faire passer l'accès de « public » à « non public » dans le [système renouvelé], la personne devrait présenter une demande écrite à son autorité principale, désignée conformément au paragraphe 2, 3 ou 4 de l'article 5 du règlement.

Les déposants doivent savoir que de faire passer le niveau d'accès d'un document de « public » à « non public » dans le [système renouvelé] ne retire pas nécessairement le document du domaine public. Ainsi, divers moteurs de recherche pourraient continuer à l'indexer, malgré la modification du niveau d'accès. Nous n'aidons pas les déposants à retirer les documents du domaine public.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 11-102 sur le régime de passeport (chapitre V-1.1, r. 1) est modifié :

1° par la suppression de la définition de l'expression « SEDAR »;

2° par l'insertion, après la définition de l'expression « société parrainante », de la suivante :

« « [système renouvelé] » : le [système renouvelé] au sens du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*); ».

**2.** L'article 3.3 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, des mots « dans SEDAR »;

2° par la suppression, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, de « sous réserve du paragraphe 2 de l'article 3.5, » et des mots « dans SEDAR ».

**3.** L'article 3.5 de ce règlement est abrogé.

**4.** L'article 4.8 de ce règlement est abrogé.

**5.** L'Annexe D de ce règlement est modifiée par le remplacement du mot « SEDAR » par « [système renouvelé] » et de « Règlement 13-101 » par « Règlement 13-103 ».

**6.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).



**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 11-102 SUR LE RÉGIME DE PASSEPORT**

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 11-102 sur le régime de passeport* est modifié par la suppression de la définition de l'expression « Règlement 11-101 ».
2. L'article 1.3 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 3, des mots « au moyen de SEDAR ».
3. L'article 3.3 de cette instruction générale est modifié par la suppression des mots « au moyen de SEDAR » et « en envoyant une lettre de refus au moyen de SEDAR ».
4. Les articles 3.5, 4.5 et 4C.5 de cette instruction générale sont abrogés.
5. L'Annexe A de cette instruction générale est supprimée.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-201 RELATIVE À LA TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DE DOCUMENTS**

1. L'article 3.1 de l'*Instruction générale 11-201 relative à la transmission électronique de documents* est modifié :

- 1° par l'abrogation du paragraphe 1;
- 2° par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant :

« Les documents que l'expéditeur se propose de transmettre électroniquement devraient être recréés sur support électronique, plutôt que numérisés sur support électronique. Cette mesure est recommandée du fait que les documents numérisés peuvent être difficiles à transmettre, à stocker et à récupérer à peu de frais et à consulter après récupération. ».

2. L'article 3.3 de cette instruction générale est modifié :

- 1° par l'abrogation du paragraphe 5;
- 2° par la suppression, dans le paragraphe 6, de « , comme SEDAR, ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-202 RELATIVE À L'EXAMEN DU PROSPECTUS DANS PLUSIEURS TERRITOIRES**

1. L'Instruction générale 11-202 relative à l'examen du prospectus dans plusieurs territoires est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la partie 2 par le suivant :

**« PARTIE 2 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION ».**

2. L'article 2.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression de la définition de l'expression « Règlement 13-101 ».

3. L'article 2.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement de « Règlement 13-101 » par « Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes ».

4. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 2.2, du suivant :

**« 2.3. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du Règlement 11-102 et de la présente instruction générale. ».

5. L'article 4.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression des mots « électronique sur SEDAR » et de la phrase « Le déposant qui dépose un prospectus en format papier en vertu du Règlement 13-101 devrait en faire mention dans la lettre d'accompagnement du prospectus. ».

6. Les articles 5.4 et 5.5 de cette instruction générale sont modifiés :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « délivrer une première lettre d'observations » par les mots « transmettre ses observations initiales »;

2° par la suppression, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, des mots « sur SEDAR ».

7. L'article 5.7 de cette instruction générale est modifié par le remplacement des mots « à la lettre d'observations » par les mots « aux observations ».

8. L'article 7.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents que » par les mots « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme que ».

9. L'article 7.3 de cette instruction générale est modifié :

1° par la suppression des mots « sur SEDAR »;

2° par le remplacement des mots « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents » par les mots « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme ».

**10.** L'article 8.2 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 1, des mots « par lettre ».

**11.** L'article 10.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents » par les mots « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme ».

**12.** Cette instruction générale est modifiée par le remplacement de l'article 10.3 par le suivant :

« 1) Si le déposant dépose une modification du prospectus provisoire avant que l'autorité principale ait transmis ses observations pour les documents relatifs à ce prospectus, l'autorité principale peut ne pas être en mesure de terminer son examen des documents et de transmettre ses observations dans le délai prescrit au paragraphe 1 de l'article 5.4 ou 5.5, selon le cas. L'autorité principale fait de son mieux pour transmettre ses observations à la plus éloignée des dates suivantes :

*a)* dans le cas d'un prospectus ordinaire, dans un délai de cinq jours ouvrables après la date du visa de la modification ou à la date prévue initialement pour la transmission des observations;

*b)* dans le cas d'un prospectus simplifié ou d'un prospectus préalable, dans un délai de trois jours ouvrables après la date du visa de la modification ou à la date prévue initialement pour la transmission des observations.

De même, dans le cas d'un prospectus sous régime double, si le déposant dépose une modification du prospectus provisoire avant que la CVMO termine son examen conformément au paragraphe 2 de l'article 5.4 ou 5.5, la CVMO peut ne pas être en mesure de terminer son examen dans les délais prescrits. La CVMO fait de son mieux pour aviser l'autorité principale, à la plus éloignée des dates suivantes, de toute question à propos des documents qui, si elle n'était pas résolue, l'amènerait à se retirer de l'examen sous régime double :

*a)* trois jours ouvrables après la date du visa de la modification du prospectus provisoire;

*b)* la date prévue initialement pour donner l'avis.

« 2) Si le déposant dépose une modification du prospectus ordinaire provisoire après que l'autorité principale a transmis ses observations, la procédure suivante s'applique :

*a)* l'autorité principale fait de son mieux pour examiner les documents et transmettre ses observations dans un délai de trois jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire;

*b)* dans le cas d'un prospectus sous régime double, la CVMO fait de son mieux pour aviser l'autorité principale dans un délai de trois jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire de toute question à propos des documents qui, si elle n'était pas résolue, l'amènerait à se retirer de l'examen sous régime double.

« 3) Si le déposant dépose une modification du prospectus simplifié provisoire ou du prospectus préalable provisoire après que l'autorité principale a transmis ses observations, la procédure suivante s'applique :

a) l'autorité principale fait de son mieux pour examiner les documents et transmettre ses observations dans un délai de deux jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire;

b) dans le cas d'un prospectus sous régime double, la CVMO fait de son mieux pour aviser l'autorité principale dans un délai de deux jours ouvrables suivant la date du visa de la modification du prospectus provisoire de toute question à propos des documents qui, si elle n'était pas résolue, l'amènerait à se retirer de l'examen sous régime double.

« 4) Les délais prévus aux paragraphes 2 et 3 peuvent ne pas s'appliquer dans certaines circonstances, s'il est plus approprié que l'autorité principale et, dans le cas d'un prospectus sous régime double, la CVMO examinent les documents de modification à un autre stade de l'examen. Par exemple, l'autorité principale et la CVMO peuvent souhaiter différer l'examen des documents de modification jusqu'à ce qu'elles aient reçu et examiné les réponses du déposant aux observations sur les documents relatifs au prospectus provisoire déjà transmises. ».

**13.** L'article 10.4 de cette instruction générale est modifié par le remplacement des mots « délivrer une lettre d'observations » par les mots « transmettre ses observations ».

**14.** L'article 10.5 de cette instruction générale est modifié :

1° par la suppression des mots « sur SEDAR »;

2° par le remplacement des mots « le déposant lui confirme dans une lettre d'accompagnement jointe aux documents » par les mots « au moment du dépôt des documents, le déposant lui confirme ».

**15.** Cette instruction générale est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la partie 12 par le suivant :

**« PARTIE 12 DATE DE PRISE D'EFFET ».**

**16.** L'article 12.2 de cette instruction générale est abrogé.

**17.** Cette instruction générale est modifiée par la suppression, partout où ils se trouvent, des mots « dans SEDAR » et « sur SEDAR ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-203 RELATIVE AU  
TRAITEMENT DES DEMANDES DE DISPENSE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES**

1. L'Instruction générale 11-203 relative au traitement des demandes de dispense dans plusieurs territoires est modifiée par le remplacement de l'intitulé de la partie 2 par le suivant :

« **PARTIE 2 DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION** ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 2.2, du suivant :

« **2.3. Transmission électronique**

Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès ou d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen du [système renouvelé].

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du Règlement 11-102 et de la présente instruction générale. ».

3. L'article 3.8 de cette instruction générale est modifié par l'abrogation du paragraphe 5.

4. L'article 4.2 de cette instruction générale est modifié par la suppression des mots « par lettre » et « dans le dépôt préalable ».

5. L'article 4.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « devrait y désigner l'autorité principale ainsi qu'y indiquer » par les mots « devrait désigner l'autorité principale et indiquer ».

6. L'article 4.4 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « devrait y désigner l'autorité principale et y indiquer » par les mots « devrait désigner l'autorité principale et indiquer ».

7. L'article 5.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement des mots « Dans sa demande, le » par le mot « Le ».

8. L'article 5.3 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans l'intitulé, de « **des articles 4.7 et 4.8** » par « **de l'article 4.7** »;

2° par l'abrogation du paragraphe 2;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 3, de « des articles 4.7 et 4.8 » par « de l'article 4.7 » et des mots « ces articles » par les mots « cet article ».

4° dans le paragraphe 4 :

- a) par la suppression, dans le sous-paragraphe *a*, de « ou 4.8 »;
- b) par le remplacement du sous-paragraphe *b* par le suivant :
  - « *b*) la date de la décision de l'autorité principale sur la demande d'origine, dans le cas de l'avis donné selon le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1 de l'article 4.7 du Règlement 11-102; »;
- 5° dans le paragraphe 6, par la suppression de « ou 2 ».

9. L'article 5.5 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« 5.5. Dépôt**

1) Comme il est indiqué à l'article 2.3 de la présente instruction générale, il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du Règlement 11-102 et de la présente instruction générale. Le déposant devrait aussi consulter l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* pour déterminer si un dépôt préalable ou tout document de demande doit ou non être déposé ou envoyé au moyen du [système renouvelé] pour le moment.

2) Dans le cas d'un dépôt préalable ou de tout document de demande à transmettre au moyen du [système renouvelé], le déposant devrait faire parvenir les documents de demande, accompagnés des droits payables, aux agents responsables, sauf au Québec, ou autorités en valeurs mobilières suivants :

- a) l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;
- b) l'autorité principale et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;
- c) chaque autorité dont le déposant souhaite obtenir une dispense, dans le cas d'une demande sous examen coordonné.

3) Dans le cas d'un dépôt préalable ou de tout document de demande qui ne doit pas être transmis au moyen du [système renouvelé], le déposant devrait faire parvenir les documents de demande sur papier, accompagnés des droits payables, aux agents responsables, sauf au Québec, ou autorités en valeurs mobilières suivants :

- a) l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;
- b) l'autorité principale et la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double;
- c) chaque autorité dont le déposant souhaite obtenir une dispense, dans le cas d'une demande sous examen coordonné.

Le déposant devrait également fournir une copie électronique des documents de demande, y compris le projet de document de décision, par courrier électronique. Le dépôt de la demande simultanément dans tous les territoires concernés aide l'autorité principale et, le cas échéant les autres autorités à traiter la demande dans les meilleurs délais. En Ontario, un système de dépôt électronique permet de déposer les demandes de dispense et d'en faire le suivi. Les déposants devraient déposer leur demande en Ontario au moyen de ce système plutôt que par courrier électronique.

Les déposants devraient faire parvenir tout dépôt préalable et tout document de demande par courrier électronique aux adresses suivantes :

British Columbia	<a href="http://www.bcsc.bc.ca">www.bcsc.bc.ca</a> (cliquer sur BCSC e-services et suivre les indications)
Alberta	<a href="mailto:legalapplications@seccom.ab.ca">legalapplications@seccom.ab.ca</a>
Saskatchewan	<a href="mailto:exemptions@gov.sk.ca">exemptions@gov.sk.ca</a>
Manitoba	<a href="mailto:exemptions.msc@gov.mb.ca">exemptions.msc@gov.mb.ca</a>
Ontario	<a href="https://www.osc.gov.on.ca/filings">https://www.osc.gov.on.ca/filings</a>
Québec	<a href="mailto:Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca">Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca</a>
Nouveau-Brunswick	<a href="mailto:Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca">Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca</a>
Nouvelle-Écosse	<a href="mailto:nsscexemptions@gov.ns.ca">nsscexemptions@gov.ns.ca</a>
Île-du-Prince-Édouard	<a href="mailto:CCIS@gov.pe.ca">CCIS@gov.pe.ca</a>
Terre-Neuve-et-Labrador	<a href="mailto:securitiesexemptions@gov.nl.ca">securitiesexemptions@gov.nl.ca</a>
Yukon	<a href="mailto:Corporateaffairs@gov.yk.ca">Corporateaffairs@gov.yk.ca</a>
Territoires du Nord-Ouest	<a href="mailto:SecuritiesRegistry@gov.nt.ca">SecuritiesRegistry@gov.nt.ca</a>
Nunavut	<a href="mailto:legal.registries@gov.nu.ca">legal.registries@gov.nu.ca</a> ».

**10.** L'article 5.7 de cette instruction générale est modifié :

1° par la suppression, dans le paragraphe 1, de « , numéro de télécopieur »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « informe le déposant, dans l'accusé de réception, » par les mots « avise le déposant ».

**11.** L'article 5.8 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « que la mention « abandonnée » y sera apposée » par les mots « qu'elle considérera la demande comme « abandonnée » ».

**12.** L'article 7.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot « communique » par le mot « transmet ».

**13.** L'article 8.1 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 2, de « ou 4.8 ».

**14.** Cette instruction générale est modifiée par l'abrogation des articles 9.2 et 9.3.



**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-206 RELATIVE AU TRAITEMENT DES DEMANDES DE RÉVOCATION DE L'ÉTAT D'ÉMETTEUR ASSUJETTI**

1. L'intitulé du chapitre 2 de l'*Instruction générale 11-206 relative au traitement des demandes de révocation de l'état d'émetteur assujetti* est modifié par l'insertion, après le mot « **DÉFINITIONS** », des mots « **ET INTERPRÉTATION** ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant :

« **Transmission électronique**

4.1. Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport* et de la présente instruction générale. ».

3. L'article 10 de cette instruction générale est modifié par l'abrogation du paragraphe 1.

4. L'article 16 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe *a*, des mots « en adressant une lettre à » par les mots « auprès de ».

2° par le remplacement, dans le paragraphe *a*, des mots « dans le dépôt préalable l'autorité principale à l'égard de la demande et y » par les mots « l'autorité principale à l'égard de la demande et ».

5. L'article 17 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « y désigner l'autorité principale et y » par les mots « désigner l'autorité principale et ».

6. L'article 22 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « Dans sa demande, le » par le mot « Le ».

7. L'article 27 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

« **Dépôt**

27. Le déposant devrait transmettre les documents de demande, accompagnés des droits payables :

a) à l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;

b) à l'autorité principale et à la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double. ».

8. L'article 30 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « que la mention « abandonnée » y sera apposée » par les mots « qu'elle la traitera comme telle ».

9. L'article 34 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot « communique » par le mot « transmet ».

10. L'intitulé du chapitre 10 de cette instruction générale est modifié par la suppression des mots « **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET** ».

11. L'article 40 de cette instruction générale est abrogé.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 11-207 RELATIVE AUX INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS DE DÉPÔT ET À LEUR LEVÉE DANS PLUSIEURS TERRITOIRES**

1. L'article 3 de l'Instruction générale 11-207 relative aux interdictions d'opérations pour manquement aux obligations de dépôt et à leur levée dans plusieurs territoires est modifié :

1° par la suppression de la définition de l'expression « SEDAR »;

2° par l'insertion, après la définition de l'expression « SEDI », de la suivante :

« [système renouvelé] » : le [nom complet du nouveau système]; ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 5, du suivant :

**« Transmission électronique**

**5.1.** Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

3. L'article 13 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du mot « SEDAR » par les mots « [système renouvelé] ».

4. L'article 16 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le texte anglais du paragraphe 1, du mot « circulate » par le mot « provide ».

5. L'article 19 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe 2, des mots « une copie de ».

6. L'article 28 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, des mots « to hold an annual meeting requirement » par les mots « to hold an annual meeting ».

7. L'article 33 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe e du paragraphe 1, du mot « SEDAR » par les mots « [système renouvelé] ».

8. L'article 37 de cette instruction générale est remplacé par le suivant :

**« Dépôt**

**37.** Le déposant devrait transmettre les documents de demande, y compris le projet de décision, accompagnés des droits payables, le cas échéant :

*a)* à l'autorité principale, dans le cas d'une demande sous le régime de passeport;

*b)* à l'autorité principale et à la CVMO, dans le cas d'une demande sous régime double. ».

**9.** L'article 40 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « que la mention « abandonnée » y sera apposée » par les mots « qu'elle la traitera comme telle ».

**10.** L'article 45 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot « communique » par le mot « transmet ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 12-202 RELATIVE À LA  
LEVÉE DE CERTAINES INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS**

1. L'article 2 de l'*Instruction générale 12-202 relative à la levée de certaines interdictions d'opérations* est modifié :

1° par la suppression de la définition de l'expression « SEDAR »;

2° par l'insertion, après la définition de l'expression « SEDI », de la suivante :

« [système renouvelé] » : le [nom complet du nouveau système]; ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant :

**« Transmission électronique**

**4.1.** Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

3. L'article 9 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, des mots « to hold an annual meeting requirement » par les mots « to hold an annual meeting ».

4. L'article 14 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *f* du paragraphe 2, du mot « SEDAR » par les mots « [système renouvelé] ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 12-203 RELATIVE AUX INTERDICTIONS D'OPÉRATIONS LIMITÉES AUX DIRIGEANTS**

1. L'article 2 de l'Instruction générale 12-203 relative aux interdictions d'opérations limitées aux dirigeants est modifié par la suppression de la définition de l'expression « SEDAR ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 4, du suivant :

**« Transmission électronique**

4.1. Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

3. L'article 9 de cette instruction générale est modifié par la suppression des mots « au moyen de SEDAR ».

4. L'article 14 de cette instruction générale est modifié par la suppression, dans le paragraphe qui suit le sous-paragraphe *ii*, de « , aux fins du dépôt au moyen de SEDAR, » et du mot « électronique ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. Le Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14) est modifié par le remplacement, dans l'Appendice 1 de l'Annexe A et sous l'intitulé « **Instructions générales** », des mots « **Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)** » par les mots « [système renouvelé] ».
2. L'Annexe 41-101A1 de ce règlement est modifiée, dans la rubrique 36A.1 :
  - 1° par le remplacement, dans la disposition *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3, de « www.sedar.com » par « [adresse du site Web du système renouvelé] »;
  - 2° par le remplacement, dans le paragraphe 5, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».
3. L'Annexe 41-101A2 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 37.1, de « www.sedar.com » par « [adresse du site Web du système renouvelé] ».
4. L'Annexe 41-101A3 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 4.1 et le paragraphe 2 de la rubrique 15.1 de la partie B, de « www.sedar.com » par « [adresse du site Web du système renouvelé] ».
5. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 41-101 SUR LES OBLIGATIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU PROSPECTUS**

1. L'article 1.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 7, du suivant :

« 8) **Transmission électronique** – Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence)* prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 3.5.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) » par les mots « [système renouvelé] »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

3. L'article 6.5B de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, partout où ils se trouvent dans le paragraphe 9, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] » et des mots « sur SEDAR » par les mots « sur le [système renouvelé] »;

2° par le remplacement, dans les paragraphes 11 et 12, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

4. L'article 6.12 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans les paragraphes 4 et 7, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».



**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 41-201 RELATIVE AUX  
FIDUCIES DE REVENU ET AUTRES PLACEMENTS INDIRECTS**

**1.** L'Instruction générale 41-201 relative aux fiducies de revenu et autres placements indirects est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 43-101 SUR L'INFORMATION  
CONCERNANT LES PROJETS MINIERS**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 6.4 du Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers (chapitre V-1.1, r. 15) est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 1, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 43-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES PROJETS MINIERS**

1. L'article 4.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers* est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1, du mot « SEDAR » par les mots « [système renouvelé] »;

2° par le remplacement du paragraphe 11 par le suivant :

**« 11) Transmission électronique**

Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la transmission d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 4.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

3. L'article 6.1 de cette instruction générale est modifié par l'abrogation du deuxième paragraphe.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 44-101 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS SIMPLIFIÉ**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié (chapitre V-1.1, r. 16) est modifié par l'insertion, après la définition de l'expression « société acquise par prise de contrôle inversée », de la suivante :

« [système renouvelé] » : le [système renouvelé] au sens du paragraphe 1 de l'article 1 du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*). ».

2. L'article 2.2 de ce règlement est modifié par le remplacement du paragraphe *a* par le suivant :

« *a* ) il a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer des documents au moyen du [système renouvelé]; ».

3. Les articles 2.3 et 2.6 sont modifiés par le remplacement, dans le paragraphe 1, du sous-paragraphe *a* par le suivant :

« *a* ) il a l'obligation ou la permission de déposer ou d'envoyer des documents au moyen du [système renouvelé]; ».

4. L'Annexe 44-101A1 de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement, dans la rubrique 1.3, de « le site Internet de SEDAR, à l'adresse suivante : [www.sedar.com](http://www.sedar.com) » par « à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] »;

2° par le remplacement, dans la disposition *ii* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 3 de la rubrique 11.6, de « [www.sedar.com](http://www.sedar.com) » par « [adresse du site Web du système renouvelé] ».

5. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 44-101 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN  
PROSPECTUS SIMPLIFIÉ**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 44-101 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus simplifié est modifiée par l'insertion, après l'article 1.9, du suivant :

**« 1.10. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 3.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

3. L'article 3.2.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) » par les mots « [système renouvelé] »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 44-102 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS PRÉALABLE**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 9A.3 du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable (chapitre V-1.1, r. 17) est modifié par le remplacement, dans la sous-disposition B de la disposition *iv* du sous-paragraphe *b* du paragraphe 7, de « www.sedar.com » par « [adresse du site Web du système renouvelé] ».
2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 44-102 SUR LE PLACEMENT DE TITRES AU MOYEN D'UN PROSPECTUS PRÉALABLE**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable est modifiée par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

**« 1.1.1. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 1.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 44-103 SUR LE RÉGIME DE FIXATION DU PRIX APRÈS LE VISA**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 44-103 sur le régime de fixation du prix après le visa est modifiée par l'insertion, après l'article 1.3, du suivant :

**« 1.4. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».



**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. Le Règlement 45-102 sur la revente de titres (chapitre V-1.1, r. 30) est modifié par la suppression, dans l'article 1.1, de la définition de l'expression « SEDAR ».
2. Ce règlement est modifié par la suppression, partout où ils trouvent dans les articles 2.8, 2.11 et 2.12, des mots « au moyen de SEDAR ».
3. L'Annexe 45-102A1 de ce règlement est modifiée par la suppression, dans les instructions, des mots « par voie électronique au moyen de SEDAR ».
4. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-102 SUR LA REVENTE DE TITRES**

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 45-102 sur la revente de titres* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4) **Transmission électronique** – Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence)* prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 1.16 de cette instruction générale est modifié par le remplacement des mots « de SEDAR », » par les mots « du [système renouvelé] » et de « *Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)* » et au Manuel du déposant SEDAR à jour (y compris les mises à jour de codes) » par « *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* » et à l'instruction générale connexe ».

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21) est modifié :

1° par la suppression de la définition de l'expression « déposant SEDAR »;

2° par l'abrogation du paragraphe *a* de la définition de l'expression « émetteur admissible ».

2. L'article 5.2 de ce règlement est modifié par l'abrogation du paragraphe *b*.

3. L'Annexe 45-106A1 de ce règlement est modifiée :

1° dans la rubrique 1 sous l'intitulé « **A. Instructions générales** » :

*a)* par le remplacement du premier paragraphe par le suivant :

« L'émetteur ou le preneur ferme qui est tenu de déposer une déclaration de placement avec dispense et d'acquitter les droits de dépôt payables acquitte les droits et dépose l'information requise par la présente annexe de la façon et au moyen des modèles indiqués dans le [système renouvelé] conformément au Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*). »;

*b)* par le remplacement du troisième paragraphe par le suivant :

« Pour établir les droits de dépôt payables dans un territoire donné, on consultera la législation en valeurs mobilières de celui-ci. L'émetteur ou le preneur ferme paie les droits de dépôt au moyen du [système renouvelé] conformément au Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes. »;

2° par le remplacement, dans la rubrique 1 sous l'intitulé « **B. Expressions utilisées dans l'annexe** », de la définition de l'expression « profil SEDAR » par la suivante :

« « **profil [système renouvelé]** » : le profil prévu à l'article 4 du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes; »;

3° dans la rubrique 5 :

*a)* par le remplacement du paragraphe *c* par le suivant :

« **Numéro de profil [système renouvelé]**

Indiquer le numéro de profil [système renouvelé] de l'émetteur

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

»;

*b)* par la suppression des paragraphes *d* à *h*;

4° par le remplacement, dans la rubrique 6, des paragraphes *c* à *f* par le suivant :

«

c) Valeur liquidative du fonds d'investissement			
Indiquer la valeur liquidative du fonds d'investissement à la date du dernier calcul (\$ CA).			
<input type="text"/>	Moins de 5 M\$	<input type="text"/>	De 5 M\$ à moins de 25 M\$
<input type="text"/>	De 100 M\$ à moins de 500 M\$	<input type="text"/>	De 25 M\$ à moins de 100 M\$
<input type="text"/>		<input type="text"/>	De 500 M\$ à moins de 1 G\$
<input type="text"/>		<input type="text"/>	1 G\$ ou plus
			Date de calcul de la valeur liquidative : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
			AAAA MM JJ

»;

5° par le remplacement, dans le paragraphe *h* de la rubrique 7, du deuxième paragraphe des instructions par le suivant :

*« Si ces documents n'ont pas encore été déposés auprès de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières de ces territoires ou ne leur ont pas encore été envoyés, joindre une version électronique. ».*

4. L'Annexe 45-106A2 de ce règlement est modifiée par la suppression, sous l'intitulé « **L'émetteur** », de « Déposant SEDAR? [Oui/non] ».

5. L'Annexe 45-106A3 de ce règlement est modifiée :

1° par le remplacement, dans la rubrique 2.2, de « SEDAR, à l'adresse suivante: [www.sedar.com](http://www.sedar.com) » par « [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] »;

2° par le remplacement, dans la rubrique 2.3, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] »;

3° par la suppression, dans la rubrique 1 de la rubrique C des Instructions pour l'application de l'Annexe 45-106A3, des mots « au moyen de SEDAR »;

4° par le remplacement, dans le deuxième paragraphe de la rubrique 2 de la rubrique D des Instructions pour l'application de l'Annexe 45-106A3, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

6. L'Annexe 45-106A14 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 9, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

7. L'Annexe 45-106A15 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 40, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

8. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 45-106 SUR LES DISPENSES DE PROSPECTUS**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus est modifiée par l'insertion, après l'article 2.1, du suivant :

**« 2.1.01. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 5.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

**« 3) Dépôt électronique de la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1**

La déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1 doit être déposée dans tous les territoires membres des ACVM au moyen du [système renouvelé] de la façon et suivant les modèles qui y sont précisés. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 45-108 SUR LE FINANCEMENT PARTICIPATIF**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'Annexe 45-108A1 du Règlement 45-108 sur le financement participatif (chapitre V-1.1, r. 21.02) est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 10, de « de SEDAR, à l'adresse suivante: [www.sedar.com](http://www.sedar.com) » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 45-108 SUR LE FINANCEMENT PARTICIPATIF**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 45-108 sur le financement participatif est modifiée par l'insertion, dans le préambule et après le paragraphe intitulé « **Placements multiterritoriaux** », du suivant :

**« Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT L'INSTRUCTION CANADIENNE 46-201,  
MODALITÉS D'ENTIERCEMENT APPLICABLES AUX PREMIERS APPELS  
PUBLICS À L'ÉPARGNE**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, art. 331.1, par. 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 34<sup>o</sup>)

1. L'article 1.2 de l'Instruction canadienne 46-201, Modalités d'entiercement applicables aux premiers appels publics à l'épargne (chapitre V-1.1, r. 22) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 3, du suivant :

« 4) Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le (indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement).



**MODIFICATION DE L'AVIS 47-201 RELATIF AUX OPÉRATIONS SUR TITRES À L'AIDE D'INTERNET ET D'AUTRES MOYENS ÉLECTRONIQUES**

1. L'intitulé de l'Avis 47-201 *relatif aux opérations sur titres à l'aide d'Internet et d'autres moyens électroniques* est remplacé par le suivant :

« **INSTRUCTION GÉNÉRALE 47-201 RELATIVE AUX OPÉRATIONS SUR TITRES À L'AIDE D'INTERNET ET D'AUTRES MOYENS ÉLECTRONIQUES** ».

2. L'article 1.1 de cet avis est modifié par le remplacement des mots « l'Avis 47-201 relatif aux opérations sur titres à l'aide d'Internet et d'autres moyens électroniques (l'« avis ») » par les mots « la présente instruction générale ».

3. Cet avis est modifié par l'insertion, après l'article 1.3, du suivant :

**« 1.4 Transmission électronique**

Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

4. Cet avis est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « présent avis » par les mots « présente instruction générale », avec les adaptations grammaticales nécessaires.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 5.18 du Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières (chapitre V-1.1, r. 23) est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».
2. L'Annexe 51-101A4 de ce règlement est modifiée par le remplacement des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] » et de « SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) » par « sur le [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES ACTIVITÉS PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 51-101 sur l'information concernant les activités pétrolières et gazières est modifiée par le remplacement, dans le quatrième paragraphe introductif, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 1.4, du suivant :

**« 1.5. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

3. L'article 2.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement de « Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) et la dernière version du Manuel du déposant SEDAR autorisée par les ACVM » par « Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) et l'instruction générale connexe »;

2° par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

4. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les articles 2.4 et 5.2, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 1.1 du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) est modifié par la suppression, dans le paragraphe 1, de la définition de l'expression « format électronique ».
2. L'article 5.8 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans la disposition *iii* du sous-paragraphe *b* des paragraphes 3 et 6, de « www.sedar.com » par « [adresse du site Web du système renouvelé] ».
3. Les articles 9.1.1 et 9.1.2 de ce règlement sont modifiés par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] », avec les adaptations nécessaires.
4. L'article 9.2 du règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* des paragraphes 5 et 6, du mot « SEDAR » par les mots « le [système renouvelé] ».
5. L'article 12.1 de ce règlement est modifié par l'abrogation du paragraphe 2.
6. L'Annexe 51-102A2 de ce règlement est modifiée :
  - 1° dans le paragraphe *f* de la partie 1 :
    - a)* par le remplacement du mot « SEDAR » par les mots « [système renouvelé] »;
    - b)* par le remplacement de « SEDAR (www.sedar.com) » par « [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] »;
  - 2° par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 17.1, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».
7. L'Annexe 51-102A5 de ce règlement est modifiée :
  - 1° par le remplacement, dans le paragraphe *c* de la partie 1, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] »;
  - 2° par le remplacement, dans la rubrique 16.1 de la partie 2, de « de SEDAR à l'adresse www.sedar.com » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».
8. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les articles 4.9, 13.3 et 13.4, des mots « en format électronique » par le mot « électroniquement ».
9. Les Annexes 51-102A1, 51-102A3 et 51-102A4 de ce règlement sont modifiées par le remplacement, partout où ils se trouvent, de « SEDAR (www.sedar.com) » par « le [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] », avec les adaptations nécessaires.
10. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-102 SUR LES OBLIGATIONS D'INFORMATION CONTINUE**

1. L'article 1.2 de l'*Instruction générale relative au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue* est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « dans SEDAR » par « dans le [système renouvelé] » et de « profil SEDAR » par « profil [système renouvelé] ».

2. Cette instruction générale est modifiée par l'insertion, après l'article 1.10, du suivant :

**« 1.11. Transmission électronique**

Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

3. L'article 9.2 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le troisième paragraphe, des mots « SEDAR de cette société » par les mots « de cette société sur le [système renouvelé] ».

4. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les articles 3.9, 6.1, 9.3 et 10.3, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 51-105 SUR LES ÉMETTEURS COTÉS SUR LES MARCHÉS DE GRÉ À GRÉ AMÉRICAINS**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. Le Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains (chapitre V-1.1, r. 24.1) est modifié par le remplacement, partout où il se trouve dans les articles 5, 7 et 8, de « Règlement 13-101 sur le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) » par « Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*) ».
2. L'Annexe 51-105A3A de ce règlement est modifiée par le remplacement des mots « **Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR)** » par les mots « **[système renouvelé]** ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 51-105 SUR LES ÉMETTEURS COTÉS SUR LES MARCHÉS DE GRÉ À GRÉ AMÉRICAINS**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 51-105 sur les émetteurs cotés sur les marchés de gré à gré américains est modifiée par l'insertion, après l'article 1, du suivant :

**« Transmission électronique**

1.1. Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 5 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 51-201 : LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION**

1. L'Instruction générale 51-201 : Lignes directrices en matière de communication de l'information est modifiée par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

**« 1.2. Transmission électronique**

1) Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

2) Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

3) Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

4) Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. Cette instruction générale est modifiée par le remplacement, partout où il se trouve dans l'article 6.11 et la note de bas de page 23, du mot « SEDAR » par les mots « le [système renouvelé] ».



**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 52-107 SUR LES PRINCIPES COMPTABLES ET NORMES D'AUDIT ACCEPTABLES**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 52-107 sur les principes comptables et normes d'audit acceptables est modifiée par l'insertion, après l'article 1.5, du suivant :

**« 1.5.1. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 52-108 SUR LA SURVEILLANCE DES AUDITEURS**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 52-108 sur la surveillance des auditeurs est modifiée par l'insertion, après la partie intitulée « **Introduction** », de la suivante :

« **Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 52-109 SUR L'ATTESTATION DE L'INFORMATION PRÉSENTÉE DANS LES DOCUMENTS ANNUELS ET INTERMÉDIAIRES DES ÉMETTEURS**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs est modifiée par l'insertion, après l'article 1.7, du suivant :

**« 1.8. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 54-101 SUR LA  
COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES  
D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti (chapitre V-1.1, r. 29) est modifié par l'insertion, après la définition de l'expression « résolution extraordinaire », de la suivante :

« « [système renouvelé] » : le [système renouvelé] au sens du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*); ».

**2.** Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent dans les articles 2.7.1, 2.7.2 et 2.7.4, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**3.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 54-101 SUR LA COMMUNICATION AVEC LES PROPRIÉTAIRES VÉRITABLES DES TITRES D'UN ÉMETTEUR ASSUJETTI**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 54-101 sur la communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujetti est modifiée par l'insertion, après l'article 2.7, du suivant :

**« 2.8. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. Les articles 5.1 et 5.4 de cette instruction générale sont modifiés par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 58-101 SUR L'INFORMATION CONCERNANT LES PRATIQUES EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

**1.** L'article 1.1 du Règlement 58-101 sur l'information concernant les pratiques en matière de gouvernance (chapitre V-1.1, r. 32) est modifié par le remplacement de la définition de l'expression « SEDAR » par la suivante :

« « [système renouvelé] » : le [système renouvelé] au sens du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*); ».

**2.** L'article 2.3 de ce règlement est modifié par la suppression des mots « au moyen de SEDAR ».

**3.** L'Annexe 58-101A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans l'instruction 5, du mot « *SEDAR* » par les mots « [système renouvelé] ».

**4.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 58-201 RELATIVE À LA GOUVERNANCE**

1. L'Instruction générale 58-201 relative à la gouvernance est modifiée par l'insertion, après l'article 1.2, du suivant :

**« 1.3. Transmission électronique**

Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 61-101 SUR LES MESURES DE PROTECTION DES PORTEURS  
MINORITAIRES LORS D'OPÉRATIONS PARTICULIÈRES**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 61-101 sur les mesures de protection des porteurs minoritaires lors d'opérations particulières est modifié par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

**« 1.2. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».



**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 62-104 SUR LES OFFRES  
PUBLIQUES D'ACHAT ET DE RACHAT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

**1.** L'article 3.2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat (chapitre V-1.1, r. 35) est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 5, de « Règlement 13-101 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) (chapitre V-1.1, r. 2) » par « Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*) »;

2° par l'abrogation du paragraphe 6.

**2.** L'Annexe 62-104A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe *b* de la partie 1, de « SEDAR (www.sedar.com) » par « le [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».

**3.** L'Annexe 62-104A2 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe *b* de la partie 1, de « SEDAR (www.sedar.com) » par « le [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».

**4.** Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE 62-203 RELATIVE AUX OFFRES PUBLIQUES D'ACHAT ET DE RACHAT**

1. L'Instruction générale 62-203 relative aux offres publiques d'achat et de rachat est modifiée par l'insertion, après l'article 1.1, du suivant :

**« 1.2. Transmission électronique**

Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu de la présente instruction générale. ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 71-102 SUR LES DISPENSES EN MATIÈRE D'INFORMATION CONTINUE ET AUTRES DISPENSES EN FAVEUR DES ÉMETTEURS ÉTRANGERS**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 71-102 sur les dispenses en matière d'information continue et autres dispenses en faveur des émetteurs étrangers est modifiée par l'insertion, après l'article 1.4, du suivant :

**« 1.5. Transmission électronique**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 4.1 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] » et des mots « projet SEDAR » par les mots « projet [système renouvelé] », avec les adaptations nécessaires.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. Le Formulaire 81-101F1 du Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif (chapitre V-1.1, r. 38) est modifié par le remplacement, partout où il se trouve dans la partie A, de « www.sedar.com » par « [adresse du site Web du système renouvelé] ».
2. Le Formulaire 81-101F2 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2 de la rubrique 24, de « www.sedar.com » par « [adresse du site Web du système renouvelé] ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-101 SUR LE RÉGIME DE PROSPECTUS DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF**

1. L'article 2.5 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-101 sur le régime de prospectus des organismes de placement collectif* est modifié par le remplacement du paragraphe 1 par le suivant :

« 1) L'article 2.3 du règlement fait la distinction entre les documents qui, en vertu de la législation en valeurs mobilières, doivent être « déposés » auprès de l'autorité en valeurs mobilières ou de l'agent responsable et ceux qui doivent lui être « transmis ». Les documents qui sont « déposés » figurent au registre public, tandis que ceux qui sont « transmis » n'y figurent pas nécessairement. Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence)* prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 2.5.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) » par les mots « [système renouvelé] »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 81-102 SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement est modifiée par l'insertion, après la partie 2, de la suivante :

**« PARTIE 2.1 TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. Les articles 5.2 et 5.3 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42) sont modifiés par le remplacement, partout où ils se trouvent, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».
2. L'Annexe 81-106A1 de ce règlement est modifiée :
  - 1° dans la partie B :
    - a) par le remplacement, dans la rubrique 1, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] »;
    - b) par le remplacement, dans le paragraphe 9 des instructions de la rubrique 5, de « *www.sedar.com* » par « [adresse du site Web du système renouvelé] »;
  - 2° par le remplacement, dans la rubrique 1 de la partie C, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».
3. Le présent règlement entre en vigueur le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement*).

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU  
RÈGLEMENT 81-106 SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS  
D'INVESTISSEMENT**

1. L'Instruction générale relative au Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement est modifiée par le remplacement de l'article 1.6 par le suivant :

**« 1.6. Transmission électronique à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières**

Le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».



**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 81-107 SUR LE COMITÉ D'EXAMEN INDÉPENDANT DES FONDS D'INVESTISSEMENT**

1. L'article 1.1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* est modifié par l'insertion, après le paragraphe 2, du suivant :

« 3. Le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (insérer la référence) prévoit que chaque document qu'il est obligatoire ou permis de fournir à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières doit lui être transmis électroniquement au moyen du [système renouvelé].

Toute mention d'un document comprend tout rapport, tout formulaire, toute demande, tout renseignement et tout avis, ainsi que toute copie de ceux-ci, et s'applique à tout document qu'il est obligatoire ou permis de déposer auprès d'un agent responsable, sauf au Québec, ou d'une autorité en valeurs mobilières ou de lui envoyer, de lui fournir, de lui faire parvenir, de lui présenter, ou de lui transmettre d'une autre manière.

Afin de tenir compte de l'implémentation par phases du [système renouvelé], l'Annexe du *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* indique la législation en valeurs mobilières en vertu de laquelle les documents ne doivent pas être déposés ni envoyés au moyen de celui-ci.

Il convient de consulter le *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* lors de la fourniture d'un document à un agent responsable, sauf au Québec, ou à une autorité en valeurs mobilières en vertu du règlement et de la présente instruction générale. ».

2. L'article 4.4 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 1, des mots « numéro de profil du groupe de fonds d'investissement sur SEDAR » par les mots « numéro de profil [système renouvelé] du fonds d'investissement ».

3. L'article 5.3 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 5, des mots « numéro de profil du groupe du fonds d'investissement sur SEDAR » par les mots « numéro de profil [système renouvelé] du fonds d'investissement ».

4. L'article 6.2 de cette instruction générale est modifiée par le remplacement, dans le paragraphe 3, des mots « numéro de profil de groupe du fonds d'investissement sur SEDAR » par les mots « numéro de profil [système renouvelé] du fonds d'investissement ».

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'INFORMATION CONTINUE DES FONDS D'INVESTISSEMENT EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1, par. 1°, 2° et 34°)

1. L'article 55 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (chapitre V-1.1, r. 46) est modifié par le remplacement, dans le paragraphe 2, des mots « de SEDAR » par les mots « du [système renouvelé] ».
2. L'Annexe A1 de ce règlement est modifiée par le remplacement, dans la rubrique 1 des parties B et C, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».
3. L'Annexe A3 de ce règlement est modifiée :
  - 1° dans le paragraphe 7 des directives générales :
    - a) par le remplacement des mots « dans le profil SEDAR » par les mots « au moyen du [système renouvelé] »;
    - b) par le remplacement de « SEDAR (www.sedar.com) » par « [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] »;
  - 2° par le remplacement, dans le paragraphe 1 de la rubrique 19, de « de SEDAR (www.sedar.com) » par « du [système renouvelé] à l'adresse [adresse du site Web du système renouvelé] ».
4. Le présent règlement entre en vigueur le *(indiquer ici la date d'entrée en vigueur du présent règlement)*.

## Draft Regulations

Securities Act

(chapter V-1.1, s. 331.1, pars. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11) and (34), and s. 331.2)

### Regulation 13-103 respecting System Replacement and concordant regulations

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since their publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation 13-103 respecting System Replacement;*
- *Regulation to amend Regulation 11-102 respecting Passport System;*
- *Regulation to amend Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;*
- *Regulation to amend Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects;*
- *Regulation to amend Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions;*
- *Regulation to amend Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions;*
- *Regulation to amend Regulation 45-102 respecting Resale of Securities;*
- *Regulation to amend Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;*
- *Regulation to amend Regulation 45-108 respecting Crowdfunding;*
- *Regulation to amend National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings;*
- *Regulation to amend Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities;*
- *Regulation to amend Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
- *Regulation to amend Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets;*
- *Regulation to amend Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer;*
- *Regulation to amend Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices;*
- *Regulation to amend Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids;*
- *Regulation to amend Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure;*
- *Regulation to amend Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;*

- *Regulation to amend Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure.*

Draft amendments to the following policy statement and notice are also published hereunder:

- *Policy Statement to Regulation 13-103 respecting System Replacement;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System;*
- *Amendments to Policy Statement 11-201 respecting Electronic Delivery of Documents;*
- *Amendments to Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions;*
- *Amendments to Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions;*
- *Amendments to Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications;*
- *Amendments to Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions;*
- *Amendments to Policy Statement 12-202 respecting Revocation of Certain Cease Trade Orders;*
- *Amendments to Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;*
- *Amendments to Policy Statement 41-201 respecting Income Trusts and Other Indirect Offerings;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 44-103 respecting Post-Receipt Pricing;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 45-108 respecting Crowdfunding;*
- *Amendments to Notice 47-201 relating to Trading Securities Using the Internet and Other Electronic Means;*

- *Amendments to Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets;*
- *Amendments to National Policy 51-201: Disclosure Standards;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer;*
- *Amendments to Policy Statement 58-201 to Corporate Governance Guidelines;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 61-101 respecting Protection of Minority Security Holders in Special Transactions;*
- *Amendments to Policy Statement 62-203 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;*
- *Amendments to Policy Statement to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds.*

#### **Request for comment**

Comments regarding the above may be made in writing by **July 31, 2019**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Corporate Secretary  
 Autorité des marchés financiers  
 800, square Victoria, 4<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, Place Victoria  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Fax: (514) 864-6381  
 E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Further information**

Further information is available from:

Sylvia Pateras  
Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337 ext. 2536  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[sylvia.pateras@lautorite.qc.ca](mailto:sylvia.pateras@lautorite.qc.ca)

Carolyne Lassonde  
Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337 ext. 2545  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca](mailto:carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca)

**May 2, 2019**



Canadian Securities  
Administrators

Autorités canadiennes  
en valeurs mobilières

## CSA Notice of Consultation

### *Draft Regulation respecting National Systems Renewal Program and Related Amendments*

May 2, 2019

#### Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing, for a 90-day comment period:

- draft *Regulation 13-103 respecting System Replacement* (**Regulation 13-103**), including the repeal of *Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* (**Regulation 13-101**) and the SEDAR Filer Manual;
- draft *Policy Statement to Regulation 13-103 respecting System Replacement* (**Policy Statement 13-103**);
- draft amendments to existing regulations:
  - *Regulation 11-102 respecting Passport System*;
  - *Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements*;
  - *Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects*;
  - *Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions*;
  - *Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions*;
  - *Regulation 45-102 respecting Resale of Securities*;
  - *Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions*;
  - *Regulation 45-108 respecting Crowdfunding*;
  - *National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings*;
  - *Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities*;
  - *Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations*;
  - *Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets*;
  - *Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer*;
  - *Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices*;
  - *Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids*;
  - *Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure*;
  - *Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure*;
- draft amendments to existing policy statements:
  - *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System*;
  - *Policy Statement 11-201 respecting Electronic Delivery of Documents*;

- *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions;*
- *Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions;*
- *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications;*
- *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions;*
- *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of Certain Cease Trade Orders;*
- *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders;*
- *Policy Statement to Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements;*
- *Policy Statement 41-201 respecting Income Trusts and Other Indirect Offerings;*
- *Policy Statement to Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects;*
- *Policy Statement to Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions;*
- *Policy Statement to Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions;*
- *Policy Statement to Regulation 44-103 respecting Post-Receipt Pricing;*
- *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities;*
- *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions;*
- *Policy Statement to Regulation 45-108 respecting Crowdfunding;*
- *Notice 47-201 relating to Trading Securities Using the Internet and Other Electronic Means;*
- *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities;*
- *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;*
- *Policy Statement to Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets;*
- *National Policy 51-201: Disclosure Standards;*
- *Policy Statement to Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards;*
- *Policy Statement to Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight;*
- *Policy Statement to Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings;*
- *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer;*
- *Policy Statement 58-201 to Corporate Governance Guidelines;*
- *Policy Statement to Regulation 61-101 respecting Protection of Minority Security Holders in Special Transactions;*



- *Policy Statement 62-203 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids;*
- *Policy Statement to Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions Relating to Foreign Issuers;*
- *Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure;*
- *Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds;*
- *Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure;* and
- *Policy Statement to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds.*

In this Notice, Regulation 13-103, Policy Statement 13-103, the draft amendments to existing regulations and the draft amendments to policy statements are referred to collectively as the **Phase 1 Amendments**. The CSA is also publishing today a separate notice seeking comment on proposed amendments to *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD*.

The text of the Phase 1 Amendments is published with this Notice and is also available on the websites of the following CSA jurisdictions:

[www.bcsc.bc.ca](http://www.bcsc.bc.ca)  
[www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com)  
[www.fcaa.gov.sk.ca](http://www.fcaa.gov.sk.ca)  
[www.mbsecurities.ca](http://www.mbsecurities.ca)  
[www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca)  
[www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca)  
[www.fcnb.ca](http://www.fcnb.ca)  
[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)

### **Substance and Purpose**

The National Systems Renewal Program (**NSRP**) is an initiative of the CSA that aims to replace CSA national systems (the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (**SEDAR**), the National Cease Trade Order Database, the Disciplined List, the System for Electronic Disclosure by Insiders, the National Registration Database and the National Registration Search) with a more centralized CSA IT system (the **Renewed System**). Every CSA member is participating in NSRP.

We expect the Renewed System to be implemented in 4 phases beginning in early 2021. The first phase (**Phase 1**) will replace SEDAR, the National Cease Trade Order Database, the Disciplined List and certain filings in the British Columbia Securities Commission eServices system and the Ontario Securities Commission Electronic Filing Portal. Accordingly, filings made by issuers, including foreign issuers, will be incorporated into the Renewed System in Phase 1. We expect filings made by insiders, registrants, derivatives market participants and regulated entities (such as marketplaces, self-regulatory bodies and clearing agencies) to be addressed in future phases of the Renewed System. At this time, we are only proposing amendments relating to Phase 1.

The purposes of the Phase 1 Amendments are to:

- introduce Regulation 13-103, which is the new central regulation that provides the requirements and the procedure for the electronic transmission of documents through the Renewed System. Regulation 13-103 will mandate that all documents required or permitted to be filed with or delivered to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority be transmitted electronically in accordance with the regulation, unless specifically excluded;
- help market participants understand how we will apply and interpret Regulation 13-103 by providing guidance in Policy Statement 13-103;
- update the existing filing requirements related to SEDAR, the British Columbia Securities Commission eServices system and the Ontario Securities Commission Electronic Filing Portal so that they work with the Renewed System;
- amend existing regulations and policy statements that refer to how market participants are required or permitted to transmit documents to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority; and
- repeal Regulation 13-101, which includes the SEDAR Filer Manual.

### **Summary of Regulation 13-103 and Policy Statement 13-103**

Regulation 13-103 provides that:

- filers must transmit electronically through the Renewed System each document required or permitted to be filed with or delivered to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under securities legislation;
- Regulation 13-103 does not apply to certain documents required or permitted to be filed or delivered pursuant to securities legislation set out in Column A of the Appendix. As part of the phased implementation of the Renewed System, certain filers referred to in Column B of the Appendix are nevertheless required to file in the Renewed System in Phase 1;
- some documents, specified in subsections 3(a) to (e) of Regulation 13-103, will never be filed or delivered through the Renewed System. These include documents filed or delivered in connection with a hearing, compliance review, proceeding or investigation;
- filers must complete a profile containing the information specified in the Renewed System, and must keep their profile current; and
- regulatory and system fees must be paid through the Renewed System.

The Renewed System will also offer online help that will guide filers in navigating and using the system. This online help feature will replace the SEDAR Filer Manual.

Policy Statement 13-103 provides guidance on different aspects of Regulation 13-103 including:

- the documents that are required to be filed through the Renewed System, and those that are excluded to reflect the phased implementation of the Renewed System;
- how jurisdiction is determined for the purposes of payment of system fees;
- the manner and format, and templates if any, that filers should use in transmitting information; and
- the public accessibility of documents.

### **Amendments to Existing Regulations and Policy Statements**

The Phase 1 Amendments are also intended to update the existing regulations and policy statements to include necessary references to the Renewed System and remove references to existing CSA systems. For example, references to SEDAR are replaced with references to the Renewed System, where appropriate. In many cases, the amendments involve revising or deleting references to format (electronic or otherwise). In certain regulations, some housekeeping amendments are proposed, such as repealing or deleting transitional provisions that are no longer applicable and correcting grammatical or typographical errors. In these limited cases, the changes are not related to the Renewed System.

### **Anticipated Costs and Benefits**

Once fully implemented, the Renewed System will provide more secure, single-window access for market participants to file documents and pay fees. The filing process will be more uniform, and the system will enforce modern access controls and expand public search functionality. Some filers may have to adapt their internal processes and systems.

We believe that the benefits of a modernized, more secure and centralized system with improved search capabilities will outweigh the costs associated with the Phase 1 Amendments.

### **Local Matters**

An annex is being published in any local jurisdiction that is making related changes to local securities laws, including local notices or other policy instruments in that jurisdiction. It also includes any additional information that is relevant to that jurisdiction only.

### **Request for Comments**

We are issuing this Notice to solicit comments on the Phase 1 Amendments. Please note that between the date of this Notice and the final publication of Phase 1 Amendments we may include reference to additional securities legislation in the Appendix of Regulation 13-103, as necessary to reflect the phased implementation of the Renewed System.

The public comment period expires on July 31, 2019. Please submit your comments in writing on or before July 31, 2019. If you are not sending your comments by email, please also send a CD containing the submissions (in Microsoft Word format).

Address your submissions to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission  
Alberta Securities Commission  
Saskatchewan Financial Services Commission  
Manitoba Securities Commission  
Ontario Securities Commission  
Autorité des marchés financiers  
Financial and Consumer Services Commission of New Brunswick  
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island  
Nova Scotia Securities Commission  
Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador  
Registrar of Securities, Northwest Territories  
Registrar of Securities, Yukon Territory  
Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments only to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA.

Me Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, rue du Square-Victoria, 4e étage  
C.P. 246, Place Victoria  
Montréal, Québec H4Z 1G3  
Fax: 514 864-6381  
[consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

The Secretary  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West  
22nd Floor  
Toronto, Ontario M5H 3S8  
Fax: 416 593-2318  
[comments@osc.gov.on.ca](mailto:comments@osc.gov.on.ca)

We cannot keep submissions confidential because securities legislation in certain provinces requires publication of the written comments received during the comment period. All comments received will be posted on the website of each of the Alberta Securities Commission at [www.albertasecurities.com](http://www.albertasecurities.com), the Autorité des marchés financiers at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) and the Ontario Securities Commission at [www.osc.gov.on.ca](http://www.osc.gov.on.ca). Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submissions.

## Annex

The following annex is published with this Notice:

- Annex A – Local Matters (Québec).

## Questions

Please refer your questions to any of the following:

Autorité des marchés financiers  
Sylvia Pateras  
Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
514 395-0337 ext. 2536  
[sylvia.pateras@lautorite.qc.ca](mailto:sylvia.pateras@lautorite.qc.ca)

British Columbia Securities Commission  
Victoria Steeves  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
604 899-6791  
[vsteeves@bcsc.bc.ca](mailto:vsteeves@bcsc.bc.ca)

Alberta Securities Commission  
Elizabeth Coape-Arnold  
Legal Counsel  
403 297-2050  
[elizabeth.coape-arnold@asc.ca](mailto:elizabeth.coape-arnold@asc.ca)

Ontario Securities Commission  
Melissa Taylor  
Legal Counsel, Corporate Finance  
416 596-4295  
[mtaylor@osc.gov.on.ca](mailto:mtaylor@osc.gov.on.ca)

Autorité des marchés financiers  
Carolyne Lassonde  
Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
514 395-0337 ext. 2545  
[carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca](mailto:carolyne.lassonde@lautorite.qc.ca)

British Columbia Securities Commission  
Laura Lam  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
604 899-6792  
[llam@bcsc.bc.ca](mailto:llam@bcsc.bc.ca)

Manitoba Securities Commission  
Wayne Bridgeman  
Deputy Director, Corporate Finance  
204 945-4905  
[wayne.bridgeman@gov.mb.ca](mailto:wayne.bridgeman@gov.mb.ca)

Nova Scotia Securities Commission  
H. Jane Anderson  
Director, Policy & Market Regulation  
902 424-0179  
[jane.anderson@novascotia.ca](mailto:jane.anderson@novascotia.ca)

**Annex A****Local Matters (Québec)**

In Québec, we are proposing consequential amendments to *Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure* (chapter V-1.1, r. 46). These amendments are intended to update this regulation with references to the [Renewed System] and remove references to SEDAR.

**REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM REPLACEMENT**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2), (3), (4.1), (8), (11) and (34))

**Definitions**

1. (1) In this Regulation:

“deliver” includes deposit, furnish, provide, send or submit;

“document” includes information and material that is required or permitted to be filed with or delivered to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority;

“profile” means the information identifying a person, as specified in the [Renewed System];

“[Renewed System]” means the system for the transmission, receipt, acceptance and dissemination of documents known as [Name of renewed system].

(2) For the purposes of this Regulation, a reference to a document that is permitted to be filed includes an application for a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority [under securities legislation].

**Electronic transmission of documents**

2. Subject to section 3, if a person is required or permitted, under securities legislation or under a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, to file a document with, or deliver a document to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, the person must file or deliver the document by transmitting it through the [Renewed System].

**Transmission of documents outside of the [Renewed System]**

3. A person must not file or deliver the following through the [Renewed System]:

(a) a document required or permitted to be filed with or delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in connection with a hearing, compliance review, proceeding or investigation;

(b) a letter required to be delivered under subsection 4.11(8) or (9) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24);

(c) a notice under subsection 13.2(2) of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations;

(d) a notice under section 18.6 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42);

(e) a notice under subsection 5(1) or 6(1) of Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight (chapter V-1.1, r. 26.1);

(f) a document that a person is required or permitted to file or deliver pursuant to a provision of, or a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority issued in respect of, securities legislation listed in the Appendix.

**Profile requirements**

4. (1) At the time that a person uses the [Renewed System] for the first time, the person must file a profile by transmitting it through the [Renewed System].

(2) If information contained in a profile becomes inaccurate, the person must file an updated profile with the accurate information by transmitting it through the [Renewed System] at the earlier of

(a) the next time the person transmits a document through the [Renewed System], and

(b) 10 days after the date on which the information contained in the profile becomes inaccurate.

(3) A person must not have more than one profile in the [Renewed System].

#### **Payment of fees**

5. (1) At the time that a person transmits a document through the [Renewed System], a person must pay through the [Renewed System]

(a) all prescribed fees, other than fees prescribed under Regulation 13-102 respecting System Fees (chapter V-1.1, r. 21) or equivalent regulation, to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and

(b) all fees prescribed under Regulation 13-102 respecting System Fees or equivalent regulation to the person's principal regulator if the principal regulator is the securities regulatory authority in the local jurisdiction.

(2) For the purposes of subsection (1), if the person is transmitting through the [Renewed System] a document to which Regulation 11-102 respecting Passport System (chapter V-1.1, r. 1) applies, "principal regulator" has the meaning set out in Part 3, 4, 4A, 4B or 4C of Regulation 11-102 respecting Passport System, as applicable.

(3) For the purposes of subsection (1), if the person is transmitting through the [Renewed System] a document to which Regulation 11-102 respecting Passport System does not apply, the principal regulator is the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority that would be the principal regulator if Part 3 of Regulation 11-102 respecting Passport System applied.

(4) Despite subsection (3), if the person is transmitting through the [Renewed System] Form 45-106F1, and the person does not have a head office in Canada or is an investment fund with an investment fund manager that does not have a head office in Canada, the principal regulator is the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority of the jurisdiction with which the person has the most significant connection.

#### **Temporary hardship exemption**

6. (1) If unanticipated technical difficulties prevent a person from transmitting a document through the [Renewed System] within the time required or permitted under securities legislation, the person may file the document with or deliver the document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority outside of the [Renewed System] no later than 2 business days after the date on or by which the person was required or permitted to file the document with, or deliver the document to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

(2) A person must include the following legend in capital letters at the top of the first page of a document filed or delivered outside of the [Renewed System] in reliance on this section:

"IN ACCORDANCE WITH SECTION 6 OF REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM REPLACEMENT, THIS (SPECIFY DOCUMENT) IS BEING FILED OR DELIVERED OUTSIDE OF THE [RENEWED SYSTEM] UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION."

(3) If a person files or delivers a document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in the manner and within the time prescribed by this section, the person



is exempt from the requirement to file or deliver the document by the date prescribed in securities legislation.

(4) If a person files or delivers a document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority outside of the [Renewed System] in reliance on this section, the person must transmit the document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority through the [Renewed System] as soon as practicable and in any event within 3 business days of the date on which the unanticipated technical difficulties have been resolved, and must include the following legend in capital letters at the top of the first page of the document transmitted through the [Renewed System]:

“THIS DOCUMENT IS A COPY OF (SPECIFY DOCUMENT) FILED OR DELIVERED ON (DATE) TO (LIST ALL SECURITIES REGULATORY AUTHORITIES OR REGULATORS TO WHOM THE DOCUMENT WAS FILED OR DELIVERED) UNDER A TEMPORARY HARDSHIP EXEMPTION UNDER SECTION 6 OF REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM REPLACEMENT.”.

#### **Decisions**

7. (1) If a decision made under securities legislation requires or permits a person to file a document on the System for Electronic Document Analysis and Retrieval, the decision is deemed, after the effective date of this Regulation, to require or permit the person to transmit the document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority through the [Renewed System].

(2) Subsection (1) does not apply if section 3 applies.

(3) In British Columbia, subsection (1) does not apply.

#### **Exemptions**

8. (1) The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to the conditions or restrictions that may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario only the regulator may grant an exemption from this Regulation.

(3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

#### **Repeal of former regulation**

9. Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2) is repealed.

#### **Effective date**

10. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

## APPENDIX

## Securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System](Paragraph 3(f))

Column A	Column B
<b>National and multilateral instruments pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Regulation 11-102 respecting Passport System (chapter V-1.1, r. 1), only Part 4A Registration and Part 4B Application to Become a Designated Rating Organization	N/A
Regulation 21-101 respecting Marketplace Operation (chapter V-1.1, r. 5)	N/A
Regulation 23-101 respecting Trading Rules (chapter V-1.1, r. 6)	N/A
Regulation 23-102 respecting Use of Client Brokerage Commissions (chapter V-1.1, r. 7)	N/A
Regulation 23-103 respecting Electronic Trading and Direct Electronic Access to Marketplace (chapter V-1.1, r. 7.1)	N/A
Regulation 24-101 respecting Institutional Trade Matching and Settlement (chapter V-1.1, r. 8)	N/A
Regulation 24-102 respecting Clearing Agency Requirements (chapter V-1.1, r. 8.01)	N/A
Regulation 25-101 respecting Designated Rating Organizations (chapter V-1.1, r. 8.1)	N/A
Regulation 31-102 respecting National Registration Database (chapter V-1.1, r. 9)	N/A
Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations (chapter V-1.1, r. 10)	N/A
Regulation 33-105 respecting Underwriting Conflicts (chapter V-1.1, r. 11)	N/A
Regulation 33-109 respecting Registration Information (chapter V-1.1, r. 12)	N/A
National Instrument 35-101: Conditional Exemption From Registration For United States Broker-Dealers and Agents (chapter V-1.1, r. 13)	N/A
Regulation 45-108 respecting Crowdfunding (chapter V-1.1, r. 21.02)	An issuer filing or delivering a document pursuant to section 15, section 16 or section 17 An issuer filing an application for an exemption pursuant to section 44
Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards (chapter V-1.1, r. 25)	An issuer filing an application for an exemption pursuant to section 5.1(1)

Column A	Column B
<b>National and multilateral instruments pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
National Instrument 55-102, System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI) (chapter V-1.1, r. 30)	An issuer filing an application for an exemption pursuant to section 6.1(1)
Regulation 55-104 respecting Insider Reporting Requirements and Exemptions (chapter V-1.1, r. 31)	An issuer filing an application for an exemption pursuant to section 10.1(1)
Multilateral Instrument 91-101 Derivatives: Product Determination	N/A
Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options (chapter I-14.01, r. 1.01)	N/A
Regulation 91-506 respecting Derivatives Determination (chapter I-14.01, r. 0.1)	N/A
Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting (chapter I-14.01, r. 1.1)	N/A
Regulation 94-101 respecting Mandatory Central Counterparty Clearing of Derivatives (chapter I-14.01, r. 0.01)	N/A
Regulation 94-102 respecting Derivatives: Customer Clearing and Protection of Customer Collateral and Positions (chapter I-14.01, r. 0.001)	N/A
Multilateral Instrument 96-101 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting	N/A

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>British Columbia securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Designation orders – section 3.2 of the Securities Act (R.S.B.C. 1996, c. 418)	A person filing an application for an order that a person or a person within a class of persons is a mutual fund, a non-redeemable investment fund or a reporting issuer
Self Regulatory Bodies, Exchanges, Quotation and Trade Reporting Systems and Clearing Agencies (Part 4) – sections 23-33 of the Securities Act	N/A
Further information (Part 5) – section 38 of the Securities Act	N/A
Surrender of registration (Part 5) – section 41 of the Securities Act	N/A
Exemption order by commission or executive director (Part 6) – section 48 of the Securities Act	N/A
Trading in Exchange Contracts (Part 8) – sections 58 – 60 of the Securities Act	N/A
Exemption order by commission or executive director (Part 12) – section 91 of the Securities Act	An issuer filing an application for an exemption from the insider reporting requirements, and all documents in relation to the exemption
Exemptions (Part 15) – section 130 of the Securities Act	N/A
Filing and inspection of records (Part 20) – section 169 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 169
Discretion to revoke or vary decision (Part 20) – section 171 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 171
Administrative powers respecting commission rules (Part 20) – section 187 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 187

Column A	Column B
<b>Alberta securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Form 4 Report by a Registered Owner of Securities Beneficially Owned by an Insider Under Section 183 of the Securities Act – section 17 of Alberta Securities Commission Rules (General)	N/A
Designation orders – section 10 of the Securities Act (RSA 2000, c. S-4)	An issuer filing an application pursuant to section 10
Regulation, Recognition and Designation of Entities and Benchmarks – Part 4 of the Securities Act	N/A
Surrender of registration – section 78 of the Securities Act	N/A
Further Information – section 82 of the Securities Act	N/A
Trading in Securities and Derivatives Generally – Part 7 of the Securities Act	N/A
Discretionary exemptions – section 144 of the Securities Act	A person filing an application for relief from the prospectus requirement
Applications to the Commission – section 179 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 179
General Exemption – section 213 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 213
Revoke or vary decisions – section 214 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 214
Filing and confidentiality – section 221 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 221
Alberta Securities Commission Rule 13-501 Fees	An issuer filing any of the following: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Form 13-501F1 Class 1 Reporting Issuers and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee</li> <li>• Form 13-501F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee</li> <li>• Form 13-501F3 Adjustment of Fee Payment for Class 2 Reporting Issuer</li> <li>• Form 13-501F4 Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee</li> <li>• Form 13-501F6 Subsidiary Exemption Notice</li> </ul>

Column A	Column B
<b>Alberta securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Alberta Securities Commission Rule 91-504 Strip Bonds	A person other than a registrant filing an application pursuant to Alberta Securities Commission Rule 91-504
Compensation fund or contingency trust fund – section 6 of Alberta Securities Commission Rules (General)	N/A
Trading in Securities and Derivatives Generally – Part 4 of Alberta Securities Commission Rules (General)	N/A

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Saskatchewan securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Designation – section 11.1 of The Securities Act, 1988 (SS 1988-89, c S-42.2)	N/A
Recognition of Entities (Part V) – sections 21-25 of The Securities Act, 1988	N/A
Designation of Entities (Part V.1) of The Securities Act, 1988	N/A
Voluntary surrender of registration – section 29 of The Securities Act, 1988	N/A
Trading in Securities and Derivatives (Part IX) of The Securities Act, 1988	N/A
Saskatchewan General Ruling/Order 91-906 Strip Bonds	N/A

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Manitoba securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Exemption by commission - section 20 of the Securities Act (C.C.S.M. c.S50)	An issuer filing an application pursuant to section 20
Self-regulatory organizations (Part IV.1) – sections 31.1, 31.3 and 31.4 of the Securities Act	N/A
Trade repositories and clearing agencies (Part IV.2) – sections 31.6, 31.11 and 31.12 of the Securities Act	N/A
Trading in derivatives (Part VIII.1) – section 79.1 of the Securities Act	N/A
Designating a person or company as an insider - section 108.1 of the Securities Act	A person or company filing an application for an order that an issuer or class of issuers is, or is not, a mutual fund or a non-redeemable investment fund
Exemption and extension orders section 116 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 116
Audit oversight bodies (Part XX) – sections 204 and 206 of the Securities Act	N/A



Column A	Column B
<b>Ontario securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Relieving orders – subsection 1(10) of the Securities Act (R.S.O. 1990, c S.5)	An issuer filing an application for an order pursuant to subsection 1(10)
Designation – subsection 1(11) of the Securities Act	An issuer filing an application for an order pursuant to subsection 1(11)
Exchanges, alternative trading systems, self-regulatory organizations, clearing agencies, quotation and trade reporting systems, information processors – Part VIII of the Securities Act	N/A
Designated rating organizations – section 22 of the Securities Act	N/A
Voluntary surrender of registration – section 30 of the Securities Act	N/A
Further information – section 33.1 of the Securities Act	N/A
Disclosure of trade information to the Commission – subsection 36(2) of the Securities Act	N/A
Exemption order – subsection 74(1) of the Securities Act	A person or company filing an application for relief from the prospectus requirement
Insider reporting – section 107 of the Securities Act	N/A
Report of transfer by insider – section 109 of the Securities Act	N/A
Filing in other jurisdictions – section 121 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 121
Filing and inspection of material – section 140 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 140
Revocation or variation of decision – section 144 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 144
Exemption – section 147 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 147
Ontario Securities Commission Rule 11-501 Electronic Delivery of Documents to the Ontario Securities Commission	N/A

Column A	Column B
<b>Ontario securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Ontario Securities Commission Rule 13-502 Fees	An issuer filing any of the following: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Form 13-502F1 Class 1 and Class 3B Reporting Issuers – Participation Fee</li> <li>• Form 13-502F2 Class 2 Reporting Issuers – Participation Fee</li> <li>• Form 13-502F2A Adjustment of Fee for Class 2 Reporting Issuers</li> <li>• Form 13-502F3A Class 3A Reporting Issuers – Participation Fee</li> <li>• Form 13-502F6 Subsidiary Exemption Notice</li> <li>• an application pursuant to section 8.1</li> </ul>
Ontario Securities Commission Rule 31-505 Conditions of Registration	N/A
Multilateral Instrument 32-102 Registration Exemptions for Non-Resident Investment Fund Managers	N/A
Ontario Securities Commission Rule 32-501 Direct Purchase Plans	N/A
Ontario Securities Commission Rule 32-505 Conditional Exemption from Registration for United States Broker-Dealers and Advisers Servicing U.S. Clients from Ontario	N/A
Ontario Securities Commission Rule 35-502 Non-Resident Advisers	An issuer filing an application pursuant to Ontario Securities Commission Rule 35-502
Ontario Securities Commission Rule 91-501 Strip Bonds	A person or company other than a registrant filing an application pursuant to Ontario Securities Commission Rule 91-501
Ontario Securities Commission Rule 91-502 Trades in Recognized Options	N/A
Ontario Securities Commission Rule 91-507 Trade Repositories and Derivatives Data Reporting	N/A

Column A	Column B
<b>Québec securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Surrender of registration – section 153 of the Securities Act (CQLR, chapter V-1.1)	N/A
Self-Regulatory Organizations, Securities Exchange or Clearing Activities, Credit rating Organization, Benchmarks and Benchmark Administrators – sections 169 to 186.6 of the Securities Act	N/A
Exemption order by the Autorité des marchés financiers – section 263 of the Securities Act	An issuer filing an application for an exemption A person filing an application for an exemption from the prospectus requirement
Designation – section 272.2 of the Securities Act	A person filing an application to be designated a non-redeemable investment fund, a mutual fund or a reporting issuer
Derivatives Act (CQLR, chapter I-14.01)	N/A
An Act Respecting the Regulation of the Financial Sector (CQLR, chapter A-33.2)	N/A

Column A	Column B
<p><b>New Brunswick securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b></p>	<p><b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b></p>
<p>Securities Act (S.N.B. 2004, c. S-5.5):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Part 1 Designation Orders, s. 1.1</li> <li>• Part 3 Self-Regulatory Organization and Other Regulated Entities, s. 35 - Recognition</li> <li>• Part 3 Self-Regulatory Organization and Other Regulated Entities, s. 40 – Voluntary Surrender</li> <li>• Part 3.1 Credit Rating Organizations, s. 44.1(1) – Designation</li> <li>• Part 4 Registration, s. 50 – Further Information</li> <li>• Part 4 Registration, s. 51(1) – Surrender of Registration</li> <li>• Part 5 Trading in Securities of Derivatives Generally, s. 68(1) – Submission of advertising and sales literature</li> <li>• Part 10 Insider Trading and Self-Dealing, s.135 – Insider Reporting</li> <li>• Part 14 Enforcement, s. 181.1(1) – Compensation for financial losses</li> <li>• All applications for an exemption from the requirements under the Securities Act</li> </ul>	<p>An issuer must file or deliver through the [Renewed System]</p>

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Nova Scotia securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Recognition of self-regulatory organizations – section 30 of the Securities Act (R.S.N.S. 1989, c. 418), as amended	N/A
Designation – section 30 A of the Securities Act, as amended	A person filing an application pursuant to section 30 A to be designated a mutual fund, non-redeemable investment fund or reporting issuer
Designation of credit rating agencies – sections 30 EA and 30 F of the Securities Act, as amended	N/A
Recognition of exchanges, quotation and trade reporting systems, clearing agencies, derivatives trading facilities, and derivative trade repositories – section 30 I of the Securities Act, as amended	N/A
Designation of benchmarks and benchmark administrators – sections 30 N and 30 O of the Securities Act, as amended	N/A
Voluntary surrender or suspension of registration –section 33 of the Securities Act, as amended	N/A
Discretionary exemptions – section 79 of the Securities Act, as amended	A person filing an application for relief from the prospectus requirement
Commission orders – section 98 of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application pursuant to section 98
Relieving orders – section 121 of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application pursuant to section 121
Filing and confidentiality – subsection 148(2) of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application pursuant to subsection 148(2)
Discretionary exemptions – section 151A of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application pursuant to section 151A
Exemption Order – section 128 of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application pursuant to section 128
Revocation or variation of a decision – section 151 of the Securities Act, as amended	An issuer filing an application pursuant to section 151

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Prince Edward Island securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (R.S.P.E.I., 1988, c. S-3.1)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A
Exchanges and quotation and trade reporting systems – section 70 of the Securities Act	N/A

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Newfoundland and Labrador securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Trading in Securities Generally – Part XII of the Securities Act (R.S.N.L., 1990, S-13)	N/A
Exemptions from Registration Requirements – Part XI of the Securities Act	A person filing an application for relief from the prospectus requirement
Exemption – section 142.1 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 142.1
Surrender of registration – section 28 of the Securities Act	N/A
Self-regulation – Part VIII of the Securities Act	N/A
Investigations and Examinations – Part VI of the Securities Act	N/A
Applications to superintendent – section 93 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 93
Further information – section 32 of the Securities Act	N/A
Filing and inspection of material – section 140 of the Securities Act	An issuer filing an application pursuant to section 140

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Yukon securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (S.Y. 2007, c. 16)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Designation of credit rating organizations – section 83.1 of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A
Exchanges and quotation and trade reporting systems – section 70 of the Securities Act	N/A



<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Nunavut securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (S. Nu 2008, c. 12)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Designation of credit rating organizations – section 83.1 of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A

<b>Column A</b>	<b>Column B</b>
<b>Northwest Territories securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through the [Renewed System]</b>	<b>Exceptions: Filers who must file or deliver the document through the [Renewed System]</b>
Recognition orders – sections 72 and 73 of the Securities Act (S.N.W.T. 2008, c. 10)	N/A
Designation orders – sections 6 and 71 of the Securities Act	N/A
Authorization orders – section 76 of the Securities Act	N/A
Exemption orders – section 16 of the Securities Act	N/A
Superintendent orders – subsection 15(1) of the Securities Act	N/A
Designation of credit rating organizations – section 83.1 of the Securities Act	N/A
Insider filings – subsection 104(2) and section 105 of the Securities Act	N/A
Exchanges and quotation and trade reporting systems – section 70 of the Securities Act	N/A

## ***POLICY STATEMENT TO REGULATION 13-103 RESPECTING SYSTEM REPLACEMENT***

### **Introduction**

The purpose of this Policy Statement is to provide guidance on how regulators, except in Québec, and securities regulatory authorities (“we” or “us”) interpret or apply certain provisions of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* (insert reference) (the “Regulation”). This Policy Statement includes explanations, discussion and examples of the application of various parts of the Regulation.

### **Phased approach to release of the [Renewed System]**

The National Systems Renewal Program (“NSRP”) of the Canadian Securities Administrators (“CSA”) proposes to implement the [Renewed System] in several phases, with the objective of replacing all current CSA national systems. The first phase (Phase 1) replaces the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR), the National Cease Trade Order Database and the Disciplined List. Phase 1 relates principally to documents filed by issuers with regulators, except in Québec, or securities regulatory authorities, including:

- all documents previously filed with or delivered through SEDAR;
- Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*, previously filed in the British Columbia Securities Commission (BCSC) eServices system, the Ontario Securities Commission (OSC) Electronic Filing Portal, and in all other jurisdictions on SEDAR.

In future phases of NSRP, we expect the [Renewed System] will be capable of accepting the transmission of documents filed with or delivered to regulators, except in Québec, and securities regulatory authorities by insiders, registrants, derivatives market participants and regulated entities (such as a marketplace, a self-regulatory body or self-regulatory organization, or a clearing agency).

### ***Phasing of applications and pre-filings***

Applications and pre-filings are also being brought into the [Renewed System] in a phased manner. Phase 1 of NSRP includes all applications and pre-filings previously filed by issuers, whether in the BCSC eServices system, the OSC Electronic Filing Portal, or filed by email, courier or regular mail, including applications:

- for an exemption from a provision of securities legislation;
- to be designated as a reporting issuer, mutual fund or non-redeemable investment fund;
- to cease to be a reporting issuer;
- for a full or partial revocation of a cease trade order;
- for a management cease trade order.

Generally, a person that is an issuer will file an application or a pre-filing through the [Renewed System], while a person that is an insider, a registrant, a derivatives market participant or a regulated entity will file the application in the same manner as it currently does, until a future release of the [Renewed System]. In future phases of NSRP, we expect that the [Renewed System] will be capable of accepting the transmission of applications delivered to regulators, except in Québec, or securities regulatory authorities by insiders, registrants, derivatives market participants and regulated entities.

If a regulation is included in Column A of the Appendix of the Regulation, a pre-filing in relation to that rule or an application for an exemption from a provision of that regulation

will not be filed through the Renewed System at this time, except in the limited circumstances outlined in Column B of the Appendix.

Generally when an application is filed in the Renewed System pursuant to Column B of the Appendix, and a decision is made, the filer should also transmit through the Renewed System all documents required to be filed or delivered pursuant to the decision.

### Section 1 – Definitions

Unless defined in the Regulation, terms used in the Regulation have the meanings given to them in local securities legislation or in *Regulation 14-101 respecting Definitions* (chapter V-1.1, r. 3).

The term “document” includes any report, form, application, pre-filing, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to a document that is required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

### Section 3 – Transmission of documents outside of the [Renewed System]

Under paragraph 3(f), the Regulation does not apply to a document required or permitted to be filed or delivered under any of the provisions of securities legislation set out in Column A of the Appendix of the Regulation, unless an exception in Column B applies. The same applies to any document that a person is required or permitted to file or deliver pursuant to a decision or order issued in respect of any of the provisions of securities legislation set out in Column A of the Appendix, unless an exception in Column B applies. We expect that all of these documents will be incorporated into the [Renewed System] in future phases of NSRP.

A person will file these documents with, or deliver them to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in the same manner that it currently does, including by email, courier or regular mail, through the System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI), or through the National Registration Database. For example, an issuer filing an issuer event report under National Instrument 55-102, *System for Electronic Disclosure by Insiders (SEDI)* (chapter V-1.1, r. 30) will transmit this information through SEDI.

The Appendix also contains certain exceptions set out in Column B relating to documents filed under the provisions of securities legislation indicated in Column A that will be transmitted through the [Renewed System] in Phase 1. For example, *Regulation 45-108 respecting Crowdfunding* (chapter V-1.1, r. 21.02) contains certain registration requirements for funding portals and registered individuals of funding portals, which will be filed outside of the [Renewed System] until a future phase of NSRP. The exceptions in Column B that relate to *Regulation 45-108 respecting Crowdfunding* are the following documents that an issuer will transmit through the [Renewed System] as part of Phase 1:

- a Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*;
- a crowdfunding offering document;
- additional distribution material, including a video;
- financial statements filed by an issuer that is not a reporting issuer;
- a notice of use of proceeds.

### Subsection 5(1) – Payment of fees

A filer should consult *Regulation 13-102 respecting System Fees (insert reference)* to determine whether it is required to pay a system fee when transmitting a document in the [Renewed System], and the amount of any applicable system fee. A filer should consult the local fee rules in each jurisdiction to determine whether it is also required to pay a regulatory

filing fee when transmitting a document to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority, and the amount of any applicable regulatory filing fee.

#### **Subsection 5(4) – Significant connection**

In order to determine the jurisdiction with which a person has the most significant connection, a filer should refer to the factors outlined in subsection 3.4(7) of *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions*.

#### **Subsection 7(3) – Decisions and orders in British Columbia**

Because of differing legislative requirements, subsection 7(1) of the Regulation does not apply in British Columbia. The British Columbia Securities Commission has issued *BC Instrument 13-XXX [XXX]*, which has the same effect as subsection 7(1) of the Regulation.

#### **Using format and templates specified in the [Renewed System]**

A person satisfies a requirement in securities legislation to file a document with, or deliver a document to, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in a prescribed format by transmitting the information in the manner and using the format and templates, if any, specified in the [Renewed System]. For example, the [Renewed System] requires a filer to transmit Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* in the format and using the templates specified in the [Renewed System]. In doing so, the filer satisfies all requirements of Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution* that relate to the prescribed format of the report.

#### **Effective time of filing or delivery**

The [Renewed System] is generally available 24 hours a day, 7 days a week. We consider a document to be filed with or delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority when the transmission of the document through the [Renewed System] has been completed. The [Renewed System] allows a filer to confirm the date and time that the transmission of a document was completed.

Although the [Renewed System] is generally available every day to receive documents, securities legislation that refers to a review of a document by the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority (for example our obligation to provide a filer with a comment letter on our review of a preliminary prospectus) will continue to provide that the review be carried out within a certain number of business days.

#### **Consent**

In certain jurisdictions, the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must consent to a document being filed with or delivered to it by the transmission of the document through the [Renewed System]. We take the view that the acceptance of documents transmitted through the [Renewed System] in accordance with the Regulation satisfies any such consent requirement of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority contained in electronic commerce legislation.

#### **Requirement to file more than one copy of a document**

If any provision of securities legislation requires a person to file with or deliver to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority more than one copy of a document, the transmission of the document through the Renewed System in accordance with the Regulation satisfies such a requirement.

#### **Official copy of documents**

We consider that, for purposes of securities legislation, securities directions or any other related purpose, an official record of any document transmitted through the [Renewed System] is the document stored in the Renewed System.

### **Certified copy of documents**

Securities legislation in certain jurisdictions contains a requirement to produce or make available an original or certified copy of information filed under the securities legislation. We take the view that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority satisfies such a requirement by providing a printed copy of the information that contains, or is accompanied by, a certificate of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority confirming that the printed copy is a copy of the information filed in the [Renewed System].

### **Use of the Renewed System by the regulator or securities regulatory authority**

The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority will transmit certain documents through the [Renewed System]. For example, we will generally transmit through the [Renewed System] a receipt and other confirmation of acceptance for a document transmitted through the [Renewed System], such as a receipt for a prospectus.

### **Public accessibility of documents in the [Renewed System]**

Securities legislation requires that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority make documents filed with it available for public inspection during normal business hours. We consider that the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority satisfies this requirement by making such documents publicly available in the [Renewed System].

Under securities legislation, documents required or permitted to be delivered are not required to be publicly available but may be subject to an application made under freedom of information legislation. Filers that transmit information in the [Renewed System] are responsible for complying with applicable privacy laws.

### **Changing public access to transmitted documents**

To change the access status of a document filed with us from public to private, a person should submit a formal request for confidentiality, generally by way of an application for an exemption, under the relevant provisions of securities legislation. The regulator, except in Québec, or securities regulatory authority will generally not change the access status of a document from public to private until the principal regulator has received and reviewed such request, and made a decision in favour of the person.

In the following limited circumstances, we will consider changing the access status of a document from public to private in the [Renewed System] without a formal request for confidentiality:

- a person transmits a document under the incorrect profile;
- a person transmits a fee form with an incorrect calculation;
- a person transmits a document that contains a virus;
- a person entitled to file a redacted version of a material contract or agreement transmits a non-redacted version of the document as a result of technical software errors in electronic redaction software;
- a recipient agency inadvertently makes a document public in connection with a prospectus filing which should have remained private.

To request a change in the access status of a document from public to private in the [Renewed System] in these circumstances, a person should make a written request to its principal regulator, determined in accordance with subsection 5(2), 5(3) or 5(4) of the Regulation.

Filers should note that changing the access status of a document from public to private in the [Renewed System] does not necessarily remove the document from the public domain. For example, various search engines may continue to index the document, notwithstanding that we have changed the access status of the document to private in the [Renewed System]. We do not assist filers to remove documents from the public domain.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

**1.** Section 1.1 of Regulation 11-102 respecting Passport System (chapter V-1.1, r. 1) is amended:

(1) by deleting the definition of the expression “SEDAR”;

(2) by inserting, after the definition of the expression “prospectus”, the following:

““[Renewed System]” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*)”.

**2.** Section 3.3 of the Regulation is amended:

(1) by deleting, in subparagraph (b) of paragraph (1), the words “on SEDAR”;

(2) by deleting, in subparagraph (b) of paragraph (2), “subject to section 3.5(2)” and the words “on SEDAR”.

**3.** Section 3.5 of the Regulation is repealed.

**4.** Sections 4.8 of the Regulation is repealed.

**5.** Appendix D of the Regulation is amended by replacing the word “SEDAR” with “[Renewed System]” and “Regulation 13-101” with “Regulation 13-103”.

**6.** This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).



**AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT TO REGULATION 11-102 RESPECTING PASSPORT SYSTEM***

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 11-102 respecting Passport System* is amended by deleting the definition of the expression “Regulation 11-101”.
2. Section 1.3 of the *Policy Statement* is amended by deleting, in paragraph (3), the words “through SEDAR”.
3. Section 3.3 of the *Policy Statement* is amended by deleting the words “on SEDAR” and “by sending a refusal letter through SEDAR”.
4. Sections 3.5, 4.5 and 4C.5 of the *Policy Statement* are repealed.
5. Appendix A of the *Policy Statement* is repealed.

**AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT 11-201 RESPECTING ELECTRONIC DELIVERY OF DOCUMENTS***

**1.** Section 3.1 of *Policy Statement 11-201 respecting Electronic Delivery of Documents* is amended:

- (1) by repealing paragraph (1);
- (2) by replacing, in paragraph (2), the words “As with documents filed under SEDAR, documents” with the word “Documents”.

**2.** Section 3.3 of the Policy Statement is amended:

- (1) by repealing paragraph (5);
- (2) by deleting, in paragraph (6), “, such as SEDAR,”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-202 RESPECTING PROCESS FOR PROSPECTUS REVIEWS IN MULTIPLE JURISDICTIONS**

1. *Policy Statement 11-202 respecting Process for Prospectus Reviews in Multiple Jurisdictions* is amended by replacing the title of Part 2 with the following:

**“PART 2 DEFINITIONS AND INTERPRETATION”.**

2. Section 2.1 of the Policy Statement is amended by deleting the definition of the expression “Regulation 13-101”.

3. Section 2.2 of the Policy Statement is amended by replacing “Regulation 13-101” with “*Regulation 13-103 respecting System Replacement*”.

4. The Policy Statement is amended by inserting, after section 2.2, the following:

**“2.3 Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 11-102 and this policy statement.”.

5. Section 4.1 of the Policy Statement is amended by deleting the word “electronic”, the words “on SEDAR” and the sentence “If the filer files a prospectus in paper format under Regulation 13-101, the filer should include this information in the cover letter for the prospectus.”.

6. Sections 5.4 and 5.5 of the Policy Statement are amended:

(1) by replacing, in paragraph (1), the words “a first comment letter” with the words “initial comments”;

(2) by deleting, in subparagraph (b) of paragraph (2), the words “on SEDAR”.

7. Section 5.7 of the Policy Statement is amended by replacing the words “comment letter” with the word “comments”.

8. Section 7.2 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (2), the words “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following” with the words “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

9. Section 7.3 of the Policy Statement is amended:

(1) by deleting the words “on SEDAR”;

(2) by replacing the words “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following” with the words “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

**10.** Section 8.2 of the Policy Statement is amended by deleting, in paragraph (1), the words “by letter”.

**11.** Section 10.1 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (2), the words “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following” with the words “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

**12.** The Policy Statement is amended by replacing section 10.3 with the following:

“(1) If a filer files a preliminary prospectus amendment before the principal regulator provides its comments relating to the preliminary prospectus materials, the principal regulator may be unable to complete its review of the preliminary prospectus materials and provide its comments within the time-period indicated in section 5.4(1) or 5.5(1) of this policy statement, as applicable. The principal regulator will use its best efforts to provide its comments on the later of the date that is

(a) in the case of a long form prospectus, five working days after the date of the receipt for the preliminary prospectus amendment and the original due date for the comments; and

(b) in the case of a short form prospectus or a shelf prospectus, three working days after the date of the receipt for the preliminary prospectus amendment and the original due date for the comments.

Similarly, in the case of a dual prospectus, if a filer files a preliminary prospectus amendment before the OSC completes its review under section 5.4(2) or 5.5(2) of this policy statement, the OSC may be unable to complete its review within the relevant time-periods. The OSC will use its best efforts to advise the principal regulator by the later of

(a) the date that is three working days after the date of the receipt for the preliminary prospectus amendment, and

(b) the original due date for advising the principal regulator

of any concerns with the materials that, if left unresolved, would cause it to opt out of the dual review.

“(2) If a filer files a preliminary long form prospectus amendment after the principal regulator has provided its comments,

(a) the principal regulator will use its best efforts to review the materials and provide comments within three working days of the date of the receipt for the preliminary long form prospectus amendment; and

(b) in the case of a dual prospectus, the OSC will use its best efforts to advise the principal regulator, within three working days of the date of the receipt for the preliminary long form prospectus amendment, of any concerns with the materials that, if left unresolved, would cause it to opt out of the dual review.

“(3) If a filer files a preliminary short form prospectus amendment or preliminary shelf prospectus amendment after the principal regulator has provided its comments,

(a) the principal regulator will use its best efforts to review the materials and provide comments within two working days of the date of the receipt for the preliminary short form prospectus amendment or preliminary shelf prospectus amendment; and

(b) in the case of a dual prospectus, the OSC will use its best efforts to advise the principal regulator, within two working days of the date of the receipt for the preliminary short form prospectus amendment or preliminary shelf prospectus amendment, of any concerns with the materials that, if left unresolved, would cause it to opt out of the dual review.

“(4) The time periods in subsections (2) and (3) may not apply in circumstances where it would be more appropriate for the principal regulator and, in the case of a dual prospectus, the OSC, to review the amendment materials at a different stage of the review process. For example, the principal regulator and the OSC may wish to defer reviewing the amendment materials until after receiving and reviewing the filer’s responses to comments already issued on the preliminary prospectus materials.”.

**13.** Section 10.4 of the Policy Statement is amended by replacing the words “issue a comment letter” with the words “provide comments”.

**14.** Section 10.5 of the Policy Statement is amended:

(1) by deleting the words “on SEDAR”;

(2) by replacing the words “the filer provides a letter to the principal regulator with the materials confirming the following” with the words “at the same time as filing the materials, the filer confirms to the principal regulator that”.

**15.** The Policy Statement is amended by replacing the title of Part 12 with the following:

**“PART 12 EFFECTIVE DATE”.**

**16.** Section 12.2 of the Policy Statement is repealed.

**17.** The Policy Statement is amended by deleting, wherever they appear, the words “on SEDAR”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-203 RESPECTING PROCESS FOR EXEMPTIVE RELIEF APPLICATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS**

1. Policy Statement 11-203 respecting Process for Exemptive Relief Applications in Multiple Jurisdictions is amended by replacing the title of Part 2 with the following:

**“PART 2 DEFINITIONS AND INTERPRETATION”.**

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 2.2, the following:

**“2.3 Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 11-102 and this policy statement.”.

3. Section 3.8 of the Policy Statement is amended by repealing paragraph (5).
4. Section 4.2 of the Policy Statement is amended by deleting the words “by letter” and “in the pre-filing”.
5. Section 4.3 of the Policy Statement is amended by deleting, in paragraph (1), the words “in the pre-filing”.
6. Section 4.4 of the Policy Statement is amended by deleting, in paragraph (1), the words “in the pre-filing”.
7. Section 5.1 of the Policy Statement is amended by replacing the words “In its application, the” with the word “The”.
8. Section 5.3 of the Policy Statement is amended:
  - (1) by replacing, in the title, “sections 4.7 and 4.8” with “section 4.7”;
  - (2) by repealing paragraph (2);
  - (3) by deleting, in paragraph (3), “or 4.8” and “and 4.8”;
  - (4) in paragraph (4):
    - (a) by deleting, in subparagraph (a), “or 4.8(1)”;
    - (b) by replacing subparagraph (b) with the following:

“(b) include the date of the decision of the principal regulator for the initial application if the notice is given under section 4.7(1)(c) of Regulation 11-102,”;

(5) in paragraph (6), by deleting “or (2)”.

9. Section 5.5 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“5.5 Filing**

(1) As indicated in section 2.3 of this policy statement, reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 11-102 or this policy statement. A filer should consult the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* to determine whether pre-filing or application materials are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System] at this time.

(2) When pre-filing or application materials are to be transmitted through the [Renewed System], a filer should send the application materials together with the fees to

(a) the principal regulator, in the case of a passport application,

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application,

or

(c) each regulator from which the filer seeks exemptive relief, in the case of a coordinated review application.

(3) When pre-filing or application materials are excluded from being transmitted through the [Renewed System], a filer should send the application materials in paper together with the fees to

(a) the principal regulator, in the case of a passport application,

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application,

or

(c) each regulator from which the filer seeks exemptive relief, in the case of a coordinated review application.

The filer should also provide an electronic copy of the application materials, including the draft decision document, by e-mail. Filing the application concurrently in all required jurisdictions will make it easier for the principal regulator and non-principal regulators, if applicable, to process the application expeditiously. In Ontario, an electronic filing system is available for filing and tracking exemptive relief applications. Filers should file an application in Ontario using that system instead of e-mail.

Filers should send pre-filing and application materials by e-mail using the relevant address or addresses listed below:

British Columbia	<a href="http://www.bcsc.bc.ca">www.bcsc.bc.ca</a> (click on BCSC e-services and follow the steps)
Alberta	<a href="mailto:legalapplications@seccom.ab.ca">legalapplications@seccom.ab.ca</a>
Saskatchewan	<a href="mailto:exemptions@gov.sk.ca">exemptions@gov.sk.ca</a>
Manitoba	<a href="mailto:exemptions.msc@gov.mb.ca">exemptions.msc@gov.mb.ca</a>
Ontario	<a href="https://www.osc.gov.on.ca/filings">https://www.osc.gov.on.ca/filings</a>
Québec	<a href="mailto:Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca">Dispenses-Passeport@lautorite.qc.ca</a>
New Brunswick	<a href="mailto:Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca">Passport-passeport@nbsc-cvmnb.ca</a>
Nova Scotia	<a href="mailto:nsscexemptions@gov.ns.ca">nsscexemptions@gov.ns.ca</a>
Prince Edward Island	<a href="mailto:CCIS@gov.pe.ca">CCIS@gov.pe.ca</a>
Newfoundland and Labrador	<a href="mailto:securitiesexemptions@gov.nl.ca">securitiesexemptions@gov.nl.ca</a>
Yukon	<a href="mailto:Corporateaffairs@gov.yk.ca">Corporateaffairs@gov.yk.ca</a>
Northwest Territories	<a href="mailto:SecuritiesRegistry@gov.nt.ca">SecuritiesRegistry@gov.nt.ca</a>
Nunavut	<a href="mailto:legal.registries@gov.nu.ca">legal.registries@gov.nu.ca</a>

- 10.** Section 5.7 of the Policy Statement is amended:
  - (1) by deleting, in paragraph (1), “, fax number”;
  - (2) by replacing, in paragraph (2), the words “tell the filer, in the acknowledgement,” with the words “notify the filer of”.
- 11.** Section 5.8 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (2), the word “mark” with the word “treat”.
- 12.** Section 7.2 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (1), the word “circulate” with the word “provide”.
- 13.** Section 8.1 of the Policy Statement is amended by deleting, in paragraph (2), “or 4.8(1)(c)”.
- 14.** The Policy Statement is amended by repealing sections 9.2 and 9.3.



**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-206 RESPECTING PROCESS FOR CEASE TO BE A REPORTING ISSUER APPLICATIONS**

1. The title of Part 2 of *Policy Statement 11-206 respecting Process for Cease to be a Reporting Issuer Applications* is amended by inserting, after the word “DEFINITIONS”, the words “AND INTERPRETATION”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 4, the following:

**“Electronic transmission**

4.1. *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under *Regulation 11-102 respecting Passport System* and this policy statement.”.

3. Section 10 of the Policy Statement is amended by repealing paragraph (1).

4. Section 16 of the Policy Statement is amended:

- (1) by deleting, in the text preceding paragraph (a), the words “by letter”;
- (2) by deleting, in paragraph (a), the words “in the pre-filing”.

5. Section 17 of the Policy Statement is amended by deleting, in paragraph (1), the words “in the pre-filing”.

6. Section 22 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (1), the words “In its application, the” with the word “The”.

7. Section 27 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“Filing**

27. A filer should send the application materials together with the fees to

- (a) the principal regulator, in the case of a passport application, or
- (b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application.”.

8. Section 30 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (2), the word “mark” with the word “treat”.

9. Section 34 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (1), the word “circulate” with the word “provide”.

**10.** The title of Part 10 of the Policy Statement is amended by deleting the words “**TRANSITION AND**”.

**11.** Section 40 of the Policy Statement is repealed.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 11-207 RESPECTING FAILURE-TO-FILE CEASE TRADE ORDERS AND REVOCATIONS IN MULTIPLE JURISDICTIONS**

1. Section 3 of *Policy Statement 11-207 respecting Failure-to-File Cease Trade Orders and Revocations in Multiple Jurisdictions* is amended:

- (1) by deleting the definition of the expression “SEDAR”;
- (2) by inserting, after the definition of the expression “principal regulator”, the following:

““[Renewed System]” means [full name of new system];”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 5, the following:

**“Electronic Transmission**

**5.1.** *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this policy statement.”.

3. Section 13 of the Policy Statement is amended by replacing the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

4. Section 16 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (1), the word “circulate” with the word “provide”.

5. Section 19 of the Policy Statement is amended by deleting, in paragraph (2), the words “a copy of”.

6. Section 28 of the Policy Statement is amended by replacing the words “to hold an annual meeting requirement” with the words “to hold an annual meeting”.

7. Section 33 of the Policy Statement is amended by replacing, in subparagraph (e) of paragraph (1), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

8. Section 37 of the Policy Statement is replaced with the following:

**“Filing**

**37.** A filer should send the application materials, including the draft order together with the fees, where applicable, to

- (a) the principal regulator, in the case of a passport application, or

(b) the principal regulator and the OSC, in the case of a dual application.”.

**9.** Section 40 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (2), the word “mark” with the word “treat”.

**10.** Section 45 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (1), the word “circulate” with the word “provide”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 12-202 RESPECTING REVOCATION OF CERTAIN CEASE TRADE ORDERS**

1. Section 2 of *Policy Statement 12-202 respecting Revocation of Certain Cease Trade Orders* is amended:

- (1) by deleting the definition of the expression “SEDAR”;
- (2) by inserting, after the definition of the expression “partial revocation order”, the following:

““[Renewed System]” means [full name of new system];”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 4, the following:

**“Electronic transmission**

**4.1.** *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this policy statement.”.

3. Section 9 of the Policy Statement is amended by replacing the words “to hold an annual meeting requirement” with the words “to hold an annual meeting”.

4. Section 14 of the Policy Statement is amended by replacing, in subparagraph (f) of paragraph (2), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 12-203 RESPECTING MANAGEMENT  
CEASE TRADE ORDERS**

1. Section 2 of *Policy Statement 12-203 respecting Management Cease Trade Orders* is amended by deleting the definition of the expression “SEDAR”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 4, the following:

**“Electronic transmission**

4.1. *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this policy statement.”.

3. Section 9 of the Policy Statement is amended by deleting the words “on SEDAR”.

4. Section 14 of the Policy Statement is amended by deleting, in the paragraph following subparagraph (ii), “then, for the purposes of filing on SEDAR,” and the word “electronic”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (chapter V-1.1, r. 14) is amended by replacing, in Schedule 1 of Appendix A and under the title “**General Instructions**”, the words “**System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)**” with the words “[**Renewed System**]”.
2. Form 41-101F1 of the Regulation is amended, in item 36A.1:
  - (1) by replacing, in subparagraph (ii) of subparagraph (b) of paragraph (3), “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”;
  - (2) by replacing, in paragraph (5), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.
3. Form 41-101F2 of the Regulation is amended by replacing, in item 37.1, “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”.
4. Form 41-101F3 of the Regulation is amended by replacing, in paragraph (1) of item 4.1 and paragraph (2) of item 15.1 of Part B, “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”.
5. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 41-101 RESPECTING GENERAL PROSPECTUS REQUIREMENTS**

**1.** Section 1.2 of *Policy Statement to Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements* is amended by inserting, after paragraph (7), the following:

“(8) **Electronic transmission** – *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

**2.** Section 3.5.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, in paragraph (2), the words “System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)” with the words “[Renewed System]”;

(2) by replacing, in paragraph (3), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**3.** Section 6.5B of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, wherever it appears in paragraph (9), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”;

(2) by replacing, in paragraphs (11) and (12), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**4.** Section 6.12 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraphs (4) and (7), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.



**AMENDMENTS TO *POLICY STATEMENT 41-201 RESPECTING INCOME TRUSTS AND OTHER INDIRECT OFFERINGS***

**1.** *Policy Statement 41-201 respecting Income Trusts and Other Indirect Offerings* is amended by replacing, wherever it appears, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 43-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR MINERAL PROJECTS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

**1.** Section 6.4 of Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects (chapter V-1.1, r. 15) is amended by replacing, in subparagraph (b) of paragraph (1), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**2.** This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 43-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR MINERAL PROJECTS**

1. Section 4.2 of *Policy Statement to Regulation 43-101 respecting Standards of Disclosure for Mineral Projects* is amended:

(1) by replacing, wherever it appears in paragraph (1), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”;

(2) by replacing paragraph (11) with the following:

“(11) **Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy.”.

2. Section 4.3 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (2), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

3. Section 6.1 of the Policy Statement is amended by repealing the second paragraph.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 44-101 RESPECTING SHORT FORM PROSPECTUS DISTRIBUTIONS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions (chapter V-1.1, r. 16) is amended by inserting, after the definition of the expression “permitted supranational agency”, the following:

““[Renewed System]” has the same meaning as in subsection 1(1) of Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*);”.

2. Section 2.2 of the Regulation is amended by replacing paragraph (a) with the following:

“(a) the issuer is required or permitted to file or deliver documents through the [Renewed System];”.

3. Sections 2.3 and 2.6 are amended by replacing, in paragraph (1), subparagraph (a) with the following:

“(a) the issuer is required or permitted to file or deliver documents through the [Renewed System];”.

4. Form 44-101F1 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in item 1.3, “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”;

(2) by replacing, in subparagraph (ii) of subparagraph (b) of paragraph (3) of item 11.6, “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”.

5. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 44-101 RESPECTING  
SHORT FORM PROSPECTUS DISTRIBUTIONS**

**1.** *Policy Statement to Regulation 44-101 respecting Short Form Prospectus Distributions* is amended by inserting, after section 1.9, the following:

**“1.10. Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to Regulation 13-103 respecting System Replacement should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 44-101 and this Policy.”.

**2.** Section 3.1 of the Policy Statement is amended by replacing the words “the issuer’s filer profile for SEDAR” with the words “the issuer’s profile for the [Renewed System]”.

**3.** Section 3.2.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, in paragraph (2), the words “System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)” with the words “[Renewed System]”;

(2) by replacing, in paragraph (3), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 44-102 RESPECTING SHELF DISTRIBUTIONS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 9A.3 of Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions (chapter V-1.1, r. 17) is amended by replacing, in subparagraph (B) of subparagraph (iv) of subparagraph (b) of paragraph (7), “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”.

2. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 44-102 RESPECTING SHELF DISTRIBUTIONS**

**1.** *Policy Statement to Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions* is amended by inserting, after section 1.1, the following:

**“1.1.1. Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 44-102 and this policy.”.

**2.** Section 1.3 of the Policy Statement is amended by replacing the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 44-103 RESPECTING  
POST-RECEIPT PRICING**

**1.** *Policy Statement to Regulation 44-103 respecting Post-Receipt Pricing* is amended by inserting, after section 1.3, the following:

**“1.4. Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.



**REGULATION TO AMEND REGULATION 45-102 RESPECTING RESALE OF SECURITIES**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Regulation 45-102 respecting Resale of Securities (chapter V-1.1, r. 30) is amended by deleting, in section 1.1, the definition of the expression “SEDAR”.
2. The Regulation is amended by deleting, wherever they appear in sections 2.8, 2.11 and 2.12, the words “on SEDAR”.
3. Form 45-102F1 of the Regulation is amended by deleting, in the instructions, the words “electronically through SEDAR”.
4. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-102 RESPECTING  
RESALE OF SECURITIES**

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 45-102 respecting Resale of Securities* is amended by inserting, after paragraph (3), the following:

“(4) **Electronic transmission** – *Regulation 13-103 respecting System Replacement* (*insert reference*) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 45-102 and this policy statement.”.

2. Section 1.16 of the Policy Statement is amended by replacing the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]” and “*Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* and the current CSA SEDAR Filer Manual (including code updates)” with “*Regulation 13-103 respecting System Replacement* and its Policy Statement”.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) is amended:

- (1) by repealing paragraph (a) of the definition of the expression “qualifying issuer”;
- (2) by deleting the definition of the expression “SEDAR filer”.

2. Section 5.2 of the Regulation is amended by repealing paragraph (b).

3. Form 45-106F1 of the Regulation is amended:

- (1) in item 1 under the title “**A. General Instructions**”:

- (a) by replacing the first paragraph with the following:

“An issuer or underwriter that is required to file a report of exempt distribution and pay the applicable filing fee must pay the filing fee and file the information required by this form in the manner and using the templates specified in the [Renewed System], in accordance with Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*).”;

- (b) by replacing the third paragraph with the following:

“In order to determine the applicable filing fee in a particular jurisdiction of Canada, consult the securities legislation of that jurisdiction. The issuer or underwriter must pay the filing fee through the [Renewed System] in accordance with Regulation 13-103 respecting System Replacement.”;

(2) by replacing, in item 1 under the title “**B. Terms used in the form**”, the definition of the expression “SEDAR profile” with the following:

““[Renewed System] profile” means a profile required under section 4 of Regulation 13-103 respecting System Replacement.”;

- (3) in item 5:

- (a) by replacing paragraph (c) with the following:

“[Renewed System] profile number

*Provide the issuer’s [Renewed System] profile number*

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

”;

- (b) by repealing paragraphs (d) to (h);

- (4) by replacing, in item 6, paragraphs (c) to (f) with the following:

“

c) Net asset value (NAV) of the investment fund			
Select the NAV range of the investment fund as of the date of the most recent NAV calculation (Canadian \$).			
<input type="checkbox"/> \$0 to under \$5M	<input type="checkbox"/> \$5M to under \$25M	<input type="checkbox"/> \$25M to under \$100M	
<input type="checkbox"/> \$100M to under \$500M	<input type="checkbox"/> \$500M to under \$1B	<input type="checkbox"/> \$1B or over	Date of NAV calculation: <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> YYYY MM DD

”;

(5) by replacing, in paragraph (h) of item 7, the second paragraph of the instructions with the following:

*“If those materials have not been previously filed with or delivered to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority in those jurisdictions, attach an electronic version.”.*

**4.** Form 45-106F2 of the Regulation is amended by deleting, under the heading **“The Issuer”**, “SEDAR filer? [Yes/No]”.

**5.** Form 45-106F3 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in item 2.2, “SEDAR website at [www.sedar.com](http://www.sedar.com)” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”;

(2) by replacing, in item 2.3, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”;

(3) by deleting, in item 1 of item C of the Instructions for Completing Form 45-106F3, the words “on SEDAR”;

(4) by replacing, in the second paragraph of item 2 of item D of the Instructions for Completing Form 45-106F3, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**6.** Form 45-106F14 of the Regulation is amended by replacing, in item 9, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**7.** Form 45-106F15 of the Regulation is amended by replacing, in item 40, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**8.** This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-106 RESPECTING PROSPECTUS EXEMPTIONS**

1. *Policy Statement to Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions* is amended by inserting, after section 2.1, the following:

**“2.1.01. Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 45-106 and this Policy Statement.”.

2. Section 5.1 of the Policy Statement is amended by replacing paragraph (3) with the following:

**“(3) Electronic filing of Form 45-106F1**

Form 45-106F1 is required to be filed in all CSA jurisdictions through the [Renewed System] in the manner and using the templates specified in the [Renewed System].”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 45-108 RESPECTING  
CROWDFUNDING**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Form 45-108F1 of Regulation 45-108 respecting Crowdfunding (chapter V-1.1, r. 21.02) is amended by replacing, in item 10, “SEDAR website at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.

2. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 45-108 RESPECTING CROWDFUNDING**

1. *Policy Statement to Regulation 45-108 respecting Crowdfunding* is amended by inserting, in the preamble and after the paragraph titled “**Multi-jurisdictional distributions**”, the following:

**“Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

**REGULATION TO AMEND NATIONAL POLICY 46-201: ESCROW FOR INITIAL PUBLIC OFFERINGS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.2 of National Policy 46-201: Escrow for Initial Public Offerings (chapter V-1.1, r. 22) is amended by inserting, after paragraph (3), the following:

“(4) *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this Policy.”.

2. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).



**AMENDMENTS TO NOTICE 47-201 RELATING TO TRADING SECURITIES USING THE INTERNET AND OTHER ELECTRONIC MEANS**

1. The title of *Notice 47-201 Relating to Trading Securities Using the Internet and Other Electronic Means* is replaced with the following:

**“POLICY STATEMENT 47-201 RESPECTING TRADING SECURITIES USING THE INTERNET AND OTHER ELECTRONIC MEANS”.**

2. Section 1.1 of the Notice is amended by replacing the words “the *Notice 47-201 Related to Trading Securities Using the Internet and Other Electronic Means* (the “Notice”)” with the words “this Policy Statement”.

3. The Notice is amended by inserting, after section 1.3, the following:

**“1.4 Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this Policy Statement.”.

4. The Notice is amended by replacing, wherever it appears, the word “notice” with the words “Policy Statement”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 51-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 5.18 of Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities (chapter V-1.1, r. 23) is amended by replacing, in subparagraph (c) of paragraph (2), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.
2. Form 51-101F4 of the Regulation is amended by replacing the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]” and “SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com)” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.
3. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-101 RESPECTING STANDARDS OF DISCLOSURE FOR OIL AND GAS ACTIVITIES**

1. *Policy Statement to Regulation 51-101 respecting Standards of Disclosure for Oil and Gas Activities* is amended by replacing, in the fourth opening paragraph, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 1.4, the following:

**“1.5. Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under Regulation 51-101 and this Policy Statement.”.

3. Section 2.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing “*Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)* and the current CSA “SEDAR Filer Manual”” with “*Regulation 13-103 respecting System Replacement* and its Policy Statement”;

(2) by replacing, wherever it appears, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

4. The Policy Statement is amended by replacing, wherever it appears in sections 2.4 and 5.2, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

## REGULATION TO AMEND REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24) is amended by deleting, in paragraph (1), the definition of the expression “electronic format”.
2. Section 5.8 of the Regulation is amended by replacing, in subparagraph (iii) of subparagraph (b) of paragraphs (3) and (6), “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”.
3. Sections 9.1.1 and 9.1.2 of the Regulation are amended by replacing, wherever it appears, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”, and making the necessary adaptations.
4. Section 9.2 of the Regulation is amended by replacing, in subparagraph (b) of paragraphs (5) and (6), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.
5. Section 12.1 of the Regulation is amended by repealing paragraph (2).
6. Form 51-102F2 of the Regulation is amended:
  - (1) in paragraph (f) of Part 1:
    - (a) by replacing the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”;
    - (b) by replacing “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”;
  - (2) by replacing, in paragraph (1) of item 17.1, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.
7. Form 51-102F5 of the Regulation is amended:
  - (1) by replacing, in paragraph (c) of Part 1, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”;
  - (2) by replacing, in item 16.1 of Part 2, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.
8. The Regulation is amended by replacing, wherever they appear in sections 4.9, 13.3 and 13.4, the words “in electronic format” with the words “electronically”.
9. Forms 51-102F1, 51-102F3 and 51-102F4 of the Regulation are amended by replacing, wherever they appear, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”, and making the necessary adaptations.
10. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE OBLIGATIONS**

1. Section 1.2 of *Policy Statement to Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations* is amended by replacing, in paragraph (2), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

2. The Policy Statement is amended by inserting, after section 1.10, the following:

**“1.11. Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

3. Section 9.2 of the Policy Statement is amended by replacing, in the third paragraph, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

4. The Policy Statement is amended by replacing, wherever it appears in sections 3.9, 6.1, 9.3 and 10.3, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 51-105 RESPECTING ISSUERS QUOTED IN THE U.S. OVER-THE-COUNTER MARKETS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets (chapter V-1.1, r. 24.1) is amended by replacing, wherever they appear in sections 5, 7 and 8, “Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (chapter V-1.1, r. 2)” with “Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*)”.
2. Form 51-105F3A of the Regulation is amended by replacing the words “**System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)**” with the words “[**Renewed System**]”.
3. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 51-105 RESPECTING ISSUERS QUOTED IN THE U.S. OVER-THE-COUNTER MARKETS**

**1.** *Policy Statement to Regulation 51-105 respecting Issuers Quoted in the U.S. Over-the-Counter Markets* is amended by inserting, after section 1, the following:

**“Electronic transmission**

**1.1.** *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”

**2.** Section 5 of the Policy Statement is amended by replacing, wherever it appears, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**AMENDMENTS TO NATIONAL POLICY 51-201: DISCLOSURE STANDARDS**

1. *National Policy 51-201: Disclosure Standards* is amended by inserting, after section 1.1, the following:

**“1.2. Electronic transmission**

(1) *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

(2) The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

(3) To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

(4) Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this policy.”.

2. The National Policy is amended by replacing, wherever it appears in section 6.11 and footnote 23, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.



**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-107 RESPECTING  
ACCEPTABLE ACCOUNTING PRINCIPLES AND AUDITING STANDARDS**

**1.** *Policy Statement to Regulation 52-107 respecting Acceptable Accounting Principles and Auditing Standards* is amended by inserting, after section 1.5, the following:

**“1.5.1. Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-108 RESPECTING AUDITOR OVERSIGHT**

1. *Policy Statement to Regulation 52-108 respecting Auditor Oversight* is amended by inserting, after the section titled “Introduction”, the following:

**“Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 52-109 RESPECTING CERTIFICATION OF DISCLOSURE IN ISSUERS' ANNUAL AND INTERIM FILINGS**

1. *Policy Statement to Regulation 52-109 respecting Certification of Disclosure in Issuers' Annual and Interim Filings* is amended by inserting, after section 1.7, the following:

**“1.8. Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 54-101 RESPECTING  
COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A  
REPORTING ISSUER**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

**1.** Section 1.1 of Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer (chapter V-1.1, r. 29) is amended by inserting, after the definition of the expression “registered holder”, the following:

““[Renewed System]” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*)”.

**2.** The Regulation is amended by replacing, wherever it appears in sections 2.7.1, 2.7.2 and 2.7.4, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**3.** This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 54-101 RESPECTING COMMUNICATION WITH BENEFICIAL OWNERS OF SECURITIES OF A REPORTING ISSUER**

1. *Policy Statement to Regulation 54-101 respecting Communication with Beneficial Owners of Securities of a Reporting Issuer* is amended by inserting, after section 2.7, the following:

**“2.8. Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Sections 5.1 and 5.4 of the Policy Statement are amended by replacing, wherever it appears, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 58-101 RESPECTING DISCLOSURE OF CORPORATE GOVERNANCE PRACTICES**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 1.1 of Regulation 58-101 respecting Disclosure of Corporate Governance Practices (chapter V-1.1, r. 32) is amended by replacing the definition of the expression “SEDAR” with the following:

““[Renewed System]” has the same meaning as in Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*);”.

2. Section 2.3 of the Regulation is amended by deleting the words “on SEDAR”.

3. Form 58-101F1 of the Regulation is amended by replacing, in instruction (5), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

4. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 58-201 TO CORPORATE GOVERNANCE GUIDELINES**

1. *Policy Statement 58-201 to Corporate Governance* is amended by inserting, after section 1.2, the following:

**“1.3. Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this Policy.”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 61-101 RESPECTING PROTECTION OF MINORITY SECURITY HOLDERS IN SPECIAL TRANSACTIONS**

**1.** *Policy Statement to Regulation 61-101 respecting Protection of Minority Security Holders in Special Transactions* is amended by inserting, after section 1.1, the following:

**“1.2. Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to Regulation 13-103 respecting System Replacement should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”



**REGULATION TO AMEND REGULATION 62-104 RESPECTING TAKE-OVER BIDS AND ISSUER BIDS**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Section 3.2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (chapter V-1.1, r. 35) is amended:

(1) by replacing, in paragraph (5), “Regulation 13-101 respecting System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR) (c. V-1.1, r. 2)” with “Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*)”;

(2) by repealing paragraph (6).

2. Form 62-104F1 of the Regulation is amended by replacing, in paragraph (b) of Part 1, “SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com)” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.

3. Form 62-104F2 of the Regulation is amended by replacing, in paragraph (b) of Part 1, “SEDAR at [www.sedar.com](http://www.sedar.com)” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.

4. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT 62-203 RESPECTING TAKE-OVER BIDS  
AND ISSUER BIDS**

1. *Policy Statement 62-203 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids* is amended by inserting, after section 1.1, the following:

**“1.2. Electronic transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under this Policy Statement.”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 71-102 RESPECTING CONTINUOUS DISCLOSURE AND OTHER EXEMPTIONS RELATING TO FOREIGN ISSUERS**

1. *Policy Statement to Regulation 71-102 respecting Continuous Disclosure and Other Exemptions relating to Foreign Issuers* is amended by inserting, after section 1.4, the following:

**“1.5. Electronic Transmission**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 4.1 of the Policy Statement is amended by replacing, wherever it appears, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”, and making the necessary changes.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Form 81-101F1 of Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure (chapter V-1.1, r. 38) is amended by replacing, wherever it appears in Part A, “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”.
2. Form 81-101F2 of the Regulation is amended by replacing, in paragraph (2) of item 24, “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”.
3. This Regulation comes into force on *(indicate here the date of coming into force of this Regulation)*.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-101 RESPECTING MUTUAL FUND PROSPECTUS DISCLOSURE**

1. Section 2.5 of *Policy Statement to Regulation 81-101 respecting Mutual Fund Prospectus Disclosure* is amended by replacing paragraph (1) with the following:

“(1) Section 2.3 of the Regulation distinguishes between documents that are required by securities legislation to be “filed” with the securities regulatory authority or regulator and those that must be “delivered” or “sent” to the securities regulatory authority or regulator. Documents that are “filed” are on the public record. Documents that are “delivered” or “sent” are not necessarily on the public record. *Regulation 13-103 respecting System Replacement* (*insert reference*) prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 2.5.1 of the Policy Statement is amended:

(1) by replacing, in paragraph (2), the words “System for Electronic Document Analysis and Retrieval (SEDAR)” with the words “[Renewed System]”;

(2) by replacing, in paragraph (3), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-102 RESPECTING INVESTMENT FUNDS**

1. *Policy Statement to Regulation 81-102 respecting Investment Funds* is amended by inserting, after Part 2, the following:

**“PART 2.1 ELECTRONIC TRANSMISSION**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy.”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 81-106 RESPECTING INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

1. Sections 5.2 and 5.3 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42) are amended by replacing, wherever it appears, the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.
2. Form 81-106F1 of the Regulation is amended:
  - (1) in Part B:
    - (a) by replacing, in item 1, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”;
    - (b) by replacing, in paragraph (9) of the instructions of item 5, “www.sedar.com” with “[insert website of Renewed System]”;
  - (2) by replacing, in item 1 of Part C, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.
3. This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-106 RESPECTING INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE**

1. *Policy Statement to Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure* is amended by replacing section 1.6 with the following:

**“1.6. Electronic Transmission to a Regulator, except in Québec, or Securities Regulatory Authority**

*Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy.”



**AMENDMENTS TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 81-107 RESPECTING INDEPENDENT REVIEW COMMITTEE FOR INVESTMENT FUNDS**

1. Section 1.1 of *Policy Statement to Regulation 81-107 respecting Independent Review Committee for Investment Funds* is amended by inserting, after paragraph (2), the following:

“3. *Regulation 13-103 respecting System Replacement (insert reference)* prescribes that each document that is required or permitted to be provided to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority must be transmitted to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority electronically through the [Renewed System].

The reference to a document includes any report, form, application, information, material and notice, as well as a copy thereof, and applies to documents that are required or permitted to be filed or deposited with, or delivered, furnished, sent, provided, submitted or otherwise transmitted to, a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

To reflect the phased implementation of the [Renewed System], the Appendix of *Regulation 13-103 respecting System Replacement* sets out securities legislation under which documents are excluded from being filed or delivered in the [Renewed System].

Reference to *Regulation 13-103 respecting System Replacement* should be made when providing any document to a regulator, except in Québec, or securities regulatory authority under the Regulation and this Policy Statement.”.

2. Section 4.4 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (1), the words “SEDAR group profile number” with the words “[Renewed System] profile number”.

3. Section 5.3 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (5), the words “SEDAR group profile number” with the words “[Renewed System] profile number”.

4. Section 6.2 of the Policy Statement is amended by replacing, in paragraph (3), the words “SEDAR group profile number” with the words “[Renewed System] profile number”.

**REGULATION TO AMEND REGULATION RESPECTING DEVELOPMENT CAPITAL INVESTMENT FUND CONTINUOUS DISCLOSURE**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (1), (2) and (34))

**1.** Section 55 of Regulation respecting Development Capital Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 46) is amended by replacing, in paragraph (2), the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”.

**2.** Form F1 of the Regulation is amended by replacing, in item 1 of Parts B and C, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.

**3.** Form F3 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph (7) of the General Instructions:

(a) by replacing the word “SEDAR” with the words “[Renewed System]”;

(b) by replacing “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”;

(2) by replacing, in paragraph (1) of item 19, “SEDAR at www.sedar.com” with “[Renewed System] at [insert website of Renewed System]”.

**4.** This Regulation comes into force on (*indicate here the date of coming into force of this Regulation*).

**Projet de règlement**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331, al. 1, par. 9<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>)

**Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système**

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), que, conformément à l'article 331 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1, le règlement suivant dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au gouvernement pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de sa publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement 13-102 sur les droits relatifs au système*

**Consultation**

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **31 juillet 2019**, en s'adressant à :

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Secrétaire générale  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 4<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Place Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge  
Avocat, Direction des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 2537  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

**Le 2 mai 2019**

## Avis de consultation des ACVM

### Projet de règlement abrogeant et remplaçant le *Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI*

Le 2 mai 2019

#### Introduction

Les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM** ou **nous**) publient pour une consultation de 90 jours des projets de modification (les **projets de modification**) du *Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI* (le **Règlement 13-102**)<sup>1</sup>. Le présent avis devrait être lu en parallèle avec celui des ACVM se rapportant au projet de *Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes* (le **projet de Règlement 13-103**), également publié aujourd'hui.

Les ACVM renouvellent leurs systèmes pancanadiens de dépôt de documents. Le nouveau système (le **système renouvelé**) remplacerait ce qui suit :

- les systèmes pancanadiens existants des ACVM (les **systèmes existants**), dont le Système électronique de données, d'analyse et de recherche (**SEDAR**), le Système électronique de déclaration des initiés (**SEDI**) et la Base de données nationale d'inscription (**BDNI**);
- divers systèmes locaux de dépôt de documents.

Lors de l'élaboration du système renouvelé, les ACVM ont revu les droits relatifs au système qui seraient payables par les participants au marché pour le dépôt de certains dossiers. Elles proposent donc de réviser le Règlement 13-102, principalement la structure de ces droits qui y est prévue. Ainsi, selon les projets de modification :

- les droits relatifs au système continueraient d'être fixés selon le principe du recouvrement des coûts;
- le total des droits relatifs au système perçus par les ACVM devrait baisser.

Il est à noter que les droits relatifs au système sont distincts des droits de dépôt réglementaire que les utilisateurs doivent acquitter dans une province ou un territoire donné.

<sup>1</sup> Bien que la Commission des valeurs mobilières du Manitoba ne participe pas à ce projet, elle participe au régime de droits relatifs au système du fait du *Règlement 158/2013* pris en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*. On s'attend à ce que les projets de modification soient transposés en modifications correspondantes de ce règlement.

Les projets de modification sont structurés en tant qu'abrogation et que remplacement (le **projet de Règlement 13-102**) du Règlement 13-102. Le cas échéant, des renseignements d'intérêt local sont publiés en annexe au présent avis.

Le présent avis peut être consulté sur les sites Web des membres des ACVM, dont les suivants :

www.lautorite.qc.ca  
 www.albertasecurities.com  
 www.bcsc.bc.ca  
 nssc.novascotia.ca  
 www.fcnb.ca  
 www.osc.gov.on.ca  
 www.fcaa.gov.sk.ca  
 www.mbsecurities.ca

### Contexte

En 2013, le Règlement 13-102 a été mis en œuvre pour remplacer les barèmes de frais d'utilisation établis dans le Manuel du déposant SEDAR et le Manuel de l'utilisateur de la BDNI. Sa mise en œuvre a réduit certains droits exigibles afin de refléter les économies réalisables en fonction des tendances observées en matière de dépôts, mais elle n'a eu aucune incidence sur la structure des droits, qui est demeurée inchangée depuis l'introduction des barèmes de droits en 1997, dans le cas de SEDAR, et en 2003, dans le cas de la BDNI.

Le système renouvelé vise les objectifs suivants :

- accepter la plupart des dossiers et documents exigés par la législation en valeurs mobilières;
- être sécuritaire et facile à utiliser;
- être moins coûteux à exploiter et à modifier.

Le système renouvelé devrait être livré par phases à compter du début de 2021. La première (la **phase 1**) consistera à remplacer SEDAR, la Base de données des interdictions d'opérations sur valeurs (la **Base de données des IOV**), la Liste des personnes sanctionnées ainsi que certains dépôts effectués au moyen du système eServices de la Columbia Securities Commission et de l'Electronic Filing Portal de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

Les obligations applicables aux initiés (SEDI), aux personnes inscrites (BDNI), aux entités réglementées comme les bourses et les organismes d'autoréglementation, de même qu'aux participants au marché des dérivés, seront traitées lors des phases ultérieures.

### Objet

Parallèlement au renouvellement des systèmes, les ACVM proposent de revoir les droits relatifs

au système afin qu'ils correspondent aux coûts de fonctionnement projetés des systèmes pancanadiens et en prévision de développements ou d'améliorations futurs. Ces modifications visent les objectifs suivants :

- diminuer de 1,7 million de dollars les produits annuels tirés des droits relatifs au système;
- réduire au minimum les modifications des droits à payer, particulièrement dans le cas des petits déposants;
- simplifier le barème de droits en adoptant des droits fixes et en éliminant certains;
- instaurer des droits pour les nouveaux services significatifs.

Sous réserve de la mesure transitoire prévue à l'égard des courtiers et des conseillers internationaux à l'article 7 du projet de Règlement 13-102, les projets de modification sont censés entrer en vigueur au cours de la phase 1.

### **Objet des projets de modification**

Les projets de modification consisteraient à remplacer les droits à payer aux autorités principales et autres par des droits fixes pour chaque type de dossier (le **barème de droits fixes**) versés uniquement à l'autorité principale du déposant. Cette modification simplifie substantiellement le régime de droits relatifs au système. En outre, les droits applicables à certains types de dossiers seraient éliminés et de nouveaux droits seraient introduits, tel qu'il est exposé ci-après. Les droits augmenteraient dans certains cas (ou seraient instaurés) et diminueraient dans d'autres, principalement en fonction des tendances de dépôt et du volume d'utilisation. On projette une baisse d'environ 1,7 million de dollars (7 %) du total des droits relatifs au système perçus par les ACVM.

### **Résumé du projet de Règlement 13-102**

#### *i) Barème de droits fixes*

La majorité des droits relatifs aux systèmes actuels reposent sur le nombre de territoires dans lesquels les participants au marché déposent des dossiers. Les projets de modification reflèteraient plutôt un barème de droits fixes qui rapprocherait mieux les droits exigibles des utilisateurs avec les coûts prévus par les ACVM pour exploiter le système renouvelé, d'après l'utilisation prévue du système par les participants au marché. Un tel barème offrirait une simplicité administrative nettement améliorée tant aux participants au marché qu'aux ACVM.

#### *ii) Élimination de certains droits relatifs aux systèmes actuels*

Nous proposons d'éliminer les droits relatifs aux systèmes associés à certains types de dossiers, ce qui réduit les coûts et simplifie la perception des droits dans certains cas. Voici les types de dossiers et les droits connexes que nous proposons de supprimer du Règlement 13-102 :

- Prospectus – Placement à l'extérieur du Québec;
- Inscription d'une personne physique dans un autre territoire;

- Opération avec une personne reliée;
- Opération de fermeture.

Les utilisateurs de SEDAR paient actuellement des frais uniques pour la création d'un profil dans ce système. Nous proposons de n'imposer aucuns frais pour la création d'un profil dans le système renouvelé.

*iii) Harmonisation des droits pour des dossiers similaires et introduction de droits pour de nouveaux types de dossiers*

En vertu de la rubrique 2 de l'Annexe A du projet de Règlement 13-102, les courtiers et les conseillers internationaux auraient à payer de nouveaux droits relatifs au système pour le dépôt d'un avis de recours à la dispense d'inscription à ce titre qui est prévue par le *Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites* (le **Règlement 31-103**). Toutefois, ils ne seront tenus de déposer ce document au moyen du système renouvelé que lors d'une phase ultérieure. Le paragraphe 2 de l'article 7 prévoit des dispositions transitoires de sorte qu'ils acquitteront les droits relatifs au système à compter de ce moment-là. Aucun droit n'est actuellement payable à l'égard de ce document.

Les rubriques 13 et 14 de l'Annexe A du projet de Règlement 13-102 introduiraient également des droits relatifs au système pour un « dépôt préalable » ou une « demande » transmis au moyen du système renouvelé. Les expressions « dépôt préalable » et « demande » reçoivent au début de l'Annexe A une définition large qui englobe les demandes de dispense, mais non les profils de déposant. Toutefois, les droits prévus à la rubrique 14 sont nuls s'ils se rapportent à un dépôt préalable à l'égard duquel des droits ont déjà été payés conformément à la rubrique 13.

L'imposition de droits relatifs au système pour toutes les demandes est en phase avec l'obligation actuelle d'acquitter de tels droits pour les demandes de dispenses liées au dépôt d'un prospectus ou au *Règlement 81-102 sur les fonds d'investissement*. Par exemple, une fois ses activités incluses dans le système renouvelé, la personne inscrite souhaitant obtenir une dispense d'une obligation d'inscription déposerait sa demande au moyen du système renouvelé et paierait les droits connexes.

Lorsque le système renouvelé sera en place, il y aura dans tous les territoires l'obligation de l'utiliser pour le dépôt de la déclaration prévue à l'Annexe 45-106A1, *Déclaration de placement avec dispense*, et de payer des droits relatifs au système à cet égard. Actuellement, il est exigé dans la plupart d'entre eux de déposer cette déclaration au moyen de SEDAR et de payer des droits relatifs au système connexes, sauf en Colombie-Britannique et en Ontario, où son dépôt doit se faire au moyen de systèmes de dépôts locaux sans paiement de pareils droits.

Les nouveaux dépôts susmentionnés représentent de nouvelles activités significatives pour le système renouvelé.

#### *iv) Dispositions transitoires*

Les projets de modification en général entreraient en vigueur pendant la phase 1, mais, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, les nouveaux droits relatifs au système applicables aux courtiers et aux conseillers internationaux déposant des avis de recours à une dispense d'inscription à ce titre n'entreraient en vigueur qu'ultérieurement.

Étant donné que la BDNI ne sera pas remplacée durant la phase 1, le paragraphe 1 de l'article 7 prévoit que tous les droits relatifs au système que doivent acquitter les personnes inscrites à l'égard de leurs obligations continueront d'être payés par l'entremise de la BDNI jusqu'à ce que le projet de Règlement 13-103 exige que les dépôts et les renouvellements effectués au moyen de la BDNI le soient au moyen du système renouvelé.

#### **Dispositions connexes du projet de Règlement 13-103 – détermination de l'autorité principale**

En vertu du projet de Règlement 13-102, le déposant doit payer les droits relatifs au système à son « autorité principale », au sens de l'article 5. Le projet de Règlement 13-103 préciserait la façon dont cette autorité principale serait déterminée à cette fin. L'approche préconisée dans le projet de Règlement 13-103 concorde avec celle du *Règlement 11-102 sur le régime de passeport*.

#### **Coûts et avantages prévus**

La mise en œuvre des projets de modification favoriserait l'équité et l'efficacité des marchés des capitaux. Comme dans le cas des systèmes actuels des ACVM, l'accès équitable au système renouvelé est essentiel à la participation aux marchés. En effet, les participants au marché sont tenus par la législation en valeurs mobilières canadienne de satisfaire à une série d'obligations de dépôt ou d'envoi de documents. Les droits relatifs au système à payer à cet égard devraient être fonction de l'usage du système.

Lors de la révision des droits relatifs au système, nous avons examiné les répercussions possibles de leur mise à jour sur les participants de chaque segment du marché. Tel que nous l'avons mentionné, les coûts pour les participants au marché utilisant le système renouvelé baisseraient d'environ 7 % dans l'ensemble. Les ACVM projettent que les droits relatifs au système diminueront ou demeureront les mêmes pour quelque 45 % des participants au marché. Dans le cas de ceux dont les droits à payer augmenteraient, cette hausse serait principalement attribuable aux nouveaux dépôts effectués dans le système renouvelé. Par ailleurs, approximativement 34 % des participants au marché verraient un accroissement d'au plus 100 \$ de leurs droits, largement en raison des nouveaux droits pour les déclarations de placement avec dispense. Enfin, à peu près 20 % des participants connaîtraient des majorations d'au plus 1 000 \$, en grande partie à cause des droits applicables aux dépôts préalables et à d'autres demandes, ainsi que des dépôts, par les courtiers et les conseillers internationaux, d'avis de recours à la dispense d'inscription à ce titre en vertu du Règlement 31-103. Seul 1 % des déposants devraient subir des hausses supérieures à 1 000 \$.



Les répercussions du barème de frais fixes sur les divers groupes de participants au marché ont également été réduites le plus possible. Par exemple, la société qui inscrit des conseillers dans un seul territoire verrait ses droits relatifs au système augmenter, à l'inverse de celle qui le fait dans deux territoires. De même, ces droits diminueraient dans le cas des émetteurs autres que des fonds d'investissement qui sont émetteurs assujettis dans plus d'un territoire.

### **Solutions de rechange envisagées**

Aucune solution de rechange aux projets de modification n'a été envisagée.

### **Documents non publiés**

Pour rédiger les projets de modification, nous ne nous en sommes remis à aucune étude, à aucun rapport ni à aucun autre document importants non publiés.

### **Consultation**

Les intéressés sont invités à commenter tous les aspects des projets de modification.

Prière de présenter vos commentaires par écrit au plus tard le 31 juillet 2019 sur support papier ou électronique. Si vous ne les envoyez pas par courrier électronique, veuillez les fournir sur CD (format Microsoft Word).

Certains membres des ACVM exigent la publication des commentaires écrits reçus pendant la période de consultation. Par conséquent, nous invitons les intervenants à ne pas inclure de renseignements personnels directement dans les commentaires à publier. Il importe qu'ils précisent en quel nom leur mémoire est présenté.

Veuillez adresser vos commentaires aux membres des ACVM, comme suit :

British Columbia Securities Commission  
 Alberta Securities Commission  
 Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 Autorité des marchés financiers  
 Commission des services financiers et des services aux consommateurs, Nouveau-Brunswick  
 Nova Scotia Securities Commission  
 Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Île-du-Prince-Édouard  
 Superintendent of Securities, Terre-Neuve-et-Labrador  
 Surintendant des valeurs mobilières, Territoires du Nord-Ouest  
 Surintendant des valeurs mobilières du Yukon  
 Surintendant des valeurs mobilières, Nunavut

Veillez **n'**envoyer vos commentaires **qu'**aux adresses suivantes, et ils seront acheminés aux autres membres des ACVM.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
 Secrétaire générale  
 Autorité des marchés financiers  
 800, rue du Square-Victoria, 4<sup>e</sup> étage  
 C.P. 246, Place Victoria  
 Montréal (Québec) H4Z 1G3  
 Télécopieur : 514 864-6381  
 Consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary  
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
 20 Queen Street West  
 22<sup>nd</sup> Floor  
 Toronto (Ontario) M5H 3S8  
 Télécopieur : 416 593-2318  
 comments@osc.gov.on.ca

### Questions

Si vous avez des commentaires ou des questions, veuillez communiquer avec l'un des membres du personnel des ACVM ci-dessous.

*Autorité des marchés financiers*  
 Mathieu Laberge  
 Avocat  
 Direction des affaires juridiques  
 514 395-0337, poste 2537  
 1 877 525-0337, poste 2537  
 mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

*Alberta Securities Commission*  
 Elizabeth Coape-Arnold  
 Legal Counsel  
 403 297-2050  
 Elizabeth.Coape-Arnold@asc.ca

*British Columbia Securities Commission*  
 David M. Thompson  
 General Counsel  
 604 899-6537  
 dthompson@bcsc.bc.ca

Noreen Bent  
 Manager  
 Corporate Finance Legal Services  
 604 899-6741  
 nbent@bcsc.bc.ca

*Commission des valeurs mobilières  
de l'Ontario*  
Simon Thompson  
Senior Legal Counsel  
General Counsel's Office  
416 593-8261  
sthompson@osc.gov.on.ca

**RÈGLEMENT 13-102 SUR LES DROITS RELATIFS AU SYSTÈME**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331, al. 1, par. 9<sup>o</sup> et 12<sup>o</sup>)

**Définitions**

1. 1) Dans le présent règlement, on entend par :

« autorité principale » : l'autorité principale déterminée conformément à l'article 5 du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*);

« droits relatifs au système » : les droit prévus à l'Annexe A ou B;

« notice annuelle » : une notice annuelle au sens du Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue (chapitre V-1.1, r. 24) ou pour l'application de la partie 9 du Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement (chapitre V-1.1, r. 42);

« offre publique d'achat » : une offre publique d'achat visée par la partie 2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat (chapitre V-1.1, r. 35);

« offre publique de rachat » : une offre publique de rachat visée par la partie 2 du Règlement 62-104 sur les offres publiques d'achat et de rachat;

« personne physique inscrite » : la personne physique qui remplit l'une des conditions suivantes :

- a) elle demande l'inscription;
- b) elle demande le rétablissement de son inscription;
- c) elle demande la réactivation de son inscription;
- d) elle renouvelle son inscription;

« prospectus préalable » : un prospectus déposé en vertu du Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable (chapitre V-1.1, r. 17).

2) Dans le présent règlement, chaque expression visée dans la colonne 1 du tableau suivant s'entend au sens du règlement indiqué en vis-à-vis dans la colonne 2 :

<b>Colonne 1</b> <b>Expression définie</b>	<b>Colonne 2</b> <b>Règlement</b>
document	Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes
notice de placement de droits	Article 2.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21)
prospectus ordinaire	Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus (chapitre V-1.1, r. 14)
prospectus provisoire RIM	Norme canadienne 71-101, Régime d'information multinational (chapitre V-1.1, r. 36)
prospectus simplifié	Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus
société parrainante	Règlement 33-109 sur les renseignements concernant l'inscription (chapitre V-1.1, r. 12), dans l'Annexe 33-109A4
[système renouvelé]	Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes
texte relatif aux sociétés de capital de démarrage	Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus

**Dispositions inconciliables**

2. Les dispositions du présent règlement prévalent sur toute disposition inconciliable du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*).

**Droits relatifs au système payables pour chaque transmission**

3. 1) La personne visée dans la colonne A de l'Annexe A qui transmet un dossier du type indiqué dans la colonne B de cette annexe verse à son autorité principale les droits relatifs au système prévus dans la colonne C de cette annexe.

2) Le paragraphe 1 ne s'applique que si l'autorité en valeurs mobilières dans le territoire intéressé est l'autorité principale de la personne.

**Droits relatifs au système payables annuellement pour chaque personne physique inscrite**

4. Le 31 décembre de chaque année, la société parrainante paye, pour chacune de ses personnes physiques inscrites, les droits relatifs au système prévus dans la colonne C de l'Annexe B à l'autorité en valeurs mobilières dans le territoire intéressé si, à cette date, celle-ci est l'autorité principale de la personne physique inscrite.

**Moyens de paiement**

5. Les droits relatifs au système sont payés au moyen du [système renouvelé].

**Dispense**

6. 1) L'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta et en Ontario, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

**Dispositions transitoires**

7. 1) Malgré l'article 5, les droits relatifs au système à payer en vertu de la rubrique 1 de l'Annexe A et en vertu de l'Annexe B doivent l'être au moyen de la BDNI, au sens du Règlement 31-102 sur la Base de données nationale d'inscription (chapitre V-1.1, r. 9), jusqu'à ce que le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes (*insérer la référence*) exige que les dossiers visés à la rubrique 1 de l'Annexe A et le dossier visé à l'Annexe B soient transmis au moyen du [système renouvelé].

2) Malgré l'article 3, les droits relatifs au système à payer en vertu de la rubrique 2 de l'Annexe A sont nuls jusqu'à ce que le Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes exige que les dossiers visés à cette rubrique soient transmis au moyen du [système renouvelé].

**ANNEXE A**  
**DROITS RELATIFS AU SYSTÈME**  
**(Article 3)**

Dans la présente annexe, on entend par :

« demande » : une demande de décision de l'agent responsable, sauf au Québec, ou de l'autorité en valeurs mobilières, transmise au moyen du [système renouvelé], à l'exclusion d'un dépôt préalable;

« dépôt préalable » : une demande de consultation adressée à l'autorité principale à propos de l'application générale de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières ou de leur application à une opération ou question particulière ou envisagée.

<b>Rubrique</b>	<b>Colonne A Personne tenue de déposer</b>	<b>Colonne B Type de dossier</b>	<b>Colonne C Droits relatifs au système</b>
1	Société parrainante – à l'égard d'une personne physique inscrite	Demande d'inscription, de rétablissement de l'inscription ou de réactivation de l'inscription	86 \$
2	Courtier international ou conseiller international	Avis annuel de recours à la dispense d'inscription à titre de courtier ou à la dispense d'inscription à titre de conseiller	350 \$
3	Fonds d'investissement qui est émetteur assujéti	États financiers annuels	525 \$
4	Fonds d'investissement	Prospectus ordinaire provisoire  Prospectus simplifié provisoire ou projet de prospectus simplifié, notice annuelle et aperçu du fonds transmis ensemble avec un prospectus provisoire ou un projet de prospectus	2 200 \$, soit le total pour l'ensemble du dossier déposé, dans le cas où la notice annuelle et le prospectus simplifié portent sur les titres de plus d'un fonds d'investissement
5	Émetteur assujéti autre qu'un fonds d'investissement	États financiers annuels	765 \$
6	Émetteur assujéti, autre qu'un fonds d'investissement, non admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle	430 \$
7	Fonds d'investissement non admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle si elle n'est pas transmise avec un prospectus simplifié provisoire ou un projet de prospectus simplifié	430 \$
8	Émetteur assujéti admissible au régime du prospectus simplifié	Notice annuelle	2 530 \$
9	Émetteur autre qu'un fonds d'investissement	Projet de prospectus provisoire  Prospectus provisoire déposé en vertu d'un texte	950 \$

Rubrique	Colonne A Personne tenue de déposer	Colonne B Type de dossier	Colonne C Droits relatifs au système
		relatif aux sociétés de capital de démarrage	
		Prospectus simplifié provisoire, prospectus préalable provisoire ou prospectus provisoire RIM	1 500 \$
10	Tous les déposants	Note d'information relative à une offre publique d'achat ou à une offre publique de rachat	350 \$
11	Émetteur autre qu'un fonds d'investissement	Notice de placement de droits	1 500 \$
12	Tous les déposants	Déclaration de placement avec dispense	40 \$
13	Tous les déposants	Dépôt préalable transmis au moyen du [système renouvelé]	350 \$
14	Tous les déposants	Demande à transmettre au moyen du [système renouvelé] en vertu du Règlement 13-103 sur le remplacement des systèmes : <i>a)</i> si un dépôt préalable visé à l'article 13 a été transmis à l'égard de la demande; <i>b)</i> dans tout autre cas.	0 \$  350 \$

**ANNEXE B**  
**DROITS RELATIFS AU SYSTÈME**  
**(Article 4)**

<b>Colonne A</b> <b>Personne tenue de déposer</b>	<b>Colonne B</b> <b>Type de dossier</b>	<b>Colonne C</b> <b>Droits relatifs au système</b>
Société parrainante – à l'égard de chaque personne physique inscrite qu'elle parraine	Renouvellement de l'inscription annuelle	86 \$



**Draft Regulation**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331, pars. (9) and (12))

**Regulation 13-102 respecting System Fees**

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 331 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, the following Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Government for approval, with or without amendment, after 90 days have elapsed since its publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation 13-102 respecting System Fees.*

**Request for comment**

Comments regarding the above may be made in writing by **July 31, 2019**, to the following:

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, square Victoria, 4<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Place Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax: (514) 864-6381  
E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

**Further information**

Further information is available from:

Mathieu Laberge  
Legal Counsel, Legal Affairs  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337 ext.2537  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[mathieu.laberge@lautorite.qc.ca](mailto:mathieu.laberge@lautorite.qc.ca)

**May 2, 2019**

## CSA Notice of Consultation

### Proposed Repeal and Replacement of *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD*

May 2, 2019

#### Introduction

The Canadian Securities Administrators (the **CSA** or **we**) are publishing for a 90-day comment period draft amendments (the **Proposed Amendments**) to *Regulation 13-102 respecting System Fees for SEDAR and NRD* (**Regulation 13-102**).<sup>1</sup> This notice should be read together with the CSA notice relating to draft *Regulation 13-103 respecting System Replacement* (**Draft Regulation 13-103**), which is also being published today.

The CSA is renewing its national records filing systems. A new system (the **Renewed System**) would replace:

- existing CSA national systems (**Existing CSA Systems**) including the System for Electronic Document Analysis and Retrieval (**SEDAR**), the System for Electronic Disclosure by Insiders (**SEDI**) and the National Registration Database (**NRD**), and
- various local records filing systems.

In connection with the development of the Renewed System, the CSA has reviewed system fees for specified filings made by market participants. As a result of this review, the CSA proposes to revise Regulation 13-102, primarily to change the structure of the system fees provided by Regulation 13-102. Under the Proposed Amendments,

- system fees would continue to be established on a cost-recovery basis, and
- the total system fees collected by the CSA are projected to decline.

We note that system fees are separate from any regulatory fees users must pay in any province or territory.

The Proposed Amendments are structured as a repeal and replacement (**Draft Regulation 13-102**) of Regulation 13-102. An annex to this notice contains local information, where applicable.

This notice is available on the websites of CSA jurisdictions, including:

<sup>1</sup> While the Manitoba Securities Commission is not a participant in Regulation 13-102, it is a participant in the system fee regime as a result of Regulation 158/2013 under *The Securities Act* (Manitoba). It is anticipated that the Proposed Amendments would be reflected in corresponding changes to Regulation 158/2013.

www.lautorite.qc.ca  
www.albertasecurities.com  
www.bcsc.bc.ca  
nssc.novascotia.ca  
www.fcncb.ca  
www.osc.gov.on.ca  
www.fcaa.gov.sk.ca  
www.mbsecurities.ca

## Background

In 2013, Regulation 13-102 was adopted to replace the filing service charge schedules under the SEDAR Filer Manual and the NRD User Guide. Adopting Regulation 13-102 reduced some fee rates to reflect cost saving opportunities based on filing patterns but retained the fee structure. The fee structure has remained unchanged since the fee models were implemented in 1997 for SEDAR and in 2003 for NRD.

The Renewed System is intended to

- accept most securities law filings and documents,
- be secure and easy to use, and
- be more cost-effective to operate and change.

This Renewed System is projected to be delivered in phases starting in early 2021. The first phase (**Phase 1**) will replace SEDAR, the Cease-Trade Order (CTO) Database, the Disciplined List and certain filings in the British Columbia Securities Commission eServices system and the Ontario Securities Commission Electronic Filing Portal.

Requirements applicable to insiders (SEDI), registrants (NRD), regulated entities such as exchanges and self-regulatory organizations, and derivatives market participants will be addressed in future phases.

## Purpose

In conjunction with the systems renewal, the CSA is proposing to revise system fees to align them to projected national systems operating costs and to provide for future developments and enhancements. The changes are designed to

- reduce annual system fee revenue by \$1.7 million,
- minimize fee changes, especially for smaller filers,
- simplify the fee design by adopting flat fees and eliminating some fees, and
- add new fees for significant new services.

Subject to a transitional measure relating to international dealers and advisers in section 7 of Draft Regulation 13-102, the Proposed Amendments are expected to come into force with Phase 1.

## Substance of the Proposed Amendments

The Proposed Amendments would replace principal and non-principal regulator fees with flat fees per filing type (**flat fee design**) paid only to a filer's principal regulator. This change substantially simplifies the system fee regime. Further, system fees for certain filing types would be removed, while some new fees for filing types would be introduced, as described below. System fees will rise in some cases (or be newly created) and fall in other cases, based primarily on filing behaviour and volume of use. Total system fees collected by the CSA are projected to decline by approximately \$1.7 million (7%).

## Summary of Draft Regulation 13-102

### *(i) Flat fee design*

Currently, the majority of system fees are based on the number of jurisdictions with which market participants file. The Proposed Amendments would instead reflect a flat fee design. This flat fee design would better align system fees that users must pay with the CSA's anticipated costs to operate the Renewed System, based on market participants' expected system usage. A flat fee design offers significantly improved administrative simplicity for both market participants and the CSA.

### *(ii) Eliminating certain system fees*

We are proposing to eliminate system fees associated with certain filing types, which reduces costs and simplifies the system fees levied in some areas. The filing types and their related fees that we propose to remove from Regulation 13-102 are as follows:

- Prospectus – Distribution outside Quebec;
- Registration of an individual in an additional jurisdiction;
- Related Party Transaction Filings;
- Going Private Transaction Filings.

SEDAR users currently pay a one-time charge for creating a profile in SEDAR. We are proposing not to have any charge for creating a profile in the Renewed System.

### *(iii) Harmonizing system fees for similar filings and introducing system fees for new filing types*

Under Item 2 of Appendix A of Draft Regulation 13-102, international dealers and advisers would pay a new system fee for filing a notice of reliance on the international dealer or adviser registration exemption in *Regulation 31-103 respecting Registration Requirements, Exemptions and Ongoing Registrant Obligations* (**Regulation 31-103**). However, international dealers and advisers will not be required to file this document using the Renewed System until a future phase. Subsection 7(2) provides for a transition so that international dealers and advisers pay the system fee starting at that time. This document is not currently subject to a system fee.

Items 13 and 14 of Appendix A of Draft Regulation 13-102 also would provide new system fees for a “pre-filing” or “application” transmitted through the Renewed System. “Pre-filing” and “application” are defined broadly at the beginning of Appendix A. Both definitions include applications for exemptions, but do not cover filer profiles. However, a system fee under Item 14 is nil if it relates to a pre-filing for which a system fee has already been paid under Item 13.

Requiring a system fee for all applications aligns with the existing requirement to pay a system fee for applications for exemptions sought in connection with a prospectus filing or exemptions relating to *Regulation 81-102 respecting Investment Funds*. This means, for example, that once registrant activities are included in the Renewed System, a registrant that requires an exemption from a registration requirement would file that application for an exemption through the Renewed System and would pay a system fee for filing that application.

Under the Renewed System, all jurisdictions will require reports of exempt distribution (Form 45-106F1 *Report of Exempt Distribution*) to be filed through the Renewed System and filers to pay a system fee. Today, most jurisdictions require that form to be filed on SEDAR and to pay a system fee, while British Columbia and Ontario currently require that form to be filed using local filing systems and do not require a system fee.

The above-noted new filings represent significant new activities to be handled by the Renewed System.

*(iv) Transitional provision*

While the Proposed Amendments generally would become effective as part of Phase 1, as noted above new system fees for international dealers and advisers filing notices of reliance on an international dealer or adviser registration exemption would not come into effect until after Phase 1.

Since the replacement for NRD will not be part of Phase 1, subsection 7(1) provides that all system fees relating to a registrant requirement that are required to be paid by registrants will continue to be paid through NRD until Draft Regulation 13-103 requires filings and renewal through NRD to be made through the Renewed System.

**Related Provisions under Draft Regulation 13-103 – determination of principal regulator**

Under Draft Regulation 13-102, system fees are to be paid to a filer’s “principal regulator”, as defined in section 5 of Draft Regulation 13-103. Draft Regulation 13-103 would clarify how a filer’s principal regulator is determined for the purposes of system fees. The approach taken in Draft Regulation 13-103 aligns with the approach taken today in *Regulation 11-102 respecting Passport System*.

**Anticipated Costs and Benefits**

Adopting the Proposed Amendments would support fostering fair and efficient capital markets. Accessing the Renewed System in a fair manner, as with the Existing CSA Systems, is a critical

aspect of participation in the markets. Market participants must meet a range of requirements to file or deliver records to comply with Canadian securities laws. The system fees for meeting these requirements should reflect the usage of the system.

In developing the updated system fees, we considered how the updated fees would impact market participants within each market segment. As noted previously, costs to market participants who use the Renewed System would be reduced overall about 7%. CSA projects that system fees will decrease or remain the same for about 45% of market participants. Those market participants that would experience fee increases would do so primarily due to new filings performed in the Renewed System. About 34% of market participants would see increases up to \$100 largely because of the proposed fees for exempt distribution reports. About 20% of market participants would see increases up to \$1,000 largely because of fees for pre-filings and other applications, and because of international dealers or advisers who are filing a notice indicating they are relying on the international dealer or adviser registration exemption in Regulation 31-103. Only 1% of filers are projected to see increases over \$1,000.

The impact on any one group of market participants because of a flat fee design has also been minimized to the greatest extent possible. For example, a firm that is registering advisers in only one jurisdiction would see its system fee increase, while firms registering advisers in two jurisdictions or more would see their system fees decrease. Similarly, non-investment fund issuers who are reporting issuers in more than one jurisdiction would see their system fees decrease.

### **Alternatives Considered**

No alternatives to rule changes were considered.

### **Unpublished Materials**

The Proposed Amendments do not rely on any significant unpublished study, report, or other material.

### **Request for Comments**

We welcome your comments on all aspects of the Proposed Amendments.

Please submit your comments in writing on or before July 31, 2019. You may provide written comments in hard copy or electronic form. If you are not sending your comments by email, please send a CD containing the submissions (in Microsoft Word format).

Certain CSA regulators require publication of the written comments received during the comment period. Therefore, you should not include personal information directly in comments to be published. It is important that you state on whose behalf you are making the submission.

Please address your submission to all of the CSA as follows:

British Columbia Securities Commission  
Alberta Securities Commission  
Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan  
Manitoba Securities Commission  
Ontario Securities Commission  
Autorité des marchés financiers  
Financial and Consumer Services Commission, New Brunswick  
Nova Scotia Securities Commission  
Superintendent of Securities, Department of Justice and Public Safety, Prince Edward Island  
Superintendent of Securities, Newfoundland and Labrador  
Superintendent of Securities, Northwest Territories  
Superintendent of Securities, Yukon  
Superintendent of Securities, Nunavut

Deliver your comments **only** to the addresses below. Your comments will be distributed to the other participating CSA regulators.

M<sup>e</sup> Anne-Marie Beaudoin  
Corporate Secretary  
Autorité des marchés financiers  
800, rue du Square-Victoria, 4<sup>e</sup> étage  
C.P. 246, Place Victoria  
Montréal (Québec) H4Z 1G3  
Fax : 514-864-6381  
Consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

The Secretary  
Ontario Securities Commission  
20 Queen Street West  
22nd Floor  
Toronto, Ontario M5H 3S8  
Fax: 416-593-2318  
comments@osc.gov.on.ca

## Questions

If you have any comments or questions, please contact any of the CSA staff listed below:

*Autorité des marchés financiers*  
Mathieu Laberge  
Legal Counsel  
Legal Affairs  
514 395-0337 ext.2537  
1 877 525-0337 ext. 2537  
mathieu.laberge@lautorite.qc.ca

*Alberta Securities Commission*  
Elizabeth Coape-Arnold  
Legal Counsel  
403 297-2050  
Elizabeth.Coape-Arnold@asc.ca

*British Columbia Securities Commission*  
David M. Thompson  
General Counsel  
604 899-6537  
dthompson@bcsc.bc.ca

Noreen Bent  
Manager  
Corporate Finance Legal Services  
604 899-6741  
nbent@bcsc.bc.ca

*Ontario Securities Commission*  
Simon Thompson  
Senior Legal Counsel  
General Counsel's Office  
416 593-8261  
sthompson@osc.gov.on.ca



**REGULATION 13-102 RESPECTING SYSTEM FEES**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331, 1<sup>st</sup> par., par. (9) and (12))

**Definitions**

1. (1) In this Regulation,

“annual information form” means an “AIF” as defined by Regulation 51-102 respecting Continuous Disclosure Obligations (chapter V-1.1, r. 24) or an annual information form for the purposes of Part 9 of Regulation 81-106 respecting Investment Fund Continuous Disclosure (chapter V-1.1, r. 42);

“individual registrant” means an individual who is

- (a) applying for registration,
- (b) applying for registration reinstatement,
- (c) applying for registration reactivation, or
- (d) renewing registration;

“issuer bid” means an issuer bid to which Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids (chapter V-1.1, r. 35) applies;

“principal regulator” means the principal regulator determined under section 5 of Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*);

“shelf prospectus” means a prospectus filed under Regulation 44-102 respecting Shelf Distributions (chapter V-1.1, r. 17);

“system fee” means a fee set out in Appendix A or B;

“take-over bid” means a take-over bid to which Part 2 of Regulation 62-104 respecting Take-Over Bids and Issuer Bids applies.

(2) In this Regulation, a term referred to in Column 1 of the following table has the meaning ascribed to it in the Regulation referred to in Column 2 opposite that term:

<b>Column 1 Defined Term</b>	<b>Column 2 Regulation</b>
CPC instrument	Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21)
document	Regulation 13-103 respecting System Replacement
long form prospectus	Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements (chapter V-1.1, r. 14)
preliminary MJDS prospectus	National Instrument 71-101, The Multijurisdictional Disclosure System (chapter V-1.1, r. 36)
[Renewed System]	Regulation 13-103 respecting System Replacement
rights offering circular	Section 2.1 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions
short form prospectus	Regulation 41-101 respecting General Prospectus Requirements
sponsoring firm	Regulation 33-109 respecting Registration Information (chapter V-1.1, r. 12), in Form 33-109F4

**Inconsistency with other regulations**

2. If there is any conflict or inconsistency between this Regulation and Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*), this Regulation prevails.

**System fees per transmission**

3. (1) A person described in Column A of Appendix A must pay the corresponding system fee specified in Column C of the Appendix to the person's principal regulator, if the person transmits a filing of a type described in Column B of the Appendix.

(2) Subsection (1) does not apply unless the securities regulatory authority in the local jurisdiction is the person's principal regulator.

**Annual registrant system fee**

4. On December 31 of each year, a sponsoring firm must, for each individual registrant of the sponsoring firm, pay the system fee required by Column C of Appendix B to the securities regulatory authority if the securities regulatory authority in the local jurisdiction is the individual registrant's principal regulator on that date.

**Means of payment**

5. A system fee must be paid through the [Renewed System].

**Exemption**

6. (1) The regulator, except in Québec or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.

(2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant such an exemption.

(3) Except in Alberta and Ontario, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V 1.1, r. 3), opposite the name of the local jurisdiction.

**Transition**

7. (1) Despite section 5, the system fee required to be paid under Item 1 of Appendix A and under Appendix B must be paid through NRD, as defined in Regulation 31-102 respecting National Registration Database (chapter V 1.1, r. 9), until Regulation 13-103 respecting System Replacement (*insert reference*) requires that filings in Item 1 of Appendix A and the filing in Appendix B be transmitted through the [Renewed System].

(2) Despite section 3, the system fee required to be paid under Item 2 of Appendix A is nil until Regulation 13-103 respecting System Replacement requires that filings in Item 2 of Appendix A be transmitted through the [Renewed System].

**APPENDIX A  
SYSTEM FEES  
(Section 3)**

In this Appendix,

“application” means a request transmitted through the [Renewed System] for a decision of the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority but, for greater certainty, does not include a pre-filing;

“pre-filing” means a request to consult with the principal regulator regarding the application of securities legislation or securities directions generally or the application of securities legislation or a direction to a particular transaction or matter or proposed transaction or matter.

<b>Item</b>	<b>Column A Person required to file</b>	<b>Column B Filing Type</b>	<b>Column C System Fee</b>
1	Sponsoring firm – in respect of an individual registrant	Application for registration, reinstatement of registration or reactivation of registration	\$86
2	International dealer or international adviser	Annual notice of reliance on exemption from dealer registration requirement or adviser registration requirement	\$350
3	Investment fund that is a reporting issuer	Annual financial statements	\$525
4	Investment fund	Preliminary long form prospectus Preliminary or pro-forma simplified prospectus, annual information form and fund facts when transmitted together as part of a preliminary or pro-forma prospectus filing	\$2,200, which applies in total to a combined filing, if one annual information form and one simplified prospectus are used to qualify the investment fund securities of more than one investment fund for distribution
5	Reporting issuer other than an investment fund	Annual financial statements	\$765
6	Reporting issuer, other than an investment fund, that is not a short form prospectus issuer	Annual information form	\$430
7	Investment fund that is not a short form prospectus issuer	Annual information form if not transmitted together with a preliminary or pro forma simplified prospectus	\$430
8	Reporting issuer that is a short form prospectus issuer	Annual information form	\$2,530
9	Issuer other than an investment fund	Preliminary long form prospectus	\$950
		Preliminary prospectus governed by a CPC instrument Preliminary short form prospectus, preliminary shelf prospectus or preliminary MJDS prospectus	\$1,500
10	All filers	Issuer bid circular or take-over bid circular	\$350

Item	Column A Person required to file	Column B Filing Type	Column C System Fee
11	Issuer, other than an investment fund	Rights offering circular	\$1,500
12	All filers	Report of exempt distribution	\$40
13	All filers	Pre-filing that is transmitted through the [Renewed System]	\$350
14	All filers	Application that is required to be transmitted through the [Renewed System] under Regulation 13-103 respecting System Replacement: (a) if a pre-filing referred to in Item 13 was previously transmitted in respect of the application; and (b) in any other case.	\$0  \$350

**APPENDIX B  
SYSTEM FEES  
(Section 4)**

<b>Column A Person required to file</b>	<b>Column B Filing Type</b>	<b>Column C System Fee</b>
Sponsoring firm – in respect of each individual registrant sponsored by the firm	Annual registration renewal	\$86

## 6.2.2 Publication

Aucune information.